

Ce document est la compilation des deux rubriques documentation en droit de la santé parues dans les Jusletter de weblaw www.weblaw.ch en 2009.

Elles couvrent la période juillet 2008 - juillet 2009

Dokumentation / Documentation

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre le 1er juillet 2008 et le 1^{er} décembre 2008. / Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode vom 1. Juli 2008 bis zum 1. Dezember 2008.

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : www.unine.ch/ids

Législation / Gesetzgebung	3
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	3
II. Droit communautaire / Europarecht.....	3
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	4
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	6
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl).....	7
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	8
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	8
IV. Droit fédéral / Bundesrecht.....	8
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	8
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse.....	12
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl).....	15
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	15
Jurisprudence / Rechtsprechung	17

I.	Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) ...	17
II.	Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl).....	17
III.	Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl).....	18
IV.	Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	21
V.	Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	26
Doctrin / Lehre		32
I.	Doctrin internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl).....	32
Articles / Aufsätze.....		32
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....		32
Assurances sociales.....		33
Droits des patients, droit de la personnalité.....		34
Ethique biomédicale.....		36
Euthanasie et fin de vie		37
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle		37
Génétique humaine et biotechnologies.....		39
Médecine légale		40
Médecine du sport.....		40
Mesures médicales spéciales.....		40
Nouvelles techniques de l'information et santé.....		40
Personnes âgées et santé.....		40
Procréation médicalement assistée		41
Recherche biomédicale		41
Responsabilité médicale.....		43
Santé mentale et psychique		44
SIDA, lutte contre les épidémies.....		44
Système de santé, politique de la santé		45
Transplantations.....		45
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien.....		46
II.	Doctrin suisse / Schweizerische Lehre	47
Articles / Aufsätze.....		47
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....		47
Assurances sociales.....		48
Droits des patients, droit de la personnalité.....		48
Ethique biomédicale.....		49
Euthanasie et fin de vie		49
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle		49
Génétique humaine et biotechnologies.....		50

Médecine légale	50
Médecine du sport	50
Mesures médicales spéciales	50
Nouvelles techniques de l'information et santé	50
Personnes âgées et santé	50
Procréation médicalement assistée	51
Recherche biomédicale	51
Responsabilité médicale	51
Santé mentale et psychique	52
SIDA, lutte contre les épidémies	52
Système de santé, politique de la santé	52
Transplantations	52
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	52

*Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :
Cédric BAUME, Nathalie BRUNNER, Béatrice DESPLAND, Johanne GAGNEBIN, Olivier
GUILLOD, Agnès HERTIG-PÉA, Daniel KRAUS, Jean PERRENOUD, Dominique
SPRUMONT, Béatrice STIRNER, Marinette UMMEL.*

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

Résolution 1635 (2008) du 10/3/2008 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Combattre la violence à l'égard des femmes : pour une convention du Conseil de l'Europe.

Résolution 1624 (2008) du 6/27/2008 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Prévenir la première des violences faites aux enfants: l'abandon à la naissance.

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 106 (2008) – L 001 (2009) et JOCE C 094 (2008) – C 331 (2008))

<http://eur-lex.europa.eu/JOIndex.do?ihmlang=fr>

Droit édicté / Erlassenes Recht

Décision de la Commission du 10 avril 2008 concernant la non-inscription de la roténone, de l'extrait d'Equisetum et de l'hydrochlorure de quinine à l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil et le retrait des autorisations de produits phytopharmaceutiques contenant ces substances [notifiée sous le numéro C(2008) 1293].

Règlement (CE) no 357/2008 de la Commission du 22 avril 2008 modifiant l'annexe V du règlement (CE) no 999/2001 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles.

Règlement (CE) no 553/2008 de la Commission du 17 juin 2008 modifiant l'annexe VII du règlement (CE) no 999/2001 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles.

Décision de la Commission du 28 avril 2008 modifiant la décision 2000/57/CE en ce qui concerne les événements qui doivent être notifiés dans le cadre du système d'alerte précoce et de réaction pour la prévention et le contrôle des maladies transmissibles [notifiée sous le numéro C(2008) 1574].

Règlement (CE) no 523/2008 de la Commission du 11 juin 2008 modifiant les annexes VIII, X et XI du règlement (CE) no 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'importation de produits sanguins destinés à la fabrication de produits techniques.

Décision de la Commission du 1er juillet 2008 portant nomination de membres du comité des médicaments orphelins.

Décision de la Commission du 20 juin 2008 modifiant la décision 2004/858/CE aux fins de transformer l'«Agence exécutive pour le programme de santé publique» en «Agence exécutive pour la santé et les consommateurs».

Décision de la Commission du 26 juin 2008 concernant certaines mesures de protection contre l'influenza aviaire hautement pathogène du sous-type H5N1 en Croatie et en Suisse.

Décision de la Commission du 4 juillet 2008 relative au financement du stockage des antigènes du virus de la fièvre aphteuse et à la formulation des vaccins reconstitués à partir de ces antigènes.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juin 2008 au 30 juin 2008 [Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil] 2008/C 188/04.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juin 2008 au 30 juin 2008 [Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil] 2008/C 188/05.

Décision de l'Autorité de surveillance AELE no 300/08/COL du 21 mai 2008 approuvant le plan d'intervention contre l'influenza aviaire soumis par la Norvège.

Ligne directrice sur les aspects de l'application de l'article 8, paragraphe 2, du règlement (CE) no 141/2000 du Parlement européen et du Conseil: réexamen de la période d'exclusivité commerciale des médicaments orphelins.

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er septembre 2008 au 30 septembre 2008 [Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil].

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er septembre 2008 au 30 septembre 2008 [Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil].

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er octobre 2008 au 31 octobre 2008 [Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil].

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er octobre 2008 au 31 octobre 2008[Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil].

Décision de la Commission du 21 novembre 2008 établissant une liste des substances végétales, des préparations à base de plantes et associations de celles-ci en vue de leur utilisation dans des médicaments traditionnels à base de plantes [notifiée sous le numéro C(2008) 6933].

Décision de la Commission du 5 décembre 2008 portant nomination des membres et suppléants du comité des thérapies innovantes représentant les cliniciens et les associations de patients 2008/981/CE.

Règlement (CE) n° 1338/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif aux statistiques communautaires de la santé publique et de la santé et de la sécurité au travail.

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. /
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

Recommandation de la Commission du 7 février 2008 concernant un code de bonne conduite pour une recherche responsable en nanosciences et nanotechnologies [notifiée sous le numéro C(2008) 424].

Recommandation de la Commission du 2 juillet 2008 sur l'interopérabilité transfrontalière des systèmes de dossiers informatisés de santé.

Avis du Comité des régions sur l'«Examen à mi-parcours de la stratégie relative aux sciences du vivant et à la biotechnologie» (2008/C 105/02).

Avis du Comité des régions sur «Une stratégie européenne pour les problèmes de santé liés à la nutrition, la surcharge pondérale et l'obésité» (2008/C 105/08).

Communication de la Commission concernant la ligne directrice relative aux types de données contenus dans la base de données sur les essais cliniques, visée à l'article 11 de la directive 2001/20/CE, et destinés à être inclus dans la base de données sur les médicaments, visée à l'article 57 du règlement (CE) no 726/2004.

Avis du Comité des régions «Livre blanc — Ensemble pour la santé: une approche stratégique pour l'UE 2008-2013» (2008/C 172/08).

Avis du contrôleur européen de la protection des données sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant, entre autres, la directive 2002/58/CE concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive «vie privée et communications électroniques»)(2008/C 181/01).

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs (2008/C 186/09).

Avis du contrôleur européen de la protection des données concernant la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) no 2252/2004 du Conseil établissant des normes pour les éléments de sécurité et les éléments biométriques intégrés dans les passeports et les documents de voyage délivrés par les États membres 2008/C 200/01.

Avis du Comité économique et social européen sur le thème «Garantir l'accès aux soins de longue durée et un financement durable du système de soins de longue durée aux personnes âgées» 2008/C 204/21.

Position commune (CE) n° 26/2008 du 2 octobre 2008 arrêtée par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité instituant la Communauté européenne, en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires de la santé publique et de la santé et de la sécurité au travail.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl-rils/index.cfm>.

Droit édicté / Erlassenes Recht

Recueil international de législation sanitaire, vol. 59, n° 4 2008 (version anglaise).

European Community. Commission Recommendation 2008/345/EC of 7 February 2008 on a code of conduct for responsible nanosciences and nanotechnologies research. (*Official Journal of the European Union*, No. L 116, 30 April 2008, pp. 46-52).

European Community. Commission Decision 2008/544/EC of 20 June 2008 amending Decision 2004/858/EC^a in order to transform the 'Executive Agency for the Public Health Programme' into the 'Executive Agency for Health and Consumers'. (*Official Journal of the European Union*, No. L 173, 3 July 2008, pp. 27-29).

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

France / Frankreich

Sénat français, L'anonymat du don de gamète . étude de législation comparée n° 186, septembre 2008.

<http://www.senat.fr/lc/lc186/lc186.pdf>

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS 2008 N° 27-51 (24 DECEMBRE 2008)]

[RO/AS 2009 N° 1 (6 JANVIER 2009)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine (Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine) du 4 avril 1997, approuvée par

l'Assemblée fédérale le 20 mars 2008, ratifiée le 24 juillet 2008, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2008, RO 2008 5137.

Arrêté fédéral portant approbation du Protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine portant interdiction du clonage d'êtres humains, du 20 mars 2008, RO 2009 81.

Protocole additionnel à la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine, portant interdiction du clonage d'êtres humains (Protocole additionnel portant interdiction du clonage d'êtres humains) du 12 janvier 1998, approuvé par l'Assemblée fédérale le 20 mars 2008, ratifié le 24 juillet 2008, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2008, RO 2008 83.

Loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux (Loi sur les produits thérapeutiques, LPTh) du 15 décembre 2000. Modification du 13 juin 2008, en vigueur (partiellement) dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 4873.

Ordonnance sur les stupéfiants et les substances psychotropes (Ordonnance sur les stupéfiants, OStup) du 29 mai 1996.

- Modification du 31 janvier 2007, en vigueur dès le 12 décembre 2008, RO 2008 5577.

- Modification du 26 novembre 2008, en vigueur dès le 12 décembre 2008, RO 2008 5583.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édiction de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées du 17 octobre 2001.

- Modification du 7 juillet 2008, en vigueur dès le 1^{er} août 2008, RO 2008 3229.

- Modification du 5 septembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 4375.

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal) du 27 juin 1995. Modification du 22 octobre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 5097 (*mise en œuvre de la réforme LAMal sur le financement hospitalier*).

Ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire du 3 juillet 2002.

Prorogation du 25 juin 2008, jusqu'au 31 décembre 2009, RO 2008 3165.

Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS) du 29 septembre 1995. Modification du 10 décembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 6493.

Ordonnance sur la carte d'assuré pour l'assurance obligatoire des soins (OCA) du 14 février 2007. Modification du 26 novembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 6145 (*report de l'introduction de la carte d'un an, à 2010*).

Ordonnance sur le calcul des coûts et le classement des prestations par les hôpitaux et les établissements médico-sociaux dans l'assurance-maladie (OCP) du 3 juillet 2002. Modification du 22 octobre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 5105.

Ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes minimales 2009 permettant de calculer la réduction de primes dans la Communauté européenne, en Islande et en Norvège du 11 décembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009 jusqu'au 31 décembre 2009, RO 2008 6507.

Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes 2009 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires du 31 octobre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009 jusqu'au 31 décembre 2009, RO 2008 5185.

Ordonnance concernant le registre des professions médicales universitaires (Ordonnance concernant le registre LPMéd du 15 octobre 2008, en vigueur dès le 1^{er} novembre 2008, RO 2008 4743.

Ordonnance concernant les examens fédéraux des professions médicales universitaires (Ordonnance concernant les examens LPMéd) du 26 novembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 6007.

Ordonnance sur la formation professionnelle initiale d'assistante/assistant en soins et santé communautaire avec certificat fédéral de capacité (CFC) du 13 novembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 5963.

Ordonnance sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules d'origine humaine (Ordonnance sur la transplantation) du 16 mars 2007. Modification du 10 septembre 2008, en vigueur dès le 15 octobre 2008, RO 2008 4461.

Ordonnance sur l'attribution d'organes destinés à une transplantation (Ordonnance sur l'attribution d'organes) du 16 mars 2007. Modification du 10 septembre 2008, en vigueur dès le 15 octobre 2008, RO 2008 4467.

Ordonnance du DFI sur l'attribution d'organes destinés à une transplantation (Ordonnance du DFI sur l'attribution d'organes) du 2 mai 2007. Modification du 10 septembre 2008, en vigueur dès le 15 octobre 2008, RO 2008 4469.

Ordonnance sur les émoluments perçus en application de la législation sur la transplantation (Ordonnance sur les émoluments en rapport avec les transplantations) du 16 mars 2007. Modification du 10 septembre 2008, en vigueur dès le 15 octobre 2008, RO 2008 4473.

Ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (Ordonnance sur la prévention des accidents, OPA) du 19 décembre 1983. Modification du 2 juillet 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 3683.

Ordonnance sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs dans les travaux de construction (Ordonnance sur les travaux de construction, OTConst) du 29 juin 2005. Modification du 2 juillet 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 3685.

Ordonnance du DFE sur les activités dangereuses ou pénibles en cas de grossesse et de maternité (Ordonnance sur la protection de la maternité) du 20 mars 2001. Modification du 17 septembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2008, RO 2008 4487.

Ordonnance du DFI sur les déclarations de médecin et de laboratoire du 13 janvier 1999. Modification du 28 novembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009, RO 2008 5807.

Protocole d'entente entre le Département fédéral de l'intérieur agissant au nom du Conseil fédéral de la Confédération suisse et l'Autorité sanitaire de Singapour relatif aux produits thérapeutiques, conclu le 12 mai 2008, entré en vigueur le même jour, RO 2008 3423.

Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim). Normes techniques pour les dispositifs médicaux. Communication de Swissmedic du 29 juillet 2008, FF 2008 5616.

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL 2008 N° 27-51 (24 DECEMBRE 2008)]

[FF/BBL 2009 N° 1 (6 JANVIER 2009)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Code de procédure civile, du 19 décembre 2008 (délai référendaire : 16 avril 2009), FF 2009 21 (*art. 166 : droit de refus restreint de collaborer des personnes tenues au secret professionnel*).

Code civil du 10 décembre 1907. Modification du 19 décembre 2008 : protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation (délai référendaire : 16 avril 2009), FF 2009 139.

Loi fédérale sur les brevets d'invention du 25 juin 1954. Modification du 19 décembre 2008 (délai référendaire : 16 avril 2009), FF 2009 195 (*admission des importations parallèles de produits brevetés, sauf si le prix est fixé par l'Etat, comme pour les produits thérapeutiques*).

Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, du 3 octobre 2008 (délai référendaire : 22 janvier 2009), FF 2008 7483.

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «Oui aux médecines complémentaires» du 3 octobre 2008, FF 2008 7469 (*le Parlement propose le rejet de l'initiative et lui oppose un contre-projet très légèrement différent*).

Initiative populaire fédérale «Oui aux médecines complémentaires». Retrait déclaré le 15 octobre 2008, FF 2008 7785.

Message portant approbation du Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine, du 10 septembre 2008, FF 2008 7229.

Projet d'arrêté fédéral portant approbation du Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine, FF 2008 7239.

Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine, du 24 janvier 2002, FF 2008 7243.

Référendum contre la modification du 20 mars 2008 de la loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes (loi sur les stupéfiants, LStup). Décision de la Chancellerie fédérale du 21 juillet 2008 constatant son aboutissement, FF 2008 5609 (*la modification de la loi a été approuvée par 68% des votants le 30 novembre 2008*).

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 22 juillet 2008, octroyée à l'Hôpital cantonal de Lucerne, FF 2008 5562.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique (prolongation), du 29 juillet 2008, octroyée au Groupe suisse de recherche clinique sur le cancer (Berne), FF 2008 5611.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique (prolongation), du 4 novembre 2008, octroyée à l'Hôpital de l'île, Hôpital Universitaire de Berne, FF 2008 7842.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 18 novembre 2008, octroyée à l'Hôpital Universitaire de Bâle, FF 2008 7936.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 18 novembre 2008, octroyée aux Services médicaux cantonaux de Lucerne, FF 2008 7940.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique (prolongation), du 6 janvier 2009, octroyée au Centre Hospitalier Universitaire Vaudois (CHUV), Lausanne, FF 2009 243.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique (prolongation), du 6 janvier 2009, octroyée à Organizzazione sociopsichiatrica cantonale (OSC), Mendrisio, FF 2009 245.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 29 juillet 2008, octroyée pour le projet «*Swiss Observational Bone Study: a substudy of BIG 1-98*», FF 2008 5613.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 18 novembre 2008, octroyée pour le projet «*Internieren und Integrieren. Zwang in der Psychiatrie: Der Fall Zürich 1870–1970 (NFP 51)*», FF 2008 7931.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 18 novembre 2008, octroyée pour le projet «*Tissue Microarray von pT1-2pN0 Nicht-Kleinzelligen Lungenkarzinomen*», FF 2008 7933.

Evaluation du rôle de la Confédération dans la garantie de la qualité selon la LAMal. Rapport de la Commission de gestion du Conseil des Etats du 13 novembre 2007, FF 2008 7089.

Rôle de la Confédération dans la garantie de la qualité selon la LAMal. Rapport du Contrôle parlementaire de l'administration à l'attention de la Commission de gestion du Conseil des Etats du 5 septembre 2007, FF 2008 7093.

Evaluation du rôle de la Confédération dans la garantie de la qualité selon la LAMal. Rapport de la Commission de gestion du Conseil des Etats du 13 novembre 2007. Avis du Conseil fédéral du 18 juin 2008, FF 2008 7183.

Conventions des cantons entre eux. Convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée (CIMHS). Avis de la Chancellerie fédérale du 25 novembre 2008, FF 2008 8012.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(Selon les informations disponibles sur le site de l'Institut du fédéralisme
<http://www.lexfind.ch/>)

Glaris / Glarus

Gesetz über das Gesundheitswesen(Gesundheitsgesetz) [VIII A/1/1 Volume 5]
http://www.lexfind.ch/dta/6900/2/gs_viii_a_1_1.pdf

Neuchâtel / Neuenburg

Arrêté du 29 septembre 2008 concernant l'adhésion à la convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée (CIMHS)
<http://www.lexfind.ch/dtah/53846/3/80010004.pdf>

Loi de santé (modification du 29 janvier 2008)
<http://www.lexfind.ch/dtah/49406/3/8001.pdf>

Uri

Gesundheitsgesetz (GG) vom 1. Juni 2008 [30.2111 1]
<http://www.lexfind.ch/dta/14577/2/30-2111.pdf>

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

Note : à signaler également la loi de santé de Nidwald, la loi de santé du Valais, modifiées en septembre 2008, la loi genevois sur e-Toile et les modifications de lois cantonales (notamment Fribourg, Neuchâtel, Vaud) sur la fumée passive pas encore signalées sur Lexfind.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse/Schweiz

SIMON O., Refus du dépistage urinaire ou salivaire des drogues à l'école :la position de la SSAM (Société suisse de médecine de l'addiction), *Bulletin des médecins suisses*, n° 32, 2008, p. 1353.

Don d'organes solides par des personnes vivantes, directives médico-éthiques et recommandations, approuvées par le Sénat de l'ASSM le 20 mai 2008.

Traitement médical et prise en charge des personnes en situation de handicap, directives et recommandations médico-éthiques, approuvées par le Sénat de l'ASSM le 20 mai 2008.

En consultation: Décisions de réanimation, directives et recommandations médico-éthiques, approuvées pour la procédure de consultation par le Sénat de l'ASSM, le 20 mai 2008. (La version allemande est la version d'origine).

Etranger/Ausland

(rubrique sans objet pour cette édition)

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

<http://www.echr.coe.int>

ECHR 2008/6 Affaire Dickson c. Royaume-Uni du 4 décembre 2007, requête numéro 44362/04, la Grande Chambre.

Note : La Grande Chambre, par une majorité des voix, a admis la violation de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

L'Etat a l'obligation positive de garantir la protection effective des enfants. Toutefois, la Grande Chambre a considéré que cela ne peut aller jusqu'à empêcher les parents qui le désirent de concevoir un enfant dans des circonstances telles que celles de l'espèce (insémination artificielle dans une prison), d'autant que la seconde requérante était en liberté et pouvait, jusqu'à la libération de son mari, prendre soin de l'enfant éventuellement conçu.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

<http://curia.eu.int/fr/index.htm>

Affaire C-303/06: Arrêt de la Cour (grande chambre) du 17 juillet 2008 (demande de décision préjudicielle du Employment Tribunal — Royaume-Uni) — S. Coleman/Attridge Law, Steve Law (Politique sociale — Directive 2000/78/CE — Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail — Articles 1er, 2, paragraphes 1, 2, sous a), et 3, ainsi que 3, paragraphe 1, sous c) — Discrimination directe fondée sur le handicap — Harcèlement lié au handicap — Licenciement d'un employé n'ayant pas lui-même un handicap, mais dont l'enfant est handicapé — Inclusion — Charge de la preuve).

Affaire C-500/06: Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 17 juillet 2008 (demande de décision préjudicielle du Giudice di pace di Genova — Italie) — Corporación Dermoestética SA/To Me Group Advertising Media (Articles 3, paragraphe 1, sous g), CE, 4 CE, 10 CE, 43 CE, 49 CE, 81 CE, 86 CE et 98 CE

— Législation nationale interdisant la publicité concernant les traitements médico-chirurgicaux dans le domaine des soins esthétiques).

Affaire C-307/07: Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 10 juillet 2008 — Commission des Communautés européennes/République portugaise (Manquement d'État — Directive 89/48/CEE — Reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur sanctionnant des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans — Non-reconnaissance des diplômes d'accès à la profession de pharmacien en biologie médicale — Non-transposition).

Affaire C-311/07: Arrêt de la Cour (huitième chambre) du 17 juillet 2008 — Commission des Communautés européennes/République d'Autriche (Manquement d'État — Directive 89/105/CEE — Inclusion des médicaments à usage humain dans le champ d'application des systèmes nationaux d'assurance maladie — Article 6, point 1 — Liste des médicaments couverts par le système national d'assurance maladie établissant trois catégories distinctes du point de vue des conditions de remboursement — Délai d'adoption d'une décision relative à une demande d'inscription d'un médicament dans les catégories de cette liste offrant les conditions de remboursement les plus favorables).

Affaire C-141/07: Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 11 septembre 2008 — Commission des Communautés européennes/République fédérale d'Allemagne (Manquement d'État — Mesures d'effet équivalent à une restriction quantitative — Protection de la santé publique — Justification — Pharmacies — Livraison des produits pharmaceutiques directement aux hôpitaux — Proximité de l'hôpital concerné).

Affaire C-274/07: Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 11 septembre 2008 — Commission des Communautés européennes/République de Lituanie (Manquement d'État — Directive 2002/22/CE — Service universel et droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques — Article 26, paragraphe 3 — Numéro d'appel d'urgence unique européen — Mise à disposition des informations relatives à la localisation de l'appelant).

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

MedR, Bd. 26, H. 10, 2008, p. 611, BGH, Urt. v. 20. 12. 2007 – 1 ZR 205/04 (KG).

Versandhandel mit in Deutschland zugelassenen verschreibungspflichtigen Arzneimitteln und Wettbewerbsrecht (“DocMorris”)

1. Im Rahmen des § 73 Abs. 1 S. 1 Nr. 1a Fall 1 AMG ist nicht allein die in Deutschland und in dem anderen Mitgliedstaat jeweils gegebene Gesetzeslage, sondern die jeweilige Rechtslage im Blick auf die tatsächlich bestehenden Sicherheitsstandards miteinander zu vergleichen.

2. Der Umstand, dass das niederländische Recht den Versandhandel mit Arzneimitteln nicht von der Führung einer Präsenzapothek abhängig macht, kann einem Versandhandelsunternehmen, das eine Präsenzapothek in den Niederlanden nach den dort bestehenden Bestimmungen betreibt, nicht entgegengehalten werden.

3. Die Veröffentlichung einer Übersicht zum Versandhandel mit Arzneimitteln nach § 73 Abs. 1 S. 3 AMG bindet die Gerichte insoweit, als sie Feststellungen dazu enthält, dass in bestimmten Mitgliedstaaten der Europäischen Union vergleichbare Sicherheitsstandards bestehen.

MedR, Bd. 26, H. 8, 2008, p. 516, OLG Celle, Urt. v. 2. 7. 2007 – 1 U 106/06 (LG Lüneburg)

Aufklärungspflichtverletzung und Kind als Schaden

BGB §§ 276, 280 Abs. 1, 283 Abs. 1

1. Vor dem Legen einer Cerclage muss die Schwangere über Risiken und Behandlungsalternativen umfassend aufgeklärt werden.

2. Verletzt der Arzt diese Pflicht, so dass die Schwangerschaft bis zur Lebensfähigkeit des Kindes aufrechterhalten wird, und kommt es zur Frühgeburt eines schwer behinderten Kindes, hat der Arzt den Unterhaltsschaden, der den Eltern aus der Existenz des Kindes entsteht, zu ersetzen.

3. Auf die Frage, ob ein Schwangerschaftsabbruch nach § 218a II StGB gerechtfertigt gewesen wäre, kommt es nicht an. (Leitsätze des Bearbeiters)

MedR, Bd. 26, H. 7, 2008, p. 442, OLG Naumburg, Urt. v. 20. 12. 2007 – 1 U 95/06 (LG Magdeburg)

Zur Aufklärung des Patienten über alternative Behandlungsmethoden

1. Stehen mehrere medizinisch sinnvolle und angezeigte Behandlungsmethoden zur Verfügung, die zu jeweils unterschiedlichen

Belastungen des Patienten führen oder unterschiedliche Risiken und Erfolgchancen bieten, so muss der Patient selbst prüfen und mitentscheiden können, was er an Belastungen und Gefahren im Hinblick auf möglicherweise unterschiedliche Erfolgchancen der verschiedenen Behandlungsmethoden auf sich nehmen will.

2. Zur Pflicht der Aufklärung einer Schwangeren durch den Geburtshelfer in der laufenden 31. Schwangerschaftswoche nach Blasensprung über die Möglichkeit der Hinauszögerung der Geburtseinleitung mit Förderung der Lungenreife anstelle der bewusst eingeleiteten Frühgeburt.

MedR, Bd. 26, H. 6, 2008, p. 372, OLG Braunschweig, Urt. v. 26. 6. 2007 – 1 U 11/07(LG Braunschweig)

Entschluss zum Schwangerschaftsabbruch als Behandlungsfehlerfolge
BGB §§ 823 Abs. 1, 611, 280, 253 Abs. 2; StGB § 218a

1. Es stellt einen (einfachen) Behandlungsfehler dar, wenn ein Arzt für Gynäkologie im Rahmen der Behandlung von Menstruationsunregelmäßigkeiten bei objektiv bestehender Unsicherheit über das Vorliegen einer Schwangerschaft zu deren Ausschluss vor Beginn der Therapie mit einem Ovulationshemmer-Medikament einen Schwangerschaftstest durch Beta-HCGBestimmung des Blutes nicht vornimmt bzw. nicht veranlasst.

2. Allein deshalb, weil im Falle einer Schwangerschaft die zu erwartenden Folgen für die Kindsmutter hinter dem in §218a Abs. 2 StGB beschriebenen Ausmaß zurückbleiben oder dieses Ausmaß nicht sicher feststellbar erreichen, kann eine Kausalität des Befunderhebungsfehlers für die Durchführung der nach §218a Abs. 1 StGB gerechtfertigten Schwangerschaftsunterbrechung und ihre Folgen nicht bereits verneint werden.

3. Im Rahmen der zivilrechtlichen Schadenskausalität unterbricht der Willensentschluss einer Patientin – hier zum Schwangerschaftsabbruch – den Zurechnungszusammenhang nicht, wenn er nicht frei getroffen, sondern durch das Verhalten des Arztes – hier durch Befundnichterhebung verursachte kontraindizierte Medikamenteneinnahme – herausgefordert oder wesentlich mitbestimmt worden ist. Die Beweislast für die Herausforderung oder Mitbestimmung ihres Willensentschlusses liegt nach allgemeinen Grundsätzen bei der Patientin.

4. Unerheblich für die Schadensursächlichkeit i.S. des durch den Behandlungsfehler herausgeforderten Schwangerschaftsabbruchs ist, wie hoch aus medizinisch- wissenschaftlicher Sicht das Risiko einer

medikamenteninduzierten Missbildung gewesen ist, jedenfalls solange ein solches Risiko nicht auszuschließen ist oder die möglichen.

MedR, Bd. 26, H. 5, 2008, p. 289, BGH, Urt. v. 10. 10. 2006 – VI ZR 74/05 (OLG München)

Aufklärung bei der Behandlung Minderjähriger

BGB §§ 823 Abs. 1, 852 a. F.

a) Minderjährigen Patienten kann bei einem nur relativ indizierten Eingriff mit der Möglichkeit erheblicher Folgen für ihre künftige Lebensgestaltung ein Vetorecht gegen die Einwilligung durch die gesetzlichen Vertreter zustehen, wenn sie über eine ausreichende Urteilsfähigkeit verfügen.

b) Auch über ein gegenüber dem Hauptrisiko des Eingriffs weniger schweres Risiko ist aufzuklären, wenn dieses dem Eingriff spezifisch anhaftet, es für den Laien überraschend ist und durch die Verwirklichung des Risikos die Lebensführung des Patienten schwer belastet würde.

c) Im Hinblick auf den Beginn der Verjährungsfrist gemäß §852 BGB a.F. besteht keine Verpflichtung des Patienten, sich Kenntnisse über fachspezifisch medizinische Fragen zu verschaffen.

Autriche / Österreich

RdM 05 Oktober 2008, p. 149, OGH 7.7.2008 6 Ob 286/07

Erbunwürdigkeit und „passive Sterbehilfe“.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch> et

<http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02574/index.html?lang=fr>

La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral.

Pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident, voir aussi le site du Tribunal administratif fédéral :

<http://www.bundesverwaltungsgericht.ch/fr/index/entscheide/jurisdiction-datenbank.htm>

- AJP / PJA, 7 / 2008, p. 913, 133 III 121 (4C.66/2007)
Ärztliche Haftung aus Auftrag. Aufklärungspflicht des Arztes und Einwilligung des Patienten „Hypothetische Einwilligung“.

- AJP / PJA, 9 / 2008, p. 1166, 134 V 28 (9C_172/2007)
Berufliche Vorsorge. Anspruch auf Austrittsleistung oder auf Hinterlassenenleistungen? Ursache des Todes und Zeitpunkt des Todes.
- AJP / PJA, 9 / 2008, p. 1177, 4A_102/2008
Missbräuchliche Kündigung infolge Krankheit.
- ATF 134 I 209 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 13 mars 2008.
Le placement en chambre fermée sécurisée d'un patient privé de liberté à des fins d'assistance constitue une restriction à la liberté personnelle. Examen de la base légale (art. 50 de la loi genevoise sur la santé).
- ATF 134 I 221 – Arrêt de la Cour de droit pénal du 12 juin 2008.
L'isolement d'une personne dangereuse exécutant une mesure prévue aux art. 59ss CP repose sur une base légale suffisante (art. 90 CP). Examen de la proportionnalité par rapport à un traitement médicamenteux forcé.
- ATF 134 II 235 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 2 avril 2008.
Un professionnel de la santé ne doit pas administrer un traitement que refuse une patiente de treize ans jugée capable de discernement, même si sa mère (et représentante légale) qui l'accompagne est d'un avis contraire.
- ATF 134 III 289 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 27 février 2008.
Appréciation de la légalité et de la proportionnalité d'une privation de liberté à des fins d'assistance prononcée envers une patiente souffrant d'atteinte psychique grave d'ordre schizophrénique et refusant tout traitement.
- ATF 134 III 323 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 4 mars 2008.
Seules les primes de l'assurance-maladie obligatoire peuvent être prises en compte dans le calcul du minimum vital, à l'exclusion des primes de l'assurance-maladie complémentaire.
- ATF 134 III 511 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 3 juillet 2008.
Réticence au sens des art. 4 et 6 LCA. La dépendance à l'alcool entre-t-elle dans la notion de « maladie » utilisée dans une question de la proposition d'assurance ?
- ATF 134 IV 149 – Arrêt de la Cour de cassation du 6 décembre 2007 et 17 janvier 2008.

L'organisateur d'un séminaire avec marche sur des braises n'est pas punissable de lésions corporelles par négligence. Chaque participant volontaire répond de la mise en danger de sa propre personne.

- ATF 134 IV 175 – Arrêt de la Cour de droit pénal du 24 avril 2008.
Administration d'un médicament contre le cancer provoquant le décès du patient. Les dispositions sur les essais cliniques (art. 53ss LPTh) ne s'appliquent pas à un essai thérapeutique individuel. Diligence à observer pour l'emploi « hors étiquette » d'un médicament.
- ATF 134 IV 189 – Arrêt de la Cour de droit pénal 19 juin 2008.
En raison de son impact sur le psychisme de la victime, une tonsure totale infligée par un père à sa fille de 14 ans pour la punir de désobéissances constitue des lésions corporelles simples (art. 123 CP) et non des voies de fait (art. 126 CP).
- ATF 134 IV 193 – Arrêt de la Cour de droit pénal du 13 juin 2008.
Propagation d'une maladie de l'homme (transmission du VIH) par négligence. Appréciation de la négligence et du risque admissible (art. 12 al. 3 CP). Portée du consentement du partenaire.
- ATF 134 IV 246 – Arrêt de la Cour de droit pénal du 4 juillet 2008.
Mesures pénales de traitement ambulatoire (art. 63 CP). Compétence et conditions pour un changement ou une suppression. Nécessité d'une expertise.
- ATF 134 V 189 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 25 février 2008.
Réduction des prestations de l'assurance-accidents en cas de refus de l'assuré de se soumettre à un traitement médical. Procédure préalable de sommation. Devoir d'information du médecin traitant dont la violation est imputable à l'assureur.
- ATF 134 V 231 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 26 mai 2008.
Les résultats d'une tomographie par résonance magnétique fonctionnelle n'ont pas de valeur probante en l'état actuel de la science médicale pour statuer sur le lien de causalité en cas de coup du lapin.
- ATF 134 V 269 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 29 mai 2008.

Compétence du tribunal arbitral cantonal (art. 89 LAMal) de trancher un litige relatif à la rémunération d'un traitement hospitalier hors canton sans raison médicale ?

- ATF 134 V 330 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 24 juin 2008.
Refus de prendre en charge dans l'assurance obligatoire des soins un traitement administré à l'étranger car un traitement ne comportant pas de risques notablement plus élevés existait en Suisse.
- ATF 134 V 340 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 11 juin 2008.
Accident de plongée suite à une erreur de manipulation survenue à une profondeur de 45 mètres. Entreprise téméraire ?
- JT 2008 I 233, ATF 134 I 209 (5A_656/2007)
Privation de liberté à des fins d'assistance. Mesures de contrainte. Absence de base légale. Art. 397ass CC ; art. 50 LS/GE (Loi cantonale sur la santé du 7 avril 2006)
- JT 2008 I 103, ATF 133 III 121 (4C.366/2006)
Contrat de mandat. Responsabilité du médecin. Fardeau de la preuve. Art. 8 CC ; 97 et 394 ss CO.
- Die Praxis, 10/2008, p. 784, Urteil vom 29. Oktober 2007 i. S. Assura Kranken- und Unfall-versicherung c. SOS Médecin Cité Calvin SA /9C_292/2007)
Zulassungsbeschränkung der Leistungserbringer im Rahmen der obligatorischen Krankenversicherung (art. 35/2 lit. A und n, 36, 36a und 55a KVG)
Texte original en français. Traduction en allemand. Arrêt publié aux ATF 133 V 613
- Die Praxis, 11/2008, p. 827, Urteil vom 4. März 2008 in X. c. A. SA und Mitbeteiligte sowie Betreibungsamt Genf (5A_654/2007)
Bestimmung des Notbedarfs nach Art. 93/2 SchKG; Berücksichtigung der Krankenversicherungspämien.
Texte original en français. Traduction en allemand. Arrêt publié aux ATF 134 III 323.
- Die Praxis, 11/2008, p. 864, Urteil vom 5. Dezember 2007 i. S. S. c. Amt für Krankenversicherung des Kantons Tessin (K 109/06)

Ausnahme von der Versicherungspflicht (2/2, 6/3 KVG)

Texte original en italien. Traduction en allemand. Arrêt publié aux ATF 134 V 34.

- RDAF No 5-6 / 2008, WISARD N., ATF 133 IV 222-228 (9.7.2007/d)
Produits thérapeutiques. Condamnation pénale pour publicité en faveur d'un médicament soumis à ordonnance adressée au public non spécialisé, p 597ss
- RDAF, No 5-6 / 2008, POLTIER E., ATF 133 V 477-487 (25.7.2007/a)
Décision finale, partielle ou incidente; préjudice irréparable (art. 90, 91 et 93 LTF), p 499ss.
- RDAF No 5-6 / 2008, BURGAT S., ATF 133 I 58-76 (3.11.2007/a)
Aide au suicide et liberté personnelle (art. 10 al. 2 et 13 al. 1 Cst), p 442ss
- SJ 2008 I 400, 5C.262/2006 du 28 mai 2008
Contrat d'assurance de prévoyance. Dissimulation par le proposant de troubles physiques dans les réponses à un questionnaire soumis au proposant par l'assurance. Présomption que les faits au sujet desquels l'assureur a posé par écrit des questions précises sont des faits importants pour l'appréciation du risque. Faculté du preneur de prouver que les indications qu'il a données n'ont eu en l'espèce aucune influence sur la détermination de la volonté de l'assureur. Absence de pertinence d'un lien de causalité entre le fait caché ou inexactement déclaré et le sinistre. LCA 4 al. 1-3 ; aLCA 6.
- Rivista ticinese di diritto, I – 2008 p. 807 n° 60, TFA 28.6.2007 N. K 60/06
Art. 36 OAMal ; 34 cpv. 2 LAMal ; 22 n. lett c) e n. 2 Reg. CEE 1408/71. Giovane donna affetta da autismo e da ritardo mentale – trattamento all'estero – esclusione dell'assunzione dei costi da parte dall'assicuratore malattia. Le spese di un ricovero non urgente, in quanto pianificato da tempo, di una giovane donna affetta sin dalla nascita da autismo e da ritardo mentale medio in un centro specializzato all'estero non vanno a carico dell'assicuratore malattia, se, come in casu, i trattamenti erogati in Ticino non vanno ritenuti sostanzialmente diversi da quelli forniti all'estero ; solo in un secondo tempo, nel caso essi dovessero risultare inadeguati, si sarebbe potuto esaminare se ricorrere a un centro specializzato all'estero o in Svizzera. Infine, il diritto al rimborso nemmeno può essere dedotto dall'ALC.

- *Rivista ticinese di diritto*, I – 2008 p. 1038 n° 34c, TF 28.8.2007 N. 4C.49/2007
Art. 42, 44 CO. Responsabilità del medico. La predisposizione costituzionale del paziente può influire sulla determinazione del danno o sul calcolo del risarcimento. Per un lavoratore indipendente il diritto al risarcimento non si estingue con il compimento del 65° di età. (Riconosciuto in casu sino all'età di 68 anni, per un direttore esecutivo, amministratore unico e azionista al 50 % della ditta in cui lavora).

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Argovie / Aargau

AAGV 2007 p. 177, Entscheid der Verwaltungsgerichts, 1. Kammer vom 23. Oktober 2007 in Sachen J. L. gegen die Psychiatrische Klinik Königsfelden.

Einweisung zum Untersuchung; Verhältnismässigkeit einer Isolation.

Bei einer Einweisung zum Untersuchung ist die Zwangsmassnahme der Isolation nur bei akuter Selbst- und/oder Fremdfährdung zulässig (Erw 3.1) Die Isolation zwecks pädagogischer Massnahme ist unverhältnismässig (Erw.3.4: Bestätigung der Rechtsprechung; vgl AGVE 2003 p. 141).

AAGV 2007 p. 184, Entscheid der Verwaltungsgerichts, 1. Kammer vom 21. August 2007 in Sachen A. B. gegen den Bezirksarzt Stellvertreter X.

Zuständigkeit zum Erlass einer Verfügung betreffend fürsorgerische Freiheitsziehung.

Die Verlegung in eine andere Klinik braucht eine neue Verfügung betreffend fürsorgerische Freiheitsentziehung der (auch örtlich) zu ständigen Einweisungsbehörde. (Erw 3).

Berne / Bern

JAB / BVR No 7-8 2008 Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsgerichtliche Abteilung) vom 13. Februar 2008 i.S. I. Versicherungen gegen SUVA (UV 68682), p 379ss.

Unfallversicherung: Unterstellung unter das Versicherungsobligatorium (Art. 1a Abs. 1 UVG).

JAB / BVR No 9 2008, Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsgerichtliche Abteilung) vom 10. Dezember 2007 i.S. P. gegen Krankenkasse S. (KV 68590), p. 423ss.

Krankenversicherung: Einreden gegen fällige Prämienforderungen in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (Art. 64a KVG; Art. 90 Abs. 1 KVV).

Jura

RJJ III 3/2007 p. 263, Arrêt de la Cour pénale du 3 mai 2007 en la cause X.

Remise par un médecin de quantités importantes de médicaments psychotropes à des personnes dépendantes. Rapport entre la loi sur les produits stupéfiants et la loi sur les produits thérapeutiques.

RJJ III 3/2007 p. 273, Arrêt du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie de la République et Canton du Jura du 27 octobre 2006 en la cause Dr. X. c. SantéSuisse.

Autorisation d'exercer la profession de médecin délivrée à un étranger non ressortissant de l'UE ou de l'AELE. Décision prise avant l'entrée en vigueur de la modification de la loi fédérale concernant l'exercice des professions de médecins, de pharmacien et de vétérinaire dans la Confédération suisse (LEPM), mais notifiée postérieurement. Selon la bonne foi l'ancien droit peut être applicable.

Soleure / Solothurn

SOG 2007, 26, Versicherungsgericht, Urteil vom 23. Februar 2007 (VSBES.2006.371) Art. 18 Abs. 3 und 5 KVG.

Anspruch auf Prämienverbilligung.

Tessin / Ticino

Rivista ticinese di diritto, I – 2008 p. 802 n° 59, TCA 18.6.2007 N. 36.2006.242.

Art. 6 LAMal ; 11 seg. LCAMal ; 12 RLCAM ; 49, 49 LPGA. Non è l'ufficio assicurazione malattia (UAM), bensì la Cassa malati competente a determinare il domicilio civile di un assicurato già affiliato. È la Cassa, del resto, che provvede affinché nel passaggio da un Cantone all'altro non vi sia lacune. L'UAM, in ogni caso, se ritiene che un assicurato sia domiciliato nel Cantone Ticino, può chiedere all'assicuratore l'emanazione di una decisione formale, contro la quale potrà, se del caso, opporsi e poi interporre ricorso al TCA. Nel caso concreto, la decisione su opposizione emanata dall'UAM in relazione al domicilio di un assicurato già affiliato a una cassa malati che non pagava più i premi nel Cantone Ticino, bensì in un altro Cantone, è stata, quindi, annullata.

Rivista ticinese di diritto, I – 2008 p. 810 n° 61, TCA 21.6.2007 N. 35.2007.24.

Art. 6 cpv. 1 LAINF ; 4 LPGA ; 9 cpv. 2 OAINF. Frattura di un osso dell'alluce destro durante un allenamento di basket – esclusione di un infortunio – lesione parificata ai postumi d'infortunio. Un assicurato si è procurato la frattura dell'osso sesamoideale dell'alluce destro dopo un salto durante un allenamento di basket. Ritenuto che l'assicurato si è procurato la frattura ricadendo da un salto durante

un allenamento senza nessun contatto fisico con un compagno di squadra e/o una violazione della regole, non si è in presenza di un fattore esterno straordinario e quindi di un infortunio. D'altra parte, visto che si tratta di una frattura e che l'attività sportiva del basket presenta un potenziale di pericolo accresciuto, deve essere ammessa la presenza di un fattore esterno ai sensi della giurisprudenza sulla lesione parificata. L'assicurato ha peraltro consultato un medico al più tardi due settimane dopo l'evento. Conseguentemente, siccome anche il nesso di causalità va riconosciuto, l'assicuratore LAINF deve assumere il caso a titolo di lesione parificata ai postumi d'infortunio.

Rivista ticinese di diritto, I – 2008 p. 810 n° 62, TCA 24.5.2007 N. 35.2007.14.

Art. 10, 6, 16 LAINF. Incidente con una moto all'interno di una galleria – circostanze particolarmente drammatiche – insorgenza di turbe psichiche – causalità. Caso di un assicurato che in sella a una motocicletta ha subito un incidente della circolazione all'interno di una galleria autostradale, cadendo a terra a seguito del blocco dell'impianto frenante. Egli ha riportato una lussazione del femore con frattura dell'acetabolo e del bacino, nonché la frattura della mano destra. L'assicurato ha inoltre presentato disturbi psichici. Da un lato, la documentazione agli atti allestita da due specialisti in psichiatria non ha permesso né di ammettere, né di escludere, con la necessaria tranquillità, l'esistenza di un legame causale naturale tra il sinistro e i disturbi psichici di cui è affetto l'assicurato. Dall'altro, l'evento traumatico è stato, però, considerato la causa adeguata della problematica psichica. Infatti il sinistro è stato classificato quale infortunio di media gravità all'interno della categoria media e il fattore delle circostanze drammatiche – alla luce del fatto che l'incidente è avvenuto all'interno di una galleria autostradale e che l'assicurato si è ritrovato, a causa delle ferite, immobilizzato al suolo in prossimità del marciapiede, ma comunque ancora sulla corsia di marcia, e quindi esposto, impotente, al rischio di venire travolto da uno o più veicoli, ossia a un rischio di morte – è risultato, in concreto, realizzato in modo particolarmente incisivo. Il TCA ha abbondanzialmente indicato che il nesso di causalità adeguata sarebbe stato realizzato anche nell'ipotesi in cui il criterio delle circostanze concomitanti particolarmente drammatiche fosse adempiuto ma non con una particolare intensità, visto che comunque sono dati due fattori di rilievo. È, in effetti, pure realizzato il criterio della durata della cura medica. Gli atti sono conseguentemente stati rinviati all'assicuratore infortuni per esperire approfondimenti specialistici in merito all'eziologia delle turbe psichiche di cui l'assicurato è portatore e pronunciarsi nuovamente sul diritto a prestazioni.

Thurgau/Thurgovie

Thurgauische Verwaltungsrechtspflege 2007, Nr. 32, p. 142.

1. Die Organisation und Durchführung des ärztlichen Notfalldienstes durch die kantonale Ärztegesellschaft ist zulässig (E.3a).
2. Der Begriff des «Notfalldienstes» ist weit zu fassen und kann auch als spezialärztlicher Notfalldienst geleistet werden. Auch Spezialärzte sind daher zur Leistung von Notfalldienst verpflichtet (E. 3b).
3. Das DFS hat in Ausübung seiner Aufsichtspflicht dafür zu sorgen, dass im Reglement der Ärztegesellschaft geregelt wird, ob und in welchem Umfang spezialisierte Ärzte, die nicht über die notwendige Ausrüstung zum allgemeinen Notfalldienst verfügen, dennoch in einen spezialärztlichen Notfalldienst mit einzubeziehen sind. Ebenso wären dort Höhe und Verwendungszweck einer Ersatzabgabe zu regeln (E.3b).

Zurich/Zürich

ZR 107 (2008) N. 31 Obergericht, II. Zivilkammer, Beschluss vom 26. März 2008.
Art. 7 SterG. Sterilisation einer über 16-jährigen, dauernd urteilsunfähigen Person.
- Die Sterilisation der behinderten jungen Frau wird als in diesem Fall zulässig angesehen und der Rekurs ihrer Mutter gegen den ablehnenden Entscheid des Bezirksrates grundsätzlich gutgeheissen. Der Bezirksrat wird aber angewiesen, konkret die Methode zu bezeichnen, welche Anwendung finden soll, da das Gesetz die Sterilisation nur dann erlaubt, wenn die Möglichkeiten einer Rückgängigmachung des Eingriffs bestmöglich gewahrt werden.

ZR 107 (2008) N. 34. Handelsgericht des Kantons Zürich, Beschluss vom 9. November 2007.
Art. 59 ZGB . Art. 61 Abs. 1 OR § 62 GVG; § 20 HG. Qualifikation einer juristischen Person, welche ein öffentliches Spital betreibt. Frage der sachlichen Zuständigkeit.
Eine Stiftung, welche die regionale spitalärztliche Grundversorgung bezweckt und ausdrücklich als öffentlichrechtliche Stiftung errichtet wurde, stellt ungeachtet ihres Eintrags im Handelsregister eine juristische Person des öffentlichen Rechts dar. Die Beurteilung von Haftungsansprüchen gegen einen öffentlichrechtlichen Spitalträger richtet sich im Kanton Zürich nach dem öffentlichrechtlichen Haftungsgesetz. Das Handelsgericht ist dafür nicht zuständig.

ZR 107 (2008) N. 39. Handelsgericht, Urteil vom 23. November 2007.
Art. 88 Abs. 1 VVG ; und Art. 2 Abs. 1 ZGB. Unfallversicherung. Vollinvalidität. Adäquanz. Treu und Glauben.
Die in Lehre und Rechtsprechung entwickelten Grundsätze zum Adäquanzbegriff im Sozialversicherungs- und Haftpflichtrecht können nicht unbesehen auf den Fall einer Personen- bzw. Summenversicherung im Sinne von Art. 73 ff. VVG

übernommen werden (Erw. 3.4.2.2.2.). Aus dem Grundsatz von Treu und Glauben lässt sich für den Fall einer Personen- bzw. Summenversicherung ableiten, dass die versicherte Person, wenn sie bei einem Unfall einen physischen und/oder psychischen.

Schaden erleidet, die Obliegenheit trifft, sich ärztlich vorgeschlagenen Behandlungen und Therapien gegenüber offen und im Verordnungsfalle unterstützend zu verhalten (Erw. 3.4.2.2.3.). Adäquanz vorliegend verneint (Erw. 3.4.2.2.4.).

ZR 107(2008) N. 45. Obergericht, II. Strafkammer, Urteil vom 4. April 2008

Art. 125 Abs. 2 StGB. Übernahmeverschulden.

Ein Arzt kann sich der fahrlässigen Körperverletzung schuldig machen, wenn er einen Auftrag zur Ausstellung einer "Unbedenklichkeitserklärung" annimmt, eine solche ausstellt, aber die für die nötige fachärztliche Beurteilung ausbildungs- und erfahrungsmässigen Voraussetzungen nicht aufweist, sofern die übrigen Voraussetzungen von Art. 125 StGB (unvorsätzliches Bewirken des tatbestandsmässigen Erfolgs, die Missachtung einer Sorgfaltspflicht und die Relevanz des sorgfaltswidrigen Verhaltens für den Erfolgseintritt) gegeben sind. Im vorliegenden Fall wurde die Relevanz nur aufgrund eines sehr speziellen Sachverhaltes wegen mangelnder Vermeidbarkeit verneint.

ZR 107 (2008) N. 48. Obergericht, II. Zivilkammer, Urteil vom 8. Dezember 2006.

§ 175 ZPO. Art. 46 Abs. 1 OR. Anforderungen an die Instruktion eines medizinischen Sachverständigen. Haushaltsschaden: Verteilung der Hausarbeit auf verschiedene Familienmitglieder.

ZR 107 (2008) N. 49. Obergericht des Kantons Zürich, II. Zivilkammer, Beschluss vom 21. April 2008.

Art. 12 des Haager Übereinkommens über die Beweisabnahme im Ausland in Zivil- und Handelssachen vom 18. März 1970. §§ 171 ff. ZPO.

Verweigerung der Rechtshilfe (hier: Veranlassung einer DNA-Analyse) kommt nur aus besonderen ordre public-Gründen in Betracht.

Anders als die Abnahme von Speichelproben als solchen ist die Erstellung von DNA-Profilanalysen eine gutachterliche Tätigkeit, was einen Hinweis gemäss § 174 ZPO erfordert.

Zug/Zoug

Gerichts- und Verwaltungspraxis 2007, p. 161, Urteil vom 25 Oktober 2007, S 2006/52.

Art 49 abs. 3 KVG. Begriff der Akutspitalbedürftigkeit. Fehlende Pflegeplätze - sei es infolge Bettenbelegung oder infolge fehlender Institutionen – können nicht dazu führen, dass die Krankenversicherung für einen medizinisch nicht indizierten Spitalaufenthalt aufkommen muss.

Gerichts- und Verwaltungspraxis 2007, p. 323.

Zur Bekanntgabe gesperrter Daten an eine Krankenkasse

Gerichts- und Verwaltungspraxis 2007, p. 323.

Zur Datenbekanntgabe im Rahmen wissenschaftlicher Forschung.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

AULOIS-GRIOT M., La mise sur le marché des médicaments à usage pédiatrique dans l'Union européenne et en France : entre incitations et obligations pour l'industrie pharmaceutique, *Médecine & droit*, n° 91, 2008, p. 114.

BRANDT AM., FDA Regulation of Tobacco : Pitfalls and Possibilities *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p. 445.

CURFMAN GD. AND AL., The FDA and Tobacco Regulation, *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p.1056.

DANZ S., PAGEL C., Wem gehört die Nabelschnur ?, *MedR*, Bd. 26, H. 10, 2008, p. 602.

DHALLA IA. ET AL., Risks and Benefits of Importing Prescription Medications from Lower-Income Countries, *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 1453.

GIEZEN TJ ET AL., Safety-Related Regulatory Actions for Biological Approved in the United States and the European Union, *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 1887.

JACOBSTEIN J. M., Federal regulatory pre-emption of state tort claims against the manufacturers of medical devices and pharmaceutical drugs, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:3 Fall 2008, p 594.

KESSELHEIM AS., Drug Development for Neglected Diseases – The Trouble with FDA Review Vouchers, *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p.1981.

KOHLER S., PFISTER C., Erstanmelderschutz für Arzneimittel in der Schweiz, *Sic!*, 5/2008, p. 395.

MAYER M., Die Arzneimittelzulassung als Strafbarkeitshindernis, *MedR*, Bd. 26, H. 10, 2008, p. 595.

PELL JP. AND AL., Smoke-free Legislation and Hospitalizations for Acute Coronary Syndrome. *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p. 482.

POUSSARDIN S., La responsabilité à raison d'une contamination post-transplantationnelle : un choix de politique jurisprudentielle, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, mai - juin 2008, p. 519.

ROUSSET G., Publicité, médicaments et monopole : le débat est lancé (note sur l'arrêt de la Cour d'appel de Colmar, 1^{ère} ch. civ. B du 7 mai 2008), *Dalloz*, N° 28, 2008, p. 1964.

Tackling global health issues through law and policy : symposium, *American journal of law & medicine*, vol. 34, n. 2 & 3, 2008.

TASSE A.-M., GODARD B., L'encadrement législatif de la vente directe des tests génétiques et le système de santé québécois, *Health law journal*, vol. 15, 2007, p. 441.

THÖNI M., STÜHLINGER V., STAUDINGER R., Rechtliche Rahmenbedingungen zum Off-Label-Use in Österreich, *RdM*, n° 4, 2008, p. 109.

ZUCK R., Impfrecht, Impfeempfehlungen, Impfentscheidungen, *MedR*, Bd. 26, H. 7, 2008, p. 410.

Assurances sociales

SAISON-DEMARS J., Les « troubles dans les conditions d'existence » dans le droit de la réparation des accidents médicaux, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 5, septembre – octobre 2008, p. 890.

TABUTEAU D., Droit de la santé et droit de l'assurance maladie, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 5, septembre – octobre 2008, p. 878.

VAN HOYWEGHEN I. ET AL., European Practices of Genetic Information and Insurance : Lessons for the Genetic Information Nondiscrimination Act, *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), pp. 326-327.

Droits des patients, droit de la personnalité

ANSELM R., Wir müssen darüber reden : Patientenverfügungen als Kommunikationsinstrumente, *Ethik in der Medizin*, vol 20, no. 3, September 2008, p. 191.

AUVRIGNON A., LEVERGER G., LASFARGUES G., Peut-on parler de sa mort avec un enfant malade ?, *Bulletin de l'Académie de médecine*, T. 192, n° 2, février 2008, p. 393.

BERTHIAU D., La personne de confiance : la dérive d'une institution conçue pour de bonnes raisons. Tentative d'explication d'un insuccès, *Médecine & droit*, n° 89, 2008, p. 38.

BRAUER S., WIESEMANN C., BILLER-ANDORNO N., Selbstbestimmung und Selbstverständnis : Themenschwerpunkte im Umgang mit der Patientenverfügung, *Ethik in der Medizin*, vol 20, no. 3, September 2008, p. 166.

COGGON J., Best Interests, Public Interest, and the Power of the Medical Profession, *Health Care Analysis*, Vol. 16, no 3, September 2008, p. 219.

DAVIES M., ELWYN G., Advocating Mandatory Patient 'Autonomy' in Healthcare: Adverse Reactions and Side Effects, *Health Care Analysis*, vol. 16, no 4, December 2008, p. 315.

DEMICHEL F., Du corps occulté au corps exhibé : le droit et le corps, un itinéraire juridique louvoyant, *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 67.

DEPADT-DEBAG V., L'embryon in utero, *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 11.

GENENGER A., Erleichterte Abstammungsklärung ohne Berücksichtigung der biologischen Väter, *JZ*, 21/2008, p. 1031.

GOSTIN L., The Right to Bear Arms: Constitutional Law, Politics, and Public Health. *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 1575.

HERNANDEZ-BEJARANO M., Le droit à l'information des patients ou usagers dans le système national sanitaire espagnol *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 187.

KINGREEN T., Die Entwicklung des Gesundheitsrechts 2007/2008, *NJW* 47 / 2008, p. 3393.

KRAHN M ET AL., The Next Step in Guideline Development: Incorporating Patient Preferences, *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 436.

LAUDE A., Vers un code européen de la santé ?, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, mai - juin 2008, p. 457.

MONA M., Wille oder Indiz für mutmaßlichen Willen? Die Konzeptualisierung und strafrechtliche Bedeutung der Patientenverfügung im Kontext einer kulturübergreifenden Bioethik, *Ethik in der Medizin*, vol. 20, no 3, September 2008, p. 248.

OGBOGU U., BROWN R., Against Doctors' Orders: Informed Refusal, Demands for Care, and the Limits of Personal Autonomy in the Health Care Setting, *Health law journal*, vol. 15, 2007, p. 448.

OTTAN M., La liberté professionnelle dans les établissements de santé, *Revue Droit & Santé*, N° 24, juillet 2008, p. 441.

PESSINA-DASSONVILLE S., L'utilisation du corps, de ses éléments et produits à des fins patrimoniales *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 101.

PUTZKE H., Rechtliche grenzen der Zirkumzision bei Minderjährigen, *MedR*, Bd. 26, H. 6, 2008, p. 268.

QUIGLEY M., Best Interests, the Power of the Medical Profession, and the Power of the Judiciary, *Health Care Analysis*, vol. 16, no 3, September 2008, p. 233.

RIVES N., L'embryon in vitro : le point de vue du biologiste, *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p.14.

TURPIN A., VIALLA F., Gestation pour autrui : la réapparition du débat, *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 273.

YAMEY G., Excluding the poor from accessing biomedical literature: A rights violation that impedes global health, *Health and human rights*, vol. 10, no 1, 2008, p. 21. <http://www.hhrjournal.org/index.php/hhr/article/view/20/103>

ZELLWEGER C., BRAUER S., GETH C., BILLER-ANDORNO N., Patientenverfügungen als Ausdruck individualistischer Selbstbestimmung?, *Ethik in der Medizin*, vol. 20, no. 3, September 2008, p. 201.

Ethique biomédicale

ANNAS G.J., Military Medical Ethics : Physician First, Last, Always, *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p. 1087.

BAILIN P., McKIERNAN F. V., the problematic concept of technological paternity, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:2 summer 2008, p. 425.

DE ROUBAIX M., Are there limits to respect for autonomy in bioethics, *Medicine and law*, vol. 27, no 3, June 2008, p. 365.

JONES D. S., DORR G. M. and POLLOCK A., Race, pharmaceuticals, and medical technology, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:3 Fall 2008, p. 443.

KEANE M. A., Institutional review board approaches to the incidental findings problem, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:2 summer 2008, p. 352.

MEHLMAN M. J. and BERG J. W., Human subject protection in biomedical enhancement research: assessing risk and benefit and obtaining informed consent, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:3 Fall 2008, p. 546.

MILLER F. G., research on medical records without informed consent, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:3 Fall 2008, p. 560.

SALAKO S., The Council of Europe Convention on Human Rights and Biomedicine: a new look at international biomedical law and ethics, *Medicine and law*, vol. 27, no 3, June 2008, p. 339.

SOKOL D. K., "What does the law say?", *BMJ*, 337, 2008, a617.

Euthanasie et fin de vie

CALLAHAN D., Organized Obfuscation: Advocacy for Physician-Assisted Suicide, *Hastings Center Report*, Volume 38, Number 5, September-October 2008, p. 30.

FISCHER S ET AL., Suicide assisted by two Swiss right-to-die organisations, *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 810.

GANZINI L., GOYE E. R., DOBSCHA S. K., Prevalence of depression and anxiety in patients requesting physicians' aid in dying: cross sectional survey, *BMJ* 336, 2008, p. 1686.

KÜBLER F., KÜBLER W., Selbstbestimmung am Lebensende ? Die Patientenverfügung im Gesetzgebungsverfahren, *ZRP* [Zeitschrift für Rechtspolitik], 8 / 2008, p. 236.

MAZZOCATO C., Sédation palliative: un traitement palliatif ou une euthanasie déguisée?, *Infokara*, vol. 23, n°3, , 2008, p. 103.

MONTARIOL D., L'assistance au suicide en Suisse: Un droit controversé, *Médecine & droit*, n° 91, 2008, p. 106.

QUILL T. E., Physician-Assisted Death in the United States: Are the Existing "Last Resorts" Enough?, *Hastings Center Report*, Volume 38, Number 5, September-October 2008, p. 17.

VIGNEAU D., Pas de mort sur ordonnance (observations sous TGI Dijon, 17 mars 2008, affaire Chantal Sébire), *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 217.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

DE EXTER A., Claiming access to health care in The Netherlands under international treaty law, *Medicine and law*, vol. 27, no 3, September 2008, p. 569.

DESPLATS P.-E. et al., L'influence de la judiciarisation sur les pratiques médicales, Quand Esculape craint Thémis, *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 125.

DUCHOSAL O., Les recours en annulation pour excès de pouvoir des textes réglementaires sur la profession d'ostéopathe sont rejetés par le Conseil d'Etat (commentaire de l'arrêt du CE, statuant au contentieux, Association française en ostéopathie et autres, 23 janvier 2008), *Revue Droit & Santé*, N° 25, septembre 2008, p. 624.

EDITORIAL COMMENTS, Towards an improved framework for cross-border health-care, *Common Market Law Review* vol 45 (2008), Issue 5 p. 1325.

FARMER P., Challenging orthodoxies: The road ahead for health and human rights, *Health and human rights*, vol. 10, no 1, 2008, p. 5.

<http://www.hhrjournal.org/index.php/hhr/article/view/33/102>

HUNT P., BACKMAN G., Health systems and the right to the highest attainable standard of health, *Health and human rights*, vol. 10, no 1, 2008, p. 81.

<http://www.hhrjournal.org/index.php/hhr/article/view/22/106>

MANAOUIL C., SANNIER O., La médecine en milieu pénitentiaire, *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 157.

MATARI M., Les programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS), *Droit, déontologie & soin*, vol. 8, n° 2, juillet 2008, p. 161.

MORET-BAILLY J., les modes de définition des professions de la santé : présent et avenir, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, mai - juin 2008, p. 508.

NEWDICK C., Solidarity, rights and social welfare in the NHS: resisting the tide of biethics?, *Medicine and law*, vol. 27, no 3, September 2008, p. 547.

PRUDIL L., Access to health care : solidarity and justice or egoism and injustice? *Medicine and law*, vol. 27, no 3, September 2008, p. 563.

ROUSSET G., L'apparente ambiguïté de la délivrance de médicaments en officine pharmaceutique, *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 197.

SCHOUKENS P., The right to access health care: health care according to european social security law instruments, *Medicine and law*, vol. 27, no 3, September 2008, p. 501.

TUBIANA M., DUBOIS G., interdiction de fumer dans les cafés, bars-tabac, restaurants, discothèques, casinos, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, t. 192, n° 3, mars 2008, p. 581.

VIALLA F., Tatouer n'est pas épiler piercer non plus ! (ad décret n° 2008-149 du 19 février 2008 fixant les conditions d'hygiène et de salubrité relatives aux pratiques de tatouage avec effraction cutanée et du perçage et modifiant le code de la santé publique, et Décret n° 2008-210 du 3 mars 2008 fixant les règles de fabrication, conditionnement et importation des produits de tatouage, instituant un système national de vigilance et modifiant le code de santé publique), *Revue Droit & Santé*, N° 25, septembre 2008, p. 618.

Génétique humaine et biotechnologies

DAMM R., Eckpunkte der Bundesregierung zu einem Gendiagnostikgesetz, *MedR*, Bd. 26, H. 9, 2008, p. 535.

DIXON-WOODS M. ET AL., Tissue samples as "gifts" for research: a qualitative study of families and professionals, *Medical law international*, vol. 9, no. 2, 2008, p. 131.

FALTUS T., Neue Potenzen: Die Bedeutung reprogrammierter Stammzellen für die Rechtsanwendung und Gesetzgebung, *MedR*, Bd. 26, H. 9, 2008, p. 544.

GIBBONS S. M.C., From principles to practice: implementing genetic database governance, *Medical law international*, vol. 9, no. 2, 2008, p. 101.

HELGASON H. H., GIBBONS S. M.C., Certainty is absurd: meeting information security requirements in laws on population genetic databases, *Medical law international*, vol. 9, no. 2, 2008, p. 151.

KIEHNTOPF M., PAGEL C., Der Entwurf des Gendiagnostikgesetz : genetischer Exzeptionalismus oder allgemeines Diagnostikgesetz?, *MedR*, Bd. 26, H. 6, 2008, p. 344.

WILFOND B. S., The Genetic Information Nondiscrimination Act: Fear Factor or Fantasy Island?, *Hastings Center Report*, Volume 38, Number 6, November-December 2008, p. 11.

Médecine légale

CAENAZZO L ET AL., Paternity testing requested by private parties in Italy : some ethical considerations, *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 735.

Médecine du sport

KAYSER B., SMITH A.C.T., Globalisation of anti-doping: the reverse side of the medal, *BMJ* 337, 2008, p. 584.

Mesures médicales spéciales

ANNAS GJ., Toxic Tinkering – Lethal-Injection Execution and the Constitution. *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p. 1512.

DRESSER, R., Neuroscience's Uncertain Threat to Criminal Law, *Hastings Center Report*, Volume 38, Number 6, November-December 2008, p. 9.

MASCRET C., les aspects juridiques liés à la prise en charge du transsexualisme en France, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 3, mai - juin 2008, p. 405.

Nouvelles techniques de l'information et santé

FINS J. J., Web of Care: How Will the Electronic Medical Record Change Medicine?, *Hastings Center Report*, Volume 38, Number 5, September-October 2008, p. 36.

FITZGERALD R., Medical regulation in the telemedicine, *Lancet*, 372 (2008), p. 1795.

Johnsson L. et al., Patients' refusal to consent to storage and use of samples in Swedish biobanks: cross sectional study, *BMJ* 2008, 337, a345.

ROSSNAGEL A., Hornung G., Forschung à la Card ? : Grenzen und Vorschläge für eine Nutzung der elektronischen Gesundheitskarte zur medizinischen Forschung, *MedR*, Bd. 26, H. 9, 2008, p. 538.

Personnes âgées et santé

MILANO S., L'assurance dépendance en Allemagne et la réforme en cours, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, mai - juin 2008, p. 469.

Procréation médicalement assistée

BEVIERE B., Quelques propositions de réflexions sur l'évolution législative de l'assistance médicale à la procréation, notamment avec tiers donneur(s), *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 43.

GALLUS N., La procréation médicalement assistée et les droits de l'homme, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 75, 1^{er} juillet 2008, p. 879.

JOUANNET P., La procréation médicalisée en France, état des lieux et perspectives, *Bulletin de l'Académie de médecine*, T. 192, n° 1, janvier 2008, p. 117.

MIRKOVIC A., La maternité pour autrui : rapport d'information de la commission des lois du Sénat n°421, 25 juin 2008, *Dalloz*, n° 28, 2008, p. 1944.

OGBOGU U., CAULFIELD T., GREEN S., From human embryos to interspecies creations: ethical and legal uncertainties surrounding the creation of cytoplasmic hybrids for research, *Medical law international*, vol. 9, no. 3, 2008, p. 227.

REINER M., Kündigungsschutz während In-vitro-Fertilisation : Mutterschutz oder nur Diskriminierungsschutz?, *ÖJZ*, 17, 2008, p. 653.

TOEBES B., Sex selection under international human rights law, *Medical law international*, vol. 9, no. 3, 2008, p. 197.

Recherche biomédicale

ALT-MAES F., Les recherches sur embryon in vitro, *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 33.

BRUNET L., De l'art d'accomoder la gestation pour autrui au droit français : commentaire de CA Paris, 1^{ère} chambre, section C, 25 octobre 2007, *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 155.

CANDLISH J., The jurisprudential nature of fraud in biomedical publishing, *Medicine and law*, number vol. 27, no 2, June 2008, p. 285.

CHANTELOUP H., Le cadre juridique de la recherche biomédicale, *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 53.

EHLING J., VOGELER M., Der Probandenvertrag, *MedR*, Bd. 26, H. 5, 2008, p. 273.

ELLIOT JG ET AL., Informed consent for the study of retained tissues from post-mortem examination following sudden infant death, *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 742.

MENGUY E., L'utilisation à des fins thérapeutiques des éléments du corps humain, *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 63.

MILSTEIN A. C., Research malpractice and the issue of incidental findings, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:2 summer 2008, p. 356.

PARKER L. S., The future of incidental findings: should they be viewed as benefits?, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:2 summer 2008, p. 341.

RIAL-SEBBAG E., Genèse d'un cadre réglementaire pour les collections d'échantillons biologiques humains utilisés en recherche, *Revue générale de droit médical*, N° 27 2008, p. 233.

ROTHMAN DJ. ET AL., New Developments in Managing Physician-Industry Relationships, *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 1067.

SABIN J. E. ET AL., Comparing Drug Effectiveness at Health Plans: The Ethics of Cluster Randomized Trials, *Hastings Center Report*, Volume 38, Number 5, September-October 2008, p. 39.

SEXTON AC. ET AL., Disclosing Genetic Research Results After Death of Paediatric Patients, *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 1693.

SIMITIS S., Biowissenschaften und Biotechnologie : Perspektiven, Dilemmata und Grenzen einer notwendigen rechtlichen Regelung, *Juristen Zeitung [JZ]*, 14/2008, p. 693.

TIGERSTROM B. VON, SCHROH E., Regulation of Stem Cell-Based Products, *Health law journal*, vol. 15, 2007, p. 175.

WALLNER N., Nichttherapeutische forschung an Einwilligungsunfähigen, *RdM*, 05, Oktober 2008, p. 132.

WOLF S. M., Incidental findings in human subjects research: from imaging to genomics, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:2 summer 2008, p. 216.

WOLF S. M., PARADISE J., CAGA-ANAN C., The law of incidental findings in human subjects research: establishing researchers' duties, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:2 summer 2008, p. 361.

Responsabilité médicale

ANNA GJ., Doctors, Drugs, and Driving : Tort Liability for Patient-Caused Accidents, *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p. 521.

BRONKHORST A., Le lien de causalité, talon d'Achille de la responsabilité pénale, *Droit, déontologie & soin*, vol. 8, n° 2, juillet 2008, p. 176.

Dossier, le code de la santé publique : 50 ans après, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, mai - juin 2008, p. 409.

GARAY A., L'imbroglia procédural du droit de la responsabilité médicale et hospitalière, *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 145.

GÖDICKE P., Aufgabe der Deliktshaftung für Behandlungsfehler?, *MedR*, Bd. 26, H. 7, 2008, p. 405.

INGHOFER-SZALKAY D., HIRSCH C., Wrongful birth: Ersatzfähigkeit immaterieller Schäden, *RdM*, 05, Oktober 2008, p. 136.

SCHMIDT E., Replik auf Gödicke, Aufgabe der Deliktshaftung für Behandlungsfehler?, *MedR*, Bd. 26, H. 7, 2008, p. 408.

SPICKHOFF A., SEIBL M., Haftungsrechtliche Aspekte der Delegation ärztlicher Leistungen an nichtärztliches Medizinpersonal unter besonderer Berücksichtigung der Anästhesie, *MedR*, Bd. 26, H. 8, 2008, p. 463.

YEO A., La problématique de la mise en œuvre de la responsabilité médicale en Côte-d'Ivoire, *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 229.

Santé mentale et psychique

COUTUTIER M., La psychanalyse face au droit : réflexions sur le statut juridique de l'analyse freudienne au regard de l'article 52 de la loi du 9 août 2004, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, juillet - août 2008, p. 673.

DAWSON J., Mental capacity and psychiatric admission, *BMJ* 337, 2008, a116.

LAMB HR. ET AL., Mental Health Courts as a Way to Provide Treatment to Violent Persons with Severe Mental Illness, *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 722.

OWEN G. ET AL., Mental capacity to make decisions on treatment in people admitted to psychiatric hospitals: cross sectional study, *BMJ* 337, 2008, a448.

WARNER J. ET AL., Giving consent in dementia research. *Lancet*, 372 (2008), p. 183.

WINBURN E. ET AL., Personality disorder and competence to refuse treatment. *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 715.

SIDA, lutte contre les épidémies

BURRIS S. ET AL., The Case Against Criminalization of HIV Transmission, *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 578.

GALLETLY C. L. and PINKERTON S. D., Preventing HIV transmission via HIV exposure laws: applying logic and mathematical modelling to compare statutory approaches to penalizing undisclosed exposure to HIV, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:3 Fall 2008, p. 577.

GROMB S., BENALI L., La transmission volontaire du sida, un problème de qualification pénale, *Médecine & droit*, n° 92, 2008, p. 130.

MANAOUIL C., DAURY-FAUVEAU M., Regards croisés sur le médecin face au partenaire d'un patient séropositif, *Médecine & droit*, n° 92, 2008, p. 144.

MORAN ME. ET AL., From compulsory to voluntary immunisation : Italy's National Vaccination Plan (2005-7) and the ethical and organisational challenges facing

public health policy-makers across Europe, *Journal of Medical Ethics*, 34 (2008), p. 664.

Système de santé, politique de la santé

CYGAN A., Public healthcare in the European Union: still a service of general interest?. *International and Comparative Law Quarterly*, 57, 2008, p. 529.

DORAN T. ET AL., Exclusion of patients from Pay-for-Performance Targets by English Physicians, *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p. 274.

FEUILLET B., L'accès aux soins : entre promesse et réalité, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, juillet - août 2008, p. 713.

JAVITT G., BERKOWITZ D., GOSTIN L. O., Assessing mandatory HPV vaccination: who should call the shots?, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:2 summer 2008, p. 384.

LAZARUS A., Vers un système de soins universel et adapté aux diversités : les bonnes intentions de l'hôpital mises à l'épreuve par ses utilisateurs migrants, In : *Concilier bien-être des migrants et intérêt collectif : Etat social, entreprises et citoyenneté en transformation*, Ed. du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2008, p. 199.

LUNDBERG O. ET AL., The role of welfare state principles and generosity in social policy programmes for public health : an international comparative study, *Lancet*, 372 (2008), p. 1633.

O'CONNOR J. C., MACNEIL A., CHRIQUI J. F. and al., Preemption of local smoke-free air ordinances: the implication of judicial opinions for meeting national health objectives, *The journal of Law, medicine & ethics*, Vol. 36:2 summer 2008, p. 403.

STAFFORD N., German court ruling on smoking in public places leads to demands for federal law, *BMJ* 337, 2008, a1258.

WASSERMAN M. P. and O'BRIAN D., Strengthening public health through knowledge of the law and legal strategic thinking, *The journal of Law, medicine & ethics*, special supplement to Vol. 36:3 Fall 2008.

Transplantations

ABBASI M., Etude comparative de la transplantation d'organes en droit iranien et français, *Revue générale de droit médical*, N° 28 2008, p. 7.

AIGNER G., Organersatz: Ökonomie und Allokation, *RdM*, 04, August 2008, p. 100.

BOUCEK MM. ET AL., Pediatric Heart Transplantation after Declaration of Cardiocirculatory Death, *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p. 709.

COGGON J. ET AL., Best interests and potential organ donors, *BMJ* 336, 2008, p. 1346.

MCGREGOR J. ET AL., Do "donation after cardiac death" protocols violate criminal homicide statutes?, *Medicine and law*, number vol. 27, no 2, June 2008, p. 241.

MATAS A J., Should we pay donors to increase the supply of organs for transplantation? Yes, *BMJ*, 336, Jun 2008, p. 1342.

MILLER F. G., TRUOG R. D., Rethinking the Ethics of Vital Organ Donations, *Hastings Center Report*, Volume 38, Number 6, November-December 2008, p. 38.

MOYLAN CA. ET AL., Disparities in Liver Transplantation Before and After Introduction of the MELD Score. *Journal of American Medical Association*, 300 (2008), p. 2371.

TRUOG RD., MILLER FG., The Dead Donor Rule and organ Transplantation. *New England Journal of Medicine*, 359 (2008), p 674.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

Droit et vieillissement de la personne : actes du colloque organisé à la faculté de droit et de science économique de Besançon les 18 et 19 octobre 2007, Paris, 2008.

DEUTSCH E., *Medizinrecht : Arztrecht, Arzneimittelrecht, Medizinprodukterecht und Transfusionsrecht*, 6., neu bearb. und erw. Aufl., Berlin [etc.] : Springer, 2008, 1033 p.

REHMANN, W. A., *Arzneimittelgesetz : (AMG) : Kommentar*, 3. Aufl., München, C.H. Beck, 2008.

REY MARTINEZ F., *Eutanasia y derechos fundamentales : premio "Francisco Tomás y Valiente" 2007*, Madrid, Tribunal constitucional, Centro de Estudios políticos y Constitucionales, 2008, 199 p.

TAG B., *Der Körperverletzungstatbestand im Spannungsfeld zwischen Patientenautonomie und Lex artis : eine arztstrafrechtliche Untersuchung*, Berlin, Springer, 2000, 506 p.

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/bibliotheque/page21947.html>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

ANGST J., RÖSSLER W., Die Legalisierung von Cannabis ist eine Werteentscheidung, *Bulletin des médecins suisses*, n° 28/29, 2008, p. 1240.

BOILLAT S., Le commerce électronique de médicaments sous l'angle de la santé publique : actualités, enjeux et pistes de réflexion, *Jusletter*, 21 janvier 2008.

JUNOD V., MEROZ J.Ch., Les procédures d'accès anticipé aux médicaments en droit suisse et communautaire. *Revue de droit administratif et de droit fiscal*. Partie 1, Droit administratif, 64(2008), n°1, p. 73.

MEDIONI L., Transport personnel de stupéfiants: Certificats pour les voyageurs malades à destination d'un pays de l'Espace Schengen, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2008, p. 2076.

MOSIMANN R., Achat de médicaments sur internet, *Bulletin des médecins suisses*, n° 43, 2008, p. 1852.

SCHNETZLER G., GROTH H., Sind Qualität und Sicherheit der medikamentösen Versorgung gefährdet?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 39, 2008, p. 1670.

Assurances sociales

BOLLIGER CHR. ET AL., Assurance-invalidité : effets de la jurisprudence et de la pratique des tribunaux, *Sécurité sociale*, 2008, n° 5, p. 289.

CEREGHETTI A., Nul n'est censé ignorer... comment faire face à l'accusation de polypragmasie, *Revue médicale suisse*, n° 177, 29 octobre 2008, p. 2356.

JEGER J., Wie viel Gericht erträgt die Medizin ? Eine Anfrage, *Revue Suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, 2008, p. 348.

Droits des patients, droit de la personnalité

BAERISWIL B., Entwicklungen im Datenschutzrecht – Le point sur le droit de la protection des données, *SJZ*, 104, (2008) N° 19, p. 459.

BODENMANN P. ET AL., Durcissement des lois sociales et santé des migrants forcés, *Revue médicale suisse*, n°181, 26 novembre 2008, p. 2563.

BRENNER M., Traitement préférentiel successoral du partenaire en cas de décès, *Bulletin des médecins suisses*, n° 32, 2008, p. 1367.

BUSCH H., DNA-Profil nicht über alle Zweifel erhaben, *Plädoyer* 3/2008, p. 13.

HOFMANN U. P., Die gesetzliche Regelung von medizinischen Eingriffen zugunsten des Nasciturus, *AJP / PJA*, 7/2008, p. 855

PALLY HOFMANN U., Die gesetzliche Regelung von medizinischen Eingriffen zugunsten des Nasciturus, *AJP / PJA*, 2008, 7, p. 855.

PETER C., Die Einwilligung von minderjährigen in medizinische Eingriffe, *Bulletin des médecins suisses*, n° 36, 2008, p. 1539.

RAY S., HURST S. ET PERRIER A., Que faire en cas de désaccord entre le médecin et le patient: quelques balsies juridiques et éthiques, *Revue médicale suisse*, n°180, 19 novembre 2008, p. 2538.

Ethique biomédicale

KLÄUI H., FREY C., Victimes d'actes de torture et victimes de guerre au cabinet médical, *Forum médical suisse*, n° 46, 2008, p. 891.

Euthanasie et fin de vie

FISCHER S. ET AL., Suicide assisted by two Swiss right-to-die organisations, *Journal of Medical Ethics*, 2008, 34, p. 810.

FREIDEL S., Ist Beihilfe zum Suizid mit dem ärztlichen Ethos vereinbar ? *Bulletin des médecins suisses*, n° 41, 2008, p. 1765.

GEIGER-JACOB A., Der begleitete Freitod und der Arzt, *Bulletin des médecins suisses*, n° 28/29, 2008, p. 1242.

GMÜR M., Suizidbeihilfe und Urteilsfähigkeit aus psychiatrischer Sicht, *Bulletin des médecins suisses*, n° 41, 2008, p. 1768.

GUILLOD O., Les ambiguïtés de l'assistance au suicide en droit suisse, in : *Droit et vieillissement de la personne* : actes du colloque organisé à la faculté de droit et de science économique de Besançon les 18 et 19 octobre 2007, Paris, 2008, p. 159.

LACHENMEIER P., Medizin und Recht : Todeszeitpunkt umstritten, *Plädoyer* 26(2008), H. 3, 2008, p. 32.

PETERMANN F. T., Die geltende Regelung für Natrium-Pentobarbital : ein legistischer Rubik's Cube ?, *AJP /PJA* 11/2008, p. 1413.

RYSER-DÜBLIN P., ZWICKY-AEBERHARD N., GÜRBER R., Hilfe beim oder Hilfe zum Sterben?: Position der VKAS [Vereinigung Katholischer Ärzte der Schweiz] zur Sterbehilfeproblematik, *Bulletin des médecins suisses*, n° 28/29, 2008, p. 1245.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

GRUTTA S. DE LA, KUHN H., Okdoc : où en sommes-nous actuellement ?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 30/31, 2008, p. 1281

HAEFELI S., Ruiné par le tribunal: critique de la procédure d'équité, d'adéquation et d'économicité [procédure EAE], *Bulletin des médecins suisses*, n° 42, 2008, p. 1793 (voir aussi n° 41 p. 1749).

KUHN H., AMSTAD H., Rechtliche Grundlagen im medizinischen Alltag : ein Leitfaden für die Praxis, *Bulletin des médecins suisses*, n° 34, 2008, p. 1444.

SCHUBARTH M., Arztgeheimnis : kann sich der Arzt, der sich an einen Anwalt wendet, auf Notstand berufen?, *Revue de l'avocat*, 8/2008, p. 347 et *Bulletin des médecins suisses*, n° 28/29, 2008, p. 1250.

SCHÜRER H., Die Bedeutung des Arbeitsgesetzes im Gesundheitswesen, *Bulletin des médecins suisses*, n° 40, 2008, p. 1713.

Génétique humaine et biotechnologies

(rubrique sans objet pour cette édition)

Médecine légale

(rubrique sans objet pour cette édition)

Médecine du sport

(rubrique sans objet pour cette édition)

Mesures médicales spéciales

NTAWURUHUNGA E. ET AL., Effets du travail de nuit sur la santé, *Revue médicale suisse*, n°181, 26 novembre 2008, p. 2581.

Nouvelles techniques de l'information et santé

SYBURRA T., GENONI M., Applications de la télémédecine en Suisse, *Revue médicale suisse*, n° 182, 2008, p. 2652.

Personnes âgées et santé

GUTZWILLER M., Über die Substanz der Urteilsfähigkeit, *AJP / PJA* 11/2008, p. 1223.

Procréation médicalement assistée

CANESTRARI S., Procréation assistée et droit pénal : les dilemmes du législateur et la loi italienne du 19 février 2004, *Revue pénale suisse*, 125 (2007), n°4, p. 419.

Recherche biomédicale

BÜCHLER A., DÖRR B. S., Medizinische Forschung an und mit menschlichen Körpersubstanzen : Verfügungsrechte über den Körper im Spannungsfeld von Persönlichkeitsrechten und Forschungsinteressen, *RDS*, vol. 127 (2008) I, n° 4, p. 381.

JUNOD V., The Swiss Regulatory Framework for Paediatric Health Research, *European Journal of Health Law*, 2008, vol. 15 n° 2, p. 183.

SPRECHER F., Sicherheit von klinischen Versuchen mit Heilmitteln, *Sécurité & droit*, 1/2008, p. 44.

Responsabilité médicale

BACHMANN M., Gerechtlche Vorgaben für die ärztliche Erstabklärung, *Bulletin des médecins suisses*, n° 47, 2008, p. 2031.

BIERI L., Perte d'une chance vs responsabilité proportionnelle à la probabilité de la causalité, *Jusletter*, 27 août 2007.

DUC J.-M., La responsabilité civile du médecin, *AJP /PJA* 11/2008, p. 1463.

DUCOR Ph., L'expert médical et la causalité, *Causes du dommage*, Genève 2007, p. 179.

MÜLLER Ch., La perte d'une chance n'a pas perdu sa chance en droit suisse : commentaire de l'ATF 133 III 462, *REAS*, 2008, n°1, p. 55.

SCHWAPPACH D., HOCHREUTENER M.-A., Fondation pour la sécurité des patients : Das zweite Opfer : Entwicklung eines Handlungsrahmens für den betriebsinternen Umgang mit Zwischenfällen, *Bulletin des médecins suisses*, n° 33, 2008, p. 1404.

Santé mentale et psychique

(rubrique sans objet pour cette édition)

SIDA, lutte contre les épidémies

(rubrique sans objet pour cette édition)

Système de santé, politique de la santé

EGGLI Y. ET AL., Statistique des coûts et des prestations, *Sécurité sociale*, 2008, n° 4, p. 239.

GEVERS S., Health Law in Europe: From the Present to the Future, *European Journal of Health Law*, 2008, vol. 15, n° 3, p. 261.

Preuck R., Bandi T., Réductin de primes : entre souhaits et contraintes financières, *Sécurité sociale*, 2008, n° 3, p. 177.

RYNNING E., The Ageing Populations of Europe – Implications for Health Systems and Patients' Rights, *European Journal of Health Law*, 2008, vol. 15, n° 3, p. 297.

SCHLEINIGER R., Pourquoi des coûts de la santé varient-ils tant selon les cantons ? *Sécurité sociale : revue de l'office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°1, p. 60.

Transplantations

GRUBERSKI T., Das Entgeltlichkeitsverbot für Organe, Gewebe und Zellen im schweizerischen Transplantationsgesetz - Schutz der Menschenwürde? *Recht*, 5/2008, p. 192.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

Droit et vieillissement de la personne : actes du colloque organisé à la faculté de droit et de science économique de Besançon les 18 et 19 octobre 2007, Paris, 2008.

FLUECKIGER C., *Dopage, santé des sportifs professionnels et protection des données médicales*, Genève [etc.], Schulthess, L.G.D.J., 2008, 338 p.

GÄCHTER T., *Sozialversicherungsrecht: Allgemeiner Teil : Entwicklungen 2007/08*, Berne, Stämpfli, 2008. 251 p.

LACHENMEIER P., *Der Tod im liberalen Staat : die Definitionsmacht des Rechts über den Todeszeitpunkt*, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 2008.

SCHAFFHAUSER R., HORSCHIK M. (Hrsg.), *Datenschutz im Gesundheits- und Versicherungswesen : Referate der Tagung vom 27. September 2007*, St. Gall, Institut für Rechtswissenschaft und Rechtspraxis, 2008, 146 p.

SCHWENDENER M., *Krankheit und Recht : der Krankheitsbegriff im schweizerischen Sozialversicherungsrecht*, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 2008, 194 p.

TAG B., *Der Körperverletzungstatbestand im Spannungsfeld zwischen Patientenautonomie und Lex artis : eine arztstrafrechtliche Untersuchung*, Berlin, Springer, 2000, 506 p.

WEBER R. H., *Die medizinische Aktiengesellschaft : Rechtsfragen der Unternehmensorganisation und der Unternehmensführung*, Berne, Stämpfli, 2007, 83 p.

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/bibliotheque/page21947.html>

Dokumentation / Documentation

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre le 1^{er} janvier 2009 et le 30 juin 2009. / Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode vom 1. Januar 2009 bis zum 30 Juni 2009.

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : www.unine.ch/ids

Législation / Gesetzgebung	3
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	3
II. Droit communautaire / Europarecht.....	4
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	4
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	4
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl).....	4
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	5
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	6
IV. Droit fédéral / Bundesrecht.....	6
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	6
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse.....	8
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl).....	11
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	13
Jurisprudence / Rechtsprechung	15

I.	Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) ...	15
II.	Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl).....	17
III.	Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl).....	20
IV.	Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	22
V.	Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	30
Doctrines / Lehre		38
I.	Doctrines internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl).....	38
Articles / Aufsätze.....		38
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....		38
Assurances sociales.....		40
Droits des patients, droit de la personnalité.....		41
Ethique biomédicale.....		43
Euthanasie et fin de vie		46
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle		47
Génétique humaine et biotechnologie		48
Médecine légale		49
Médecine du sport.....		49
Mesures médicales spéciales.....		49
Nouvelles techniques de l'information et santé.....		49
Personnes âgées et santé.....		50
Procréation médicalement assistée		50
Recherche biomédicale		50
Responsabilité médicale.....		52
Santé mentale et psychique		53
SIDA, lutte contre les épidémies.....		54
Système de santé, politique de la santé		54
Transplantations		57
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien.....		58
II.	Doctrines suisse / Schweizerische Lehre	58
Articles / Aufsätze.....		58
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....		58
Assurances sociales.....		58
Droits des patients, droit de la personnalité.....		60
Ethique biomédicale.....		61
Euthanasie et fin de vie		61
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle		62
Génétique humaine et biotechnologies.....		62

Médecine légale	63
Médecine du sport	63
Mesures médicales spéciales	63
Nouvelles techniques de l'information et santé	63
Personnes âgées et santé	64
Procréation médicalement assistée	64
Recherche biomédicale	64
Responsabilité médicale	64
Santé mentale et psychique	64
SIDA, lutte contre les épidémies	65
Système de santé, politique de la santé	65
Transplantations	66
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	66

*Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :
Cédric BAUME, Nathalie BRUNNER, Béatrice DESPLAND, Johanne GAGNEBIN, Leila
GHASSEMI, Olivier GUILLOD, Agnès HERTIG-PEA, Daniel KRAUS, Jean PERRENOUD,
Dominique SPRUMONT, Marinette UMMEL.*

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

Décision du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

« L'accès aux droits de personnes handicapées et leur pleine et active participation dans la société » – Recommandation 1854 (2009) de l'Assemblée parlementaire (REC_1854 (2009) et CM/AS(2009)Rec1854 prov)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

RES 1649 (2009) du 28 janvier 2009, Les soins palliatifs: un modèle pour des politiques sanitaires et sociales novatrices.

RES 1642 (2009) du 26 janvier 2009, L'accès aux droits des personnes handicapées et leur pleine et active participation dans la société.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

REC 1863 (2009) du 13 mars 2009, Environnement et santé: pour une meilleure prévention des risques sanitaires liés à l'environnement.

CM/Rec(2009)3F / 20 mai 2009

Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur le suivi de la protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux (adoptée par le Comité des Ministres le 20 mai 2009, lors de la 1057e réunion des Délégués des Ministres)

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 001 à L 196 et JOCE C 001 à C 175)

Droit édicté / Erlassenes Recht

Décision du Comité mixte de l'EEE n o 36/2009 du 17 mars 2009 modifiant l'annexe XVIII (santé et sécurité au travail, droit du travail et égalité de traitement des hommes et des femmes) de l'accord EEE, JO L 130 du 28.5.2009.

Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.

Projet d'avis du contrôleur européen de la protection des données concernant la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers, JO C 128 du 6.6.2009.

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site

Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl-rils/index.cfm>.

Droit édicté / Erlassenes Recht

Portugal Decree-Law No. 229/2008 of 27 November 2008 establishing the Observatory on the Trafficking of Human Beings. (*Diário da República, Part I, 27 November 2008, No. 231, pp. 8538-8540*)

<http://dre.pt/pdf1sdip/2008/11/23100/0853808540.PDF>

Kosovo Loi n° 2004/4 du 19 février 2004 relative à la santé.

<http://apps.who.int/idhl-rils/idhl/rilsKos08002al.pdf>

Liechtenstein Loi du 13 décembre 2007 relative à la protection des non-fumeurs et à la publicité en faveur des produits du tabac (Loi relative à la prévention du tabac (TPG)). (*Lien ci-dessous [en allemand] ; original publié dans Liechtensteinisches Landesgesetzblatt, 31 janvier 2008, n° 27 (817.2)*)

<http://apps.who.int/idhl-rils/idhl/rilsLiech08001d.pdf>

Ordonnance du 24 juin 2008 portant application de la Loi relative à la prévention du tabac¹ (Ordonnance relative à la prévention du tabac (TPV)). (*Lien ci-dessous [en allemand] ; original publié dans Liechtensteinisches Landesgesetzblatt, 27 juin 2008, n° 156 (817.21)*)

<http://apps.who.int/idhl-rils/idhl/rilsLiech08002d.pdf>

Union européenne Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, signé à Lisbonne le 13 décembre 2007. (*Journal officiel de l'Union européenne, 17 décembre 2007, C 306*)

<http://eur->

lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ%3AC%3A2007%3A306%3ASOM%3AFR%3AH TML

United Kingdom The Health Protection (Vaccination) Regulations 2009. S.I. 2009/38. Dated 15 January 2009.

http://www.opsi.gov.uk/si/si2009/uksi_20090038_en_1

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

France

L'anonymat du don de gamètes, les documents de travail du Sénat, série
Législation comparée, septembre 2008.

<http://www.senat.fr/noticerap/2007/lc186-notice.html>

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS 2009 2439]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Convention internationale contre le dopage dans le sport du 19 octobre 2005,
entrée en vigueur pour la Suisse le 1^{er} décembre 2008, RO 2009 521.

Arrêté fédéral portant approbation de la Convention internationale contre le
dopage dans le sport du 13 juin 2008, RO 2009 519.

Règlement sanitaire international du 23 mai 2005. Nouvelle version de l'Annexe 9,
adoptée par l'Assemblée mondiale de la santé le 3 avril 2008, en vigueur depuis le
15 juillet 2007, RO 2009 1013.

Arrêté fédéral portant approbation du Protocole additionnel à la Convention sur les
Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de
tissus d'origine humaine (avec trois réserves, *ad art. 9, 10 et 14*), du 12 juin 2009
(délai référendaire : 1^{er} octobre 2009), FF 2009 4007.

Loi fédérale sur le nouveau régime de financement des soins du 13 juin 2008, en
vigueur dès le 1^{er} juillet 2010, RO 2009 3517

Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994. Modification du 12
juin 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010 et jusqu'au 31 décembre 2011 (gel
des admissions, art. 55a), FF 2009 3913.

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal) du 27 juin 1995. Modification du 24
juin 2009, en vigueur dès le 1^{er} août 2009, RO 2009 3525.

Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS) du 29 septembre 1995.

- Modification du 28 janvier 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 1669.
- Modification du 5 juin 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 2821.
- Modification du 26 juin 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 3173.
- Modification du 24 juin 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2010, RO 2009 3527.

Ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire du 3 juillet 2002. Modification du 14 janvier 2009, en vigueur dès le 1^{er} février 2009, RO 2009 453.

Ordonnance du DFI sur les indices du niveau des prix et sur les primes minimales 2009 permettant de calculer la réduction de primes dans la Communauté européenne, en Islande et en Norvège du 27 mai 2009, en vigueur dès le 1^{er} juin 2009 et jusqu'au 31 décembre 2009, RO 2009 2837.

Loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes (LStup), du 3 octobre 1951. Modification du 20 mars 2008 (acceptée par le peuple le 30 novembre 2008), très partiellement en vigueur (prescription d'héroïne) dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 2623.

Ordonnance sur la prescription d'héroïne du 8 mars 1999. Modification du 20 mai 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 2641.

Loi fédérale sur les brevets d'invention (LBI), du 25 juin 1954. Modification du 19 décembre 2008 (admission des importations parallèles, sauf pour les marchandises dont le prix est imposé par l'Etat), en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 2615.

Ordonnance du DFI sur la prévention de l'introduction de nouvelles maladies infectieuses émergentes du 15 décembre 2003. Modification du 18 juin 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 2805.

Ordonnance du DFI sur les déclarations de médecin et de laboratoire du 13 janvier 1999. Modification du 18 juin 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 2809.

Ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAIUOs) du 23 novembre 2005. Modification du 8 avril 2009, en vigueur dès le 1^{er} mai 2009, RO 2009 1611.

Ordonnance sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (Ordonnance sur les produits chimiques, OChim) du 18 mai 2005. Modification du 14 janvier 2009, en vigueur dès le 1^{er} février 2009, RO 2009 401(et *errata*, RO 2009 805 et 1135).

Ordonnance du DFI sur l'analyse génétique humaine (OAGH-DFI) du 14 février 2007. Modification du 15 juin, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 2803.

Ordonnance sur les médicaments du 17 octobre 2001. Modification du 29 mai 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 2643.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur l'autorisation simplifiée de médicaments et l'autorisation de médicaments sur annonce (OASMéd) du 22 juin 2006. Modification du 8 mai 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 2437.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édiction de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées du 9 novembre 2001.

- Modification du 13 février 2009, en vigueur dès le 1^{er} avril 2009, RO 2009 837.

- Modification du 8 mai 2009, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2009, RO 2009 2439.

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL 2009 4329]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Initiative populaire fédérale «Protection contre le tabagisme passif». Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale, 5 mai 2009, FF 2009 2933.

Initiative parlementaire. Gel des admissions : solution transitoire. Rapport de la commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national du 25 mars 2009, FF 2009 2977.

Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994. Projet de modification de l'art. 55a (gel des admissions), FF 2009 2985.

Initiative parlementaire. Gel des admissions : solution transitoire. Rapport du 25 mars 2009 de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national. Avis du Conseil fédéral du 13 mai 2009, FF 2009 2987.

Procédure de consultation du DFI. Modification de la loi fédérale sur la procréation médicalement assistée : admission du diagnostic préimplantatoire (délai au 18 mai 2009), FF 2009 946.

Procédure de consultation du DFI. Révision urgente de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (délai au 13 mai 2009, alors que la publication date du 19 mai !), FF 2009 2939.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique (renouvellement) accordée aux *Universitäre Psychiatrische Kliniken Basel*, du 7 avril 2009, FF 2009 1972.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au *Schweizer Register für Neuroendokrine Tumore (association SwissNet)*, du 12 mai 2009, FF 2009 2778.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au *NICER National Institute for Cancer Epidemiology and Registration*, Zurich, du 12 mai 2009, FF 2009 2782.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée (renouvellement) à l'Institut de médecine sociale et préventive, Université de Berne, du 3 juin 2009, FF 2009 3073.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au *Zentralschweizer Krebsregister*, du 30 juin 2009, FF 2009 4322.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à l'Hôpital universitaire de Bâle pour le projet «*Qualitätsanalyse der Therapie des Oesophagus- und des Magenkarzinoms in der Region Basel*», du 12 mai 2009, FF 2009 2775.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à l'Hôpital cantonal d'Aarau pour le projet «*Retrospektive Analyse des Outcomes von am Kantonsspital Aarau und am Kantonsspital Olten behandelten Patienten mit kolorektalem Karzinom im Vergleich zu den in der Literatur publizierten Patientengruppen unter Berücksichtigung der neu eingeführten medikamentösen Therapien sowie anerkannter Risikofaktoren*», du 19 mai 2009, FF 2009 2941.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à l'Hôpital cantonal de St.Gall pour le projet «*Behandlung nach Progression unter Trastuzumab (Herceptin) – Patterns of Care in mehreren Schweizer Brustkrebszentren*», du 30 juin 2009, FF 2009 4326.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à l'*Inselspital* de Berne pour le projet «*SwissNeuroPaediatric Stroke Registry (SNPSR)*», du 30 juin 2009, FF 2009 4329.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaies Recht (Auswahl)

*(Selon les informations disponibles sur le site de l'Institut du fédéralisme
<http://www.lexfind.ch/>)*

Berne / Bern

modification de l'Ordonnance portant introduction de la loi fédérale sur les conditions et la procédure régissant la stérilisation de personnes (Ordonnance d'introduction de la loi sur la stérilisation) du 19 octobre 2005

<http://www.lexfind.ch/dtah/61725/3/>

Fribourg / Freiburg

modification de la loi sur la santé du 16 novembre 1999

<http://www.lexfind.ch/dtah/61779/3/>

Ordonnance du 13 janvier 2009 concernant les services d'information et de conseil en matière d'analyse prénatale

<http://www.lexfind.ch/dtah/56945/3/>

modification du Règlement du 21 novembre 2000 concernant les fournisseurs de soins et la Commission de surveillance

<http://www.lexfind.ch/dta/4806/3/>

Genève / Genf

Loi sur le réseau communautaire d'informatique médicale (e-Toile) (LRCIM)

http://www.lexfind.ch/dta/29799/3/rsg_k3_07.html

modification de la Loi sur la santé du 7 avril 2006

http://www.lexfind.ch/dtah/62115/3/rsg_k1_03.html

Glaris / Glarus

Modification de la Gesetz über das Gesundheitswesen (Gesundheitsgesetz, Erlassen von der Landsgemeinde am 6. Mai 2007)

http://www.lexfind.ch/dtah/63050/2/gs_viii_a_1_1_neu.pdf

Neuchâtel / Neuenburg

modification de la Loi de santé du 6 février 1995

<http://www.lexfind.ch/dtah/59964/3/8001.pdf>

Loi du 4 novembre 2008 portant modification de la Loi de santé (fumée passive).
(original publié dans *Feuille officielle de la République et Canton de Neuchâtel*, 14 novembre 2008, n° 52)

<http://apps.who.int/idhl-rils/idhl/rilsSuiNE08001f.pdf>

Règlement d'application de la protection contre la fumée passive. Texte du 2 mars 2009

<http://apps.who.int/idhl-rils/idhl/rilsSuiNE08002f.pdf>

Nidwald

Gesetz zur Erhaltung und Förderung der Gesundheit (Gesundheitsgesetz, GesG), vom 30. Mai 2007

<http://www.lexfind.ch/dta/21103/2/ofgesetz.htm%3F%3Dtemplates%26fn%3Ddocument-frame.htm%26q%3D%5BField%20711.1%3A%20%22711.1%22%5D%26x%3Dadvanced%262.0.html>

Tessin / Ticino

modification de la Direttiva concernente l' ammissione e l' esclusione degli allievi dalla scuola in caso di malattie infettive del 3 ottobre 2003

http://www.lexfind.ch/dtah/62801/4/f06_125.htm

modification du Regolamento sulla medicina scolastica del 23 settembre 1998

http://www.lexfind.ch/dtah/62797/4/f06_41.htm

modification du Regolamento sui medici delegati del 30 settembre 1998

http://www.lexfind.ch/dtah/62799/4/f06_42.htm

Valais / Wallis

Ordonnance sur la promotion de la santé et la prévention des maladies et des accidents

<http://www.lexfind.ch/dta/29769/3/>

Ordonnance sur la protection de la population contre la fumée passive et l'interdiction de la publicité pour le tabac

<http://www.lexfind.ch/dtah/61674/3/>

Vaud / Waadt

modification de la Loi sur la santé publique du 29 mai 1985

http://www.lexfind.ch/dta/15201/3/doc.fo.html%3FdocId%3D5097%26Pcurrent_version%3D26%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dloi%26page_format%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isS JL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiante%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Règlement sur le fonds pour le développement de la prévention et de la promotion de la santé(RF-DPS)

http://www.lexfind.ch/dta/15017/3/doc.fo.html%3FdocId%3D697806%26Pcurrent_version%3D0%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dreglement%26page_format%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isS JL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiante%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Uri

Reglement über die amtlichen Medizinalpersonen

<http://www.lexfind.ch/dtah/62051/2/30-2122.pdf>

Zoug / Zug

Gesetz über das Gesundheitswesen im Kanton Zug(Gesundheitsgesetz; GesG) vom 30. Oktober 2008, entrée en vigueur le 1^{er} mars 2009.

<http://www.lexfind.ch/dtah/59052/2/821-1.pdf>

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse/Schweiz

RECOMMANDATIONS DE L'ACADÉMIE SUISSE DES SCIENCES MÉDICALES (ASSM),
Utilisation de cadavres et de parties de cadavres dans la recherche médicale et la

formation prégraduée, postgraduée et continue, *Bulletin des médecins suisses*, n° 4, 2009, p. 102.

RECOMMANDATIONS DE L'ACADÉMIE SUISSE DES SCIENCES MÉDICALES (ASSM), Directives anticipées. Directives et recommandations médico-éthiques, *Bulletin des médecins suisses*, n° 25, 2009, p. 986.

Etranger/Ausland

(la rubrique ne comporte aucune mention pour cette édition)

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

<http://www.echr.coe.int>

Affaire Juppala c. Finlande du 2 décembre 2008, requête numéro 18620/03, Quatrième Section de la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Condamnation pénale pour diffamation pour avoir fait part à un médecin de soupçons de sévices à enfant. La Cour, à l'unanimité, a admis la violation de l'article 10 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (« Convention »).

Affaire Schlumpf c. Suisse du 8 janvier 2009, requête numéro 29002/06, Première Section de la Cour Européenne des Droits de l'Homme. La Cour, à l'unanimité, a admis la violation de l'article 6 § 1 de la Convention.

Transsexualité - remboursement des frais médicaux de conversion sexuelle

La Cour saisie dans le cadre d'un contentieux relatif au transsexualisme, a examiné successivement deux allégations de violation de la Convention.

La requérante estimait tout d'abord que le refus du Tribunal fédéral d'entendre les experts présentés par elle lui a empêché de justifier le non-respect du délai de deux ans et a donc constitué une violation de son droit au procès équitable (Art. 6 § 1). La Cour estime que par ce refus, le Tribunal « s'est substitué aux médecins et aux psychiatres, alors que la Cour avait déjà précisé par le passé que la détermination de la nécessité de mesures de conversion sexuelle n'est pas une affaire d'appréciation juridique ». Un même constat de violation de l'article 6.1 est établi par la Cour quant à l'absence d'audience publique permettant à la requérante d'être entendue devant les juridictions compétentes.

Dans un second temps, la requérante a contesté plus directement l'exigence même d'une période d'observation de deux ans préalable à l'opération. Elle considérait ainsi qu'une telle condition emportait violation de son droit à la vie privée (Art. 8). La Cour reconnaît tout d'abord que, même si « la Convention ne

garantit aucun droit au remboursement des frais médicaux causés par une opération de conversion sexuelle », le contentieux d'espèce « mettait en jeu [la] liberté [de la requérante] de définir son appartenance sexuelle » garantie par l'article 8. De même, le juge européen rappelle que, comme « la dignité et la liberté de l'homme relèv[ent] de l'essence même de la Convention, le droit à l'épanouissement personnel et à l'intégrité physique et morale des transsexuels est garanti ».

Cet arrêt confirme la jurisprudence très protectrice développée par la Cour de Strasbourg concernant la situation des transsexuels (cf. Cour EDH, Grande Chambre, 12 juillet 2002, Christine Goodwin c. Royaume-Uni et l. c. Royaume-Uni, requête nos [28957/95](#) et 25680/94). Si l'absence d'un droit au remboursement des frais de conversion sexuelle dérivé de la Convention est, sans surprise, maintenu, la Cour encadre assez strictement les conditions d'octroi d'un tel remboursement lorsqu'il est prévu par le droit interne.

Affaire *Glore c. Suisse* du 30 avril 2009, requête numéro 13444/04, Première Section de la Cour Européenne des Droits de l'Homme. La Cour, à l'unanimité, a admis la violation de l'article 14, combiné avec l'article 8 de la Convention.

Handicapés : caractère discriminatoire d'une taxe d'exemption du service militaire
La Cour a estimé que les autorités internes n'ont pas pourvu un juste équilibre entre la sauvegarde des intérêts de la communauté et le respect des droits et libertés garantis au requérant, qui a été empêché d'accomplir son service militaire ou de le remplacer par un service civil, tout en se voyant, parallèlement, assujéti au paiement de la taxe litigieuse. La Cour a considéré que le requérant a été victime d'un traitement discriminatoire.

Europäische Grundrechte Zeitschrift (EuGRZ), 36. Jg, H. 8-11, p. 203.

Aids-Erkrankung und Informationspflicht des Arztes. Colak und Tsakiridis gg. Deutschland, 5.03.2009.

Europäische Grundrechte Zeitschrift (EuGRZ), 36. Jg, H. 8-11, p. 207.

Überlange Verfahrensdauer (vier Jahre) in einem Arzthaftungsprozess. Bozlar gg. Deutschland, 5.03.2009.

Décision 55185/08, Affaire *Ada Rossi et autres c. Italie*, 16 décembre 2008.

Jugement autorisant l'interruption de l'alimentation artificielle d'une femme dans le coma depuis 16 ans. Requête de tiers écartée, faute d'être des victimes directes ou même potentielles.[décision d'irrecevabilité de plaignants par la CEDH]

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

<http://curia.eu.int/fr/index.htm>

Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 30 avril 2009. BIOS Naturprodukte GmbH contre Saarland. Affaire C-27/08.

Demande de décision préjudicielle: Bundesverwaltungsgericht - Allemagne. Directive 2001/83/CE - Article 1er, point 2, sous b) - Notion de 'médicament par fonction' - Dosage du produit - Conditions normales d'emploi - Risque pour la santé - Aptitude à restaurer, à corriger ou à modifier des fonctions physiologiques chez l'homme.

Arrêt de la Cour (grande chambre) du 19 mai 2009. Apothekerkammer des Saarlandes et autres (C-171/07) et Helga Neumann-Seiwert (C-172/07) contre Saarland et Ministerium für Justiz, Gesundheit und Soziales.

Demandes de décision préjudicielle: Verwaltungsgericht des Saarlandes - Allemagne. Liberté d'établissement - Article 43 CE - Santé publique - Pharmacies - Dispositions réservant aux seuls pharmaciens le droit d'exploiter une pharmacie - Justification - Approvisionnement en médicaments de la population sûr et de qualité - Indépendance professionnelle des pharmaciens.

Arrêt de la Cour (grande chambre) du 19 mai 2009. Commission des Communautés européennes contre République italienne. Affaire C-531/06.

Manquement d'État - Liberté d'établissement - Libre circulation des capitaux - Articles 43 CE et 56 CE - Santé publique - Pharmacies - Dispositions réservant aux seuls pharmaciens le droit d'exploiter une pharmacie - Justification - Approvisionnement en médicaments de la population sûr et de qualité - Indépendance professionnelle des pharmaciens - Entreprises de distribution de produits pharmaceutiques - Pharmacies communales.

Arrêt de la Cour (première chambre) du 18 juin 2009. The Queen, à la demande de Generics (UK) Ltd contre Licensing Authority. Affaire C-527/07.

Demande de décision préjudicielle: High Court of Justice (England & Wales), Queen's Bench Division (Administrative Court)- Royaume-Uni. Demande de

décision préjudicielle - Directive 2001/83/CE - Médicaments à usage humain - Autorisation de mise sur le marché - Motifs de refus - Médicaments génériques - Notion de 'médicament de référence'.

Common Market Law Review, vol. 46, 2, 2009, p. 683.

Joined Cases C-468/06 to C-478/06, Sot. Lelos kai Sia EE, Farmakemporiki AE Emporias kai Dianomis Farmakeftikon Proionton and Others v. GlaxoSmithKline AEVE Farmakeftikon Proionton, formerly Glaxowellcome AEVE, Judgment of the Grand Chamber of the Court of Justice of 16 September 2008 [Kingston]

Europäische Grundrechte Zeitschrift (EuGRZ), 36. Jg, H. 8-11, p. 222.

Internet-Information eines Journalisten als Arzneimittel-Werbung. Damgaard, 2.04.2009.

JO C 102 du 1.5.2009. Affaire C-88/07: Arrêt de la Cour (première chambre) du 5 mars 2009 — Commission des Communautés européennes / Royaume d'Espagne

Articles 28 CE et 30 CE — Libre circulation des marchandises — Directive 2001/83/CE — Produits à base de plantes médicinales — Produits classés en tant que médicaments — Produits légalement fabriqués ou commercialisés comme compléments alimentaires ou produits diététiques dans d'autres États membres — Notion de médicament — Autorisation de mise sur le marché — Entrave — Justification — Santé publique — Protection des consommateurs — Proportionnalité — Décision n o 3052/95/CE — Procédure d'information mutuelle sur les mesures nationales dérogeant au principe de libre circulation des marchandises à l'intérieur de la Communauté.

JO C 113 du 16.5.2009. Affaire C-169/07: Arrêt de la Cour (grande chambre) du 10 mars 2009 demande de décision préjudicielle du Verwaltungsgerichtshof. Autriche. Hartlauer Handelsgesellschaft mbH/Wiener Landesregierung, Oberösterreichische Landesregierung

Liberté d'établissement — Sécurité sociale — Système national de santé financé par l'État — Système de prestations en nature — Système de remboursement des frais avancés par l'assuré — Autorisation de création d'une polyclinique privée dispensant des soins dentaires ambulatoires — Critère d'évaluation des besoins justifiant la création d'un établissement de santé — Objectif visant à maintenir un service médical ou hospitalier de qualité, équilibré et accessible à tous — Objectif visant à prévenir un risque d'atteinte grave à l'équilibre financier du système de sécurité sociale — Cohérence — Proportionnalité

JO C 141 du 20.6.2009 Affaire T-52/09 R: Ordonnance du président du Tribunal de première instance du 24 avril 2009 — Nycomed Danmark/EMEA
Référé — Autorisation de mise sur le marché d'un médicament — Agent d'imagerie échocardiographique ultrasonore à finalité diagnostique (perflubutane) — Refus par l'EMEA d'octroyer une dérogation à l'obligation de soumettre un plan d'investigation pédiatrique — Demande de sursis à exécution et de mesures provisoires — Défaut d'urgence]

JO C 141 du 20.6.2009. Affaire C-421/07: Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 2 avril 2009
demande de décision préjudicielle du Vestre Landsret — Danemark) — procédure pénale/Frede Damgaard (Médicaments à usage humain — Directive 2001/83/CE — Notion de publicité — Diffusion d'informations relatives à un médicament par un tiers agissant de sa propre initiative

JO C 153 du 4.7.2009 Affaire C-27/08: Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 30 avril 2009
demande de décision préjudicielle du Bundesverwaltungsgericht — Allemagne — BIOS Naturprodukte GmbH/Saarland (Directive 2001/83/CE — Article 1^{er}, point 2, sous b) — Notion de médicament par fonction — Dosage du produit — Conditions normales d'emploi — Risque pour la santé — Aptitude à restaurer, à corriger ou à modifier des fonctions physiologiques chez l'homme

JO C 153 du 4.7.2009 Affaires jointes C-171/07 et C-172/07: Arrêt de la Cour (grande chambre) du 19 mai 2009
demandes de décision préjudicielle du Verwaltungsgericht des Saarlandes — Allemagne — Apothekerkammer des Saarlandes, Marion Schneider, Michael Holzapfel, Fritz Trennheuser, Deutscher Apothekerverband eV (C-171/07), Helga Neumann-Seiwert (C-172/07)/Saarland, Ministerium für Justiz, Gesundheit und Soziales (Liberté d'établissement — Article 43 CE — Santé publique — Pharmacies — Dispositions réservant aux seuls pharmaciens le droit d'exploiter une pharmacie — Justification — Approvisionnement en médicaments de la population sûr et de qualité — Indépendance professionnelle des pharmaciens)

Sic!, 6, 2009, p. 462.

*Patente auf Stammzellen - europäische Ethik und Verfahrenstaktik
Entscheid G2/06 der Grossen Beschwerdekammer des Europäischen Patentamts
vom 25. November 2008 i.S. Wisconsin Alumni Research Foundation (WARF)*

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

- Medizinrecht, vol. 26, nr 11, 2008, p. 666. BGH, Urt. v. 27. 5. 2008 – VI ZR 69/07 (OLG Karlsruhe)
*Internationale Zuständigkeit bei grenzüberschreitender Aufklärungspflichtverletzung.
LugÜ Art. 5 Nr. 3. Verschreibt ein Arzt in der Schweiz einem in Deutschland wohnhaften Patienten Medikamente, die am Wohnort des Patienten zu schweren Nebenwirkungen führen, über die der Arzt den Patienten nicht aufgeklärt hat, so ergibt sich die internationale Zuständigkeit der deutschen Gerichte für eine auf deliktische Ansprüche gestützte Klage aus Art. 5 Nr. 3 LugÜ, weil der Erfolgsort in Deutschland liegt. Denn eine ärztliche Heilbehandlung, die – mangels ausreichender Aufklärung – ohne wirksame Einwilligung des Patienten erfolgt, führt nur dann zur Haftung des Arztes, wenn sie einen Gesundheitsschaden des Patienten zur Folge hat.*
- Medizinrecht, vol. 27, nr 1, 2009, p. 44.
BGH, Urt. v. 8. 7. 2008 – VI ZR 259/06 (OLG München) Beweis des Behandlungsfehlers: deutliche Aufklärung
BGB §§ 276, 823 Zur Haftung des Gynäkologen für den nach einer erfolglosen Tubensterilisation mittels Tubenligatur und streitiger Elektrokoagulation entstehenden Schaden.
- Medizinrecht, vol. 27, nr 1, 2009, p. 47. BGH, Beschl. v. 20. 12. 2007 – 1 StR 576/07 (LG Ellwangen)
nach § 227 StGB StGB §§ 18, 223, 227
1. Eine Einwilligung kann wirksam nur erteilt werden, wenn der Patient in gebotener Weise über den Eingriff, seinen Verlauf, seine Erfolgsaussichten, Risiken und mögliche Behandlungsalternativen aufgeklärt worden ist.

2. Zu den Voraussetzungen einer Verurteilung wegen Körperverletzung mit Todesfolge bei ärztlichem Handeln.(Leitsätze des Bearbeiters)

- Medizinrecht, vol. 27, nr 3, 2009, p. 163. VG Berlin, Urt. v. 27. 3. 2008 – VG 14 A 81.06 (nicht rechtskräftig)
Erhebung von Gebühren durch eine Ethik-Kommission für die Prüfung und Bewertung von SUSAR-Meldungen bei einer klinischen Arzneimittelprüfung
- Medizinrecht, vol. 27, nr 6, 2009, p. 342. BGH, Beschl. v. 6. 5. 2008 – VI ZR 250/07 (OLG Brandenburg).
Pflicht zur Erhebung des Sachverständigenbeweises im Arzthaftungsprozess trotz Verwertung eines Schlichtungsgutachtens
GG Art. 103 Abs. 1; ZPO §§ 402, 411 a
Im Arzthaftungsprozess hat das Gericht zur Aufklärung des medizinischen Sachverhalts in der Regel einen Sachverständigen einzuschalten. Ein gerichtliches Sachverständigengutachten muss der Tatrichter jedenfalls dann einholen, wenn ein im Wege des Urkundsbeweises verwertetes Gutachten (hier aus einem vorangegangenen Verfahren einer ärztlichen Schlichtungsstelle) nicht alle Fragen beantwortet.

Autriche / Österreich

- RdM, 02, 2009, OGH 16.09.2008.
Risikoaufklärung vor Diagnoseeingriff: Behauptungs- und Beweislast für die hypothetische Einwilligung des Patienten trifft Beklagten.

Belgique / Belgien

- Revue de droit de la santé n° 2, 08/09, p. 116. Cour de cassation 12 mai 2006 (C.05.0021.F)
Responsabilité civile. Consentement éclairé. Lien causal. perte d'une chance.
- Revue de droit de la santé n° 4, 08/09, p. 290. Cour constitutionnelle, 14 février 2008.

Système d'information Santé. Consultation des annotations professionnelles. Consentement de l'utilisateur de soins à l'échange de ses données.

France / Frankreich

- Revue Droit & Santé, n° 27, janvier 2009, p. 61, Cass. crim., 3 juin 2008, pourvoi n° 08-80467 (commentaire de Julie Perrin)
Absence de violation du secret médical par un technicien informatique du système de santé.
- Revue Droit & Santé, n° 27, janvier 2009, p. 63, Cass. crim., 3 juin 2008, pourvoi n° 07-87.234 (commentaire de Marion Guigue)
De la limite du secret médical lorsque le patient est un athlète.

Italie / Italien

- Affaire Ada Rossi et autres c. Italie, 16 décembre 2008. Décision d'irrecevabilité de la Cour européenne des droits de l'homme
Jugement autorisant l'interruption de l'alimentation artificielle d'une femme dans le coma depuis 16 ans. Requête de tiers écartée, faute d'être des victimes directes ou même potentielles.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch> et

<http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02574/index.html?lang=fr>

La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral.

Pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident, voir aussi le site du Tribunal administratif fédéral :

<http://www.bundesverwaltungsgericht.ch/fr/index/entscheide/jurisdiction-datenbank.htm>

- 5A_564/2008 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 1^{er} octobre 2008.
Privation de liberté à des fins d'assistance d'une personne souffrant de délire de persécution chronique. La mesure est proportionnée quand la personne a

besoin d'assistance mais nie son état et se soustrait au traitement ambulatoire.

- 2C_844/2008 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 15 mai 2009.
Exercice indépendant de la profession de thérapeute complémentaire (chromopuncture et chromothérapie) dans le canton de Zoug. Libre accès à l'exercice de la même activité dans le canton du Tessin, fondé sur la loi sur le marché intérieur.,
- 6B_14/2008 et 6B_48/2009 – Arrêts de la Cour pénale du 11 juin 2009.
Condamnation pour meurtre d'un médecin ayant aidé deux personnes souffrant de troubles psychiques à se suicider.
- 6B_260/2009 et 6B_266/2009 Arrêts de la Cour pénale du 30 juin 2009
Art. 231 CP. Délit manqué de propagation d'une maladie grave de l'homme. Sida. Affaire genevoise. Expertise médicale. Progrès de la science.
- ATF 134 I 313 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 23 juillet 2008.
Subsides cantonaux aux assurés LAMal de condition modeste. La prise en compte des revenus du concubin, même prévue par un règlement et non par une loi, est admissible.
- ATF 134 I 322 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit public du 23 août 2007.
Le règlement genevois sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics viole le principe de la séparation des pouvoirs.
- ATF 135 II 12 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 13 octobre 2008.
Exercice indépendant de la profession de psychothérapeute dans le canton des Grisons. Libre accès à la même pratique dans le canton de Zurich sur la base de la loi sur le marché intérieur.
- ATF 134 IV 315 – Arrêt de la Cour de droit pénal du 10 octobre 2008.
Conditions du remplacement d'une mesure d'internement d'un criminel dangereux souffrant d'un grave trouble mental selon l'ancien droit par une mesure thérapeutique institutionnelle (art. 59 CP).

- ATF 134 V 443 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 20 octobre 2008.
Décision du Conseil fédéral d'approuver une révision de la structure tarifaire à la prestation pour les prestations médicales TARMED. Il n'existe pas de voie de recours au Tribunal fédéral.
 - ATF 135 V 39 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 24 novembre 2008.
Contestation par un assuré d'une hausse des primes LAMal. L'approbation de la nouvelle prime par l'OFSP fait présumer son adéquation. Le juge ne doit intervenir qu'en cas de grave irrégularité, non établie par l'assuré en l'espèce.
 - ATF 135 V 88 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 27 janvier 2008.
Pas d'obligation de prendre en charge les frais de sauvetage d'un non-blessé, en l'absence de tout événement entrant dans la notion d'accident (en l'espèce, personne perdue en montagne par mauvais temps).
 - ATF 135 V 124 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 25 mars 2008.
Compétence du Tribunal arbitral du lieu d'installation du fournisseur de prestations de juger une action en libération de dette de ce fournisseur contre une caisse-maladie.
 - Bundesamt für Justiz, Teilmonopol, Zusatzversicherungen und Nebentätigkeiten der SUVA, in : VPB (JAAC) 1/2009, p. 1-11.
 - Droit et politique de la concurrence (DPC) / Recht und Politik des Wettbewerbs (RPW), 2009/1, p. 94.
BASF Handels- und Exportgesellschaft mbH/CIBA Holding AG. Examen préalable; art. 4 al. 3, art. 10 et art. 32 al. 1 Lcart.
 - Droit et politique de la concurrence (DPC) / Recht und Politik des Wettbewerbs (RPW), 2008/3, p. 385.
Verfügung der Wettbewerbskommission vom 7. Juli 2008 i.S. Untersuchung gemäss Art. 27 des Bundesgesetzes über Kartelle und andere Wettbewerbsbeschränkungen vom 6. Oktober 1995 (Kartellgesetz [KG]; SR 251) betreffend die Publikation von Arzneimittelinformationen durch die Documed AG wegen unzulässiger Verhaltensweisen gemäss Art. 7 KG und Verstoss gegen Art. 49a KG.
- JDT 2009 IV p. 17-25. Cour de cassation.- X c. Procureur général du canton de Zurich (pourvoi en nullité), 15 février 2007; ATF 133 IV 49 (6S.171/2006).

Abus de la détresse, respectivement lien de dépendance. contrainte sexuelle. actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance. Art. 189, 191 et 193 CP. Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels; systématique de la loi (c. 4). En règle générale, un traitement physiothérapeutique ne crée pas un lien de dépendance au sens de l'art. 193 CP (c. 5). Le thérapeute qui trompe sa patiente sur le contenu du traitement et commet soudainement sur elle un acte d'ordre sexuel, ne se rend pas coupable de contrainte sexuelle selon l'art. 189 CP (c. 6). La patiente est incapable de résistance au sens de l'art. 191 CP, lorsqu'en raison de la position particulière de son corps elle se trouve dans l'incapacité de discerner l'atteinte du thérapeute à son intégrité sexuelle et que, par surprise, il abuse sexuellement d'elle (confirmation de la jurisprudence; c. 7).

- Pra 97/2008, Nr 141, p. 901 : Traduction en allemand d'un arrêt en français publié aux ATF 133 III 669.
Widerruf einer Begünstigungsklausel (Art. 77 Abs. 1 VVG) .Das Recht, eine Begünstigungsklausel zu widerrufen, erlöscht mit dem Tod des Versicherungsnehmers; es geht nicht auf die Erben über.
- Pra 97/2009, Nr 149, p. 951 : Entscheid vom 19.06.2008 i.S. X. c. Staatsanwaltschaft des Kantons St. Gallen (6B_799/2007)
Parteientschädigung an den freigesprochenen Angeklagten .Allgemeine Bemessungsgrundsätze; Berücksichtigung nur des notwendigen Aufwands. Entschädigung für eigene Ermittlungen der Verteidigung?
- Pra 97/2009, Nr 150, p. 956 : Entscheid vom 09.01.2008 i.S. SWICA Krankenversicherung c. S. (K 147/06) Traduction en allemand d'un arrêt en français publié aux ATF 134 V 83
Kostenübernahme des Produkts «New Fill» durch die obligatorische Krankenpflegeversicherung (Art. 25 Abs. 2 lit. a Ziff. 1 und lit. b, 52 Abs. 1 lit. a Ziff. 1 und Ziff. 3 sowie lit. b KVG; Analysenliste [AL; Anhang 3 der KLV]; Mittel- und Gegenstände-Liste [MiGeL; Anhang 2 der KLV]; Spezialitätenliste [SL]) .Angesichts des positiven und abschliessenden Charakters der AL, der MiGeL und der Spezialitätenliste stellt das Produkt «New Fill» – unabhängig von seiner Qualifikation als Arzneimittel oder Medizinprodukt im Sinne des HMG (Art. 4 Abs. 1 lit. a und b) – keine gesetzliche Leistung der

obligatorischen Krankenpflegeversicherung zur Behandlung der Lipodystrophie dar, an welcher ein versicherter AIDS-Patient erkrankt ist

- Pra 2/2009, Nr 16, p. 85 : Traduction en allemand d'un arrêt en français publié aux ATF 134 I 221.
Einzelunterbringung und medikamentöse Behandlung im Rahmen des Massnahmenvollzugs (Art. 90 STGB, Art 3 EMRK, 10, 36 BV)
- Pra 3/2009, Nr 31, p. 85 : Traduction en allemand d'un arrêt en français publié aux ATF 134 I 235.
Diziplinarbusses ; Einwilligung Patienten aufgeklärten, einsichtsfähigen Patienten (Art. 10 Abs 2 BV; 16, 19 Abs 2 ZGB; 23 Gesundheitsgesetz/VD)
- Pra 5/2009, Nr 60, p. 387 : Traduction en allemand d'un arrêt en italien publié aux ATF 134 II 284.
Übergangsschädigung. Berücksichtigung der Zeit abschnitte, während denen ein italienischer Staatsangehöriger eine gefährdende Tätigkeit bei einem Arbeitgeber in Italien ausgeübt hat, zur Erfüllung der gesetzlichen Mindestdauer von 300 Tagen bei einem der obligatorischen Unfallversicherung unterstellten Arbeitgeber (Art. 84 Abs 2 UVG; 86 VUV; 9 Abs 2 Anhang 1 FZA,; 7 Abs 2 der Verordnung [EWG] Nr 1612/68)
- Pra 5/2009, Nr 62, p. 396 : Traduction en allemand d'un arrêt en français publié aux ATF 134 V 277.
Kürzung von Geldleistungen für Hinterlassene (Art. 21 Abs 1 und 2; 82 Abs 1 ATSG; 37 Abs 3; 38 UVG [in der bis 31. Dezember 2002 gültig gewesenen Fassung])
- Pra 6/2009, Nr 70, p. 465 : Traduction en allemand d'un arrêt en italien publié aux ATF 134 V 330.
Behandlung im Ausland auf Grund der Tatsache, dass die von medizinischen Standpunkt aus verantwortbare und zumutbare therapeutische Alternative in der Schweiz nicht , gemäss einer engen Auslegung der « medizinischen Gründe“ i. S. V. Art. 34 Abs KVG, wesentliche und deutliche höhere Risiken mit sich gebracht hätte (Bestätigung der Rechtsprechung gemäss BGE 131 V 271 = Pra 2006 Nr 124 und RKUV 2003 Nr 253 S. 231, K 102/02 E. 4.1.
- Pra 6/2009, Nr 71, p. 473 : Traduction en allemand d'un arrêt en français publié aux ATF 134 I 235.
Wagnis ; Leistungskürzung (Art. 37 Abs 2 und 39 UVG ; 50 UVV)

- *Rivista ticinese di diritto*, II – 2008 p. 133 n° 36, TF 19.2.2008 N. 2C 167/2007
Art. 57 Les pubb ; 1 cpv. 1 lett. F), 3a Reg. fumo ; 27 Cost. L'estensione del principio del divieto di fumare nelle case da gioco non viola la Costituzione.
- *Rivista ticinese di diritto*, II – 2008 p. 299 n° 70, TF 20.3.2008 N. U 33/07
Art. 9 cpv. 2 lett. F), 11 OAINF. Lesione corporale parificata ai postumi di infortunio – ricaduta. Caso di un'assicurata che durante un safari in Kenia ha subito un colpo sulla jeep, riportando un colpo di frusta alla colonna cervicale. I disturbi alla spalla destra (lacerazione dei tendini) oggetto di un annuncio di ricaduta devono essere assunti dall'assicuratore LAINF quale lesione corporale parificabile ai postumi di infortunio, malgrado il fatto che, in primo tempo, in particolare compilando il questionario sottoposto dall'Istituto assicuratore, l'interessata avesse omissis di indicare che nell'evento in questione era rimasto coinvolto, oltre alla colonna cervicale, anche l'arto superiore destro : non le può essere rimproverato di aver modificato la propria versione dei fatti per fini di copertura assicurativa, nella misura in cui meno di un mese dopo la compilazione del formulario citato, in occasione di una consultazione medica, ha riferito – completando anziché contraddicendo la precedente descrizione dell'accaduto – di avere pure contuso la spalla. Inoltre, alla luce degli atti medici all'inserto va ritenuto provato, con il grado della verosimiglianza preponderante, che i disturbi alla spalla destra lamentati dall'assicurata costituiscono una conseguenza naturale et adeguata dell'evento menzionato.
- *Semaine judiciaire 2009 I p. 173-177*
Assurance-maladie. Recours contre un arrêté du conseil fédéral. En ce qui concerne la compétence fonctionnelle du Tribunal fédéral, le conseil fédéral n'est pas mentionné parmi les autorités fédérales dont les décisions peuvent être soumises au Tribunal fédéral par la voie du recours en matière de droit public. L'absence de voie de recours contre l'arrêté du Conseil fédéral entrepris ne viole pas l'article 29a Cst et ne constitue pas une lacune de la LTF. La constitution prévoit expressément des exceptions à la garantie de l'accès au juge qui doivent être prévues par la loi. L'article 6 par. 1 CEDH ne garantit pas un droit individuel de contester directement des règles générales et abstraites.

- Sic!, 6, 2009, p. 462. "Alpecin forte". Bundesgericht vom 27. Januar 2009, 2c_590/2008
Unzulässigkeit von Heilanzeigen für Kosmetika, wenn in der Auslobung auf Krankheiten wie Neurodermitis und Atopie Bezug genommen wird. LMG 3 Abs. 2; LGV 31 Abs. 3, LGV 35. Wird in der Auslobung für ein Shampoo auf dessen positive Eigenschaften gegen Krankheiten wie Neurodermitis und Atopie verwiesen, liegt verbotene krankheitsbezogene Werbung und kein zulässiger gesundheitsbezogener Hinweis vor.
- Schweizerischen Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht (ZBL)2009, p. 214, Bundesgericht, I. öffentlich-rechtliche Abteilung, 21. April 2008, 1C_33/2007 und 1C_34/2007
Spitalplanung - Verfahren. Übertragung von Spitaleigentum auf den Kanton und Bemessung der Abgeltung, Enteignungstatbestand, Verfahren; Art. 26, 29a und 30 BV, Art. 6 und 19 KV/VS. Verfahren zur Anfechtung von kantonalen Erlassen (E. 1.2). Das Oberwalliser Kreisspital Brig als aus Gemeinden gebildete Körperschaft ist zur Anfechtung eines Gesetzes und einer Staatsratsverordnung, mit denen das Eigentum an Spitalliegenschaften auf den Kanton übertragen und hierfür die Abgeltung festgesetzt wird, legitimiert (E. 1.3). Das Oberwalliser Kreisspital Brig, getragen von Oberwalliser Gemeinden, stellt entsprechend den älteren Statuten eine öffentlich-rechtliche Körperschaft nach Art. 59 ZGB dar; daran ändern neuere Statutenfassungen, welche auf Art. 60 ZGB verweisen, nichts (E. 4). Tragweite von Art. 6 Abs. 3 KV/VS: Diese Bestimmung sieht vor, dass Gemeinden auf dem Wege der Gesetzgebung zur unentgeltlichen Abtretung von Grund und Boden verpflichtet werden können. Sie findet aufgrund der angefochtenen Spitalgesetzgebung, wonach Spitalliegenschaften auf den Kanton zu übertragen sind, auf das Oberwalliser Kreisspital Brig Anwendung. Die Eigentumsübertragung stellt keinen Enteignungstatbestand dar. Daher ist eine Berufung auf Art. 26 BV allgemein sowie hinsichtlich des Umfangs der Abgeltung ausgeschlossen (E. 5). Die Spitalgesetzgebung legt das Verfahren fest. Dadurch werden weder Art. 29a noch Art. 30 Abs. 1 BV verletzt (E. 6). Art. 19 KV/VS hat Programmcharakter und räumt dem Oberwalliser Kreisspital Brig keine Rechte ein (E. 7).
- Sic!, 3, 2009, p. 190. "Zahnklinik". Bundesgericht vom 20. November 2008, 2C.367/2008
Unzulässige Verwendung der Bezeichnung "Zahnklinik" für eine Zahnarztpraxis

MedBG 39, 40 lit. d; Vo I GesG/ZG 7 Abs. 2. Auch nach Inkrafttreten des Bundesgesetzes über die universitären Medizinalberufe bleibt den Kantonen die Regelungskompetenz für Zusatzbezeichnungen für medizinische Praxen. Dass Werbung für oder die Bezeichnung einer Praxis nicht irreführend oder täuschend sein darf, ergibt sich sowohl aus dem Bundesgesetz als auch aus dem Erlass des Kantons Zug

- Sic! 2009, p. 93. "Topamax". Bundesgericht vom 1. Oktober 2008, 2C.93/2008.
*Unzulässige Bewerbung nicht genehmigter Arzneimittelanwendungen.
HMG 1 Abs. 1, HMG 2, 10 Abs. 1 lit. a, HMG 31 Abs. 1 lit. a, HMG 32 Abs. 1; AWV 5 Abs. 1, AWV 2 lit c, AWV 3, 4. Fachwerbung (Werbung für Arzneimittel adressiert an Personen, die diese abgeben und verschreiben) darf nicht zu einem missbräuchlichen oder unzweckmässigen Einsatz von Arzneimitteln verleiten. Die Zulassung von Werbung für heilmittelrechtlich nicht bewilligte Anwendungsmöglichkeiten würde den Grundsätzen des Gesundheits- und Konsumentenschutzes sowie der massvollen Verwendung von Heilmitteln zuwiderlaufen*
- Sic! 2009, p. 96.
*"Oxycontin retard". Bundesgericht vom 17. September 2008, 2C_314/2008.
Sistierung des Zulassungsverfahrens für ein Generikum bis die Frage des allfälligen Erstanmelderschutzes für das Originalpräparat rechtskräftig entschieden ist.
VwVG 46. Die Sistierung eines Verfahrens im Hinblick auf den Abschluss anderer hängiger Prozesse, deren Ausgang für die Beurteilung des Falles von Bedeutung ist oder sein kann, hat bezüglich der dadurch bewirkten zeitlichen Verzögerung in der Regel keinen nicht wieder gutzumachenden Nachteil für die betroffenen Parteien zur Folge.*
- Sic! 2008, p. 823. "Infusionskapsel". Bundesverwaltungsgericht vom 28. April 2008, C-2251/2006
Keine Zulassung des Parallelimports eines Arzneimittels, dessen Patentschutz für den Wirkstoff abgelaufen ist, das aber anderweitig patentgeschützt ist Abteilung III; Abweisung der Beschwerde;

HMG 14 Abs. 1, 2, HMG 12; VAM 18, 17. Entscheidend für die heilmittelrechtliche Zulassung eines Arzneimittels, das parallel importiert werden soll, ist einzig, ob das Arzneimittel in der Schweiz patentgeschützt ist. Das Bestehen dieses Patentschutzes ist unabhängig davon zu prüfen, ob es sich beim fraglichen Arzneimittel um ein Originalpräparat i.S.v. Art. 12 HMG und Art. 17 VAM oder um die Weiterentwicklung eines derartigen Originalpräparats handelt und ob allenfalls ein Erstanmelderschutz besteht (E. 5).

ZGB 2 Abs. 2; VAM 18 Abs. 2. In Bezug auf die Glaubhaftmachung des Patentschutzes eines Arzneimittels sind alle vorgebrachten, das Arzneimittel betreffenden Patentschriften von der beurteilenden Instanz zu beachten, auch wenn sich jene nur auf bestimmte Eigenschaften des Arzneimittels (hier: Galenik bzw. Darreichungsform) beziehen (E. 6).

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Bâle / Basel

- BJM 6/2008 p. 326 : Arrêt du Socialversicherungsgericht du canton de Bâle du 12 mars 2008 dans le cause B. F.
Kürzung und Verweisung von Leistungen, wenn sich der Versicherte einer zumutbaren Behandlung widersetzt (Art. 21 Abs 4 ATSG): Zur „Zumutbarkeit“ einer Behandlung, zur Verletzung der Behandlungspflicht und zur Verhältnismässigkeit der verfügten Sanktion.
- BJM 6/2008 p. 334 : Arrêt Socialversicherungsgericht du canton de Bâle du 12 mars 2008 dans le cause M. F.
Ist die Beidseitige Implantation eines Cochlea-Implantats zur Verbesserung des Erwerbsfähigkeit eine zumutbare Behandlung gemäss Art. 21 Abs. 4 ATSG?
- BJM 1/2009 p. 52 : Arrêt Socialversicherungsgericht du canton de Bâle du 27 août 2008 dans le cause X.
Verpfändungsähnliches Verhältnis zwischen einem Säkularinstitut der katholischen Kirche und deren Mitgliedern (Art 521 OR). Die Krankenversicherungsprämien dieser Mitglieder werden als Teil des Unterhalts vom Säkularinstitut getragen; dies verbietet, dem Mitglied einen Anspruch auf Prämienbeiträge gemäss § 17 GKV zuzubilligen (Erw. 4). Verletzung des Grundsatzes von Treu und Glauben, nachdem solche prämienbeiträge jahrelang ausbezahlt worden sind? (Erw. 5)

- BJM 3/2009 p. 151 : Arrêt Socialversicherungsgericht du canton de Bâle du 27 août 2008 dans le cause G. Pensionkasse)
Wird im Rechtsmittelverfahren nur der Beginn der Wartezeit gemäss Art. 28 Abs 1 lit b IVG und damit der Beginn der Rente angefochten, ist damit auch die Höhe des Invaliditätsgrades nicht in Rechtskraft erwachsen wenn damit eine verpasste Rechtsmittelfrist geheilt werden soll. Zum Grundsatz der formellen Beschwer (Erw. 3)

Fribourg / Freiburg

- Journal des tribunaux I 2009, p. 47. X c. réseau hospitalier fribourgeois.
Responsabilité de l'Etat pour l'activité des médecins. Perte d'une chance.
- RFJ 2008, p. 323-329. Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal.
Arrêt du 10 juillet 2008 (5S 2006-204)
Art. 4 et 28 LAI; art. 8 et 16 LPG - Notion de marché équilibré. Assuré âgé de 63 ans, maçon, atteint d'une déchirure du sus-épineux à l'épaule. Question de savoir s'il est encore en mesure d'intéresser, en raison de son âge avancé, un éventuel employeur dans une activité légère adaptée à son état de santé. Le recours a été admis. La Cour a estimé que le recourant avait droit à une rente entière d'invalidité.
- RFJ 2008 p. 334-339. Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal.
Arrêt du 8 mai 2008 (5S 06 69).
Art. 29, 43, 44 LAMal - Personne ayant accouché en 2002 en division commune d'une clinique privée à Fribourg. Détermination du tarif pour des prestations fournies en division commune par une clinique privée, non subventionnée par l'Etat, figurant sur la liste des hôpitaux du canton. L'application par analogie du tarif - trop bas - prévu par l'hôpital cantonal (subventionné) n'est pas admissible.
- RFJ 2008 p. 428-433. Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal.
Arrêt du 2 octobre 2008 (5S 06 256)
Art. 1 et 2 ARéf; art. 4, 29, 36 et 39 LAI; art. 42 LAVS - Rente. Réfugié ayant été victime en juin 1991 d'une blessure par balle au genou gauche qui a nécessité une arthrodèse (immobilisation de l'articulation) et étant arrivé en

Suisse en 1993. Les conditions d'assurance pour une rente ordinaire et pour une rente extraordinaire ne sont pas remplies.

- RFJ 2008 p. 433-438. Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal. Arrêt du 27 août 2008 (5S 06 154).
Art. 25 al. 2 let. g LAMal; art. 27 OPAS; art. 13 al. 1 LAA - Prise en charge des frais d'un sauvetage en montagne effectué par la Rega, aucun des membres du groupe d'alpinistes secourus, surpris par la nuit tombante, n'ayant été blessé. la Rega a été appelée pour une simple évacuation. La Cour estime que le recours apparaît comme téméraire et dès lors, il est justifié de mettre les frais de justice à la charge de la recourante.

Jura

- RJJ, 1/08, p. 82.
Action de droit administratif intentée contre l'hôpital du Jura par un médecin demandant à pouvoir utiliser des salles d'opération. Action déclarée irrecevable. Convention de l'action en recours. Recours déclaré lui aussi irrecevable.

Neuchâtel / Neuenburg

- TA.2008.210 (INT.2009.28). Décision du 10.11.08.
L'assuré qui purge une peine privative de liberté sous le régime de la semi-détention, ne voit en principe pas son droit à une rente AI suspendu. Toutefois, le condamné qui trouve le moyen d'échapper frauduleusement au régime de la détention ferme ne doit pas pouvoir tirer parti d'une situation illicite par le fait que sa rente AI ne pourrait pas être suspendue.
- TA.2007.153 (INT.2009.28). Décision du 03.03.09. Recours pendant au TF.
Hormis les cas visés par les dispositions finales de la 4ème révision de la LAI, il n'existe pas de droit acquis protégeant le titulaire d'une rente fondée sur un degré d'invalidité de 68% à conserver une rente complète.

Soleure / Solothurn

- SOG 2008, 27, Verwaltungsgericht, Urteil vom 21. Juli 2008, § 11 VG
Wenn der Beklagte und dessen Versicherer von einer blossen Verjährungsfrist ausgehen und über Jahre hinweg wiederholt Verjährungsverzichtserklärungen abgegeben haben, gebietet es der Grundsatz von Treu und Glauben, die Forderungen nicht als verwirkt zu erklären, obwohl es sich bei § 11 VG um eine Verwirkungsfrist handelt (E. 4).

Das geschlossene und liquidierte Bezirksspital Thierstein wurde von der Solothurner Spitäler AG nicht übernommen. Die AG ist somit nicht passivlegitimiert (E. 5).

- SOG 2008, 36, Versicherungsgericht, Urteil vom 10. Juli 2008, Art. 4 ATSG (VSBES.2007.191)
Unfallmerkmal des ungewöhnlichen äusseren Faktors. Ein solcher liegt vor bei einem von einem Dressurpferd ausgeführten Bocksprung, wenn angesichts des Charakters bzw. des Temperaments des Pferdes die Wahrscheinlichkeit dieser Reaktion gering war und die Reiterin entsprechend wenig damit rechnen musste.
 - SOG 2008, 36, Versicherungsgericht, Urteil vom 30. Oktober 2008, Art. 40 Abs. 2 ATSG (VSBES.2007.426)
Setzt der Versicherungsträger der versicherten Person eine Frist für eine bestimmte Handlung an, hat er gleichzeitig die Folgen eines Versäumnisses anzudrohen.
 - SOG 2008, 38, Versicherungsgericht, Urteil vom 16. Oktober 2008, Art. 42 ATSG (VSBES.2008.146)
Dem Versicherten ist vorgängig das rechtliche Gehör zu gewähren, selbst wenn seine Rente wegen Verletzung der Meldepflicht aufgehoben werden soll.
 - SOG 2008, 39, Versicherungsgericht, Urteil vom 8. Dezember 2008, Art. 16b Abs. 3 EOG, Art. 30 EO (VSBES.2008.204)
Die Mutterschaftsversicherung ist eine Lohnausfallversicherung für erwerbstätige Mütter. Eine Ausnahmeregelung besteht unter anderem für IV-Taggeldbezüglerinnen; dies aber nur, wenn der Bezug des Taggeldes bis unmittelbar vor der Geburt stattfindet.
- Thurgovie / Thurgau**
- Rechenschaftsbericht Obergericht, 18. Januar 2008, ZR.2008.5 (TG), n° 43, p. 228.

Kantonales Recht. Autopsie als vorläufige Beweissicherung; Bedeutung und Gültigkeit einer Patientenverfügung. § 170 ZPO; § 34 GG; Art. 370 f. E ZGB; Art. 10 BV.

Tessin/Ticino

- *Rivista ticinese di diritto, II – 2008 p. 277 n° 64, TCA 25.2.2008 N. 32.2007.30 Art. 12 LAI ; 19 cpv. 1 lett. a) OPre. Infermità congenita – trattamento dopo il ventesimo anno di età. L'assunzione da parte dell'assicuratore contro l'invalidità dei costi di un trattamento dentario di sostituzione di quattro corone dei denti frontali da porre in relazione a un'infermità congenita chiesta da un'assicurata di più di vent'anni è stata a ragione negata. Benché sia notorio che nell'attività svolta dall'assicurata nel settore della vendita, a contatto con la clientela e il personale, la presenza e l'aspetto sono importanti, essa, anche senza i quattro denti frontali, avrebbe comunque potuto svolgere numerose altre attività. Inoltre non vi erano indizi che permettessero di ipotizzare che l'assicurata, eventualmente priva delle corone dentarie, sviluppassse una problematica psichica invalidante. L'assunzione dei costi derivanti di tale patologia da parte dell'assicuratore malattia deve essere ammessa solo se motivi di ordine medico impongono l'intervento dopo il 20° anno di età.*

Uri

Rechenschaftsbericht über die Staatsverwaltung, RBUR 2006 N. 8, p. 50 Bundesgericht, 28. November 2006, 4C.310/2006 (Das Bundesgericht wies eine gegen den Entscheid des Obergerichtes des Kantons Uri vom 27.01.2006, OG Z 05 12 erhobene Berufung ab, soweit darauf einzutreten war.)

Firmenrecht. Art. 951 Abs. 2 OR. Diese Bestimmung soll Verwechslungen im Rechtsverkehr verhindern. Die Gefahr der Verwechslungen besteht, wenn die Firma eines Unternehmens für die eines andern gehalten werden kann (unmittelbare Verwechslungsgefahr) oder wenn bei Aussenstehenden der Eindruck entsteht, die Unternehmen seien wirtschaftlich oder rechtlich verbunden (mittelbare Verwechslungsgefahr). Ob sich zwei Firmen hinreichend deutlich unterscheiden, ist aufgrund des Gesamteindrucks zu beurteilen, den sie in der Erinnerung beim Publikum hinterlassen. "Biomed AG" und "Biomet Orthopaedics Switzerland GmbH". Der Ausdruck "Biomed" kommt einer gemeinfreien Sachbezeichnung mindestens sehr nahe.

Bereits ein verhältnismässig kennzeichnungsschwacher Zusatz reicht aus, um bei Verwendung der wenn auch sehr ähnlichen und bei deutscher

Aussprache im Klang verwechselbaren Bezeichnung "Biomet" genügend Abstand zu schaffen. Weder im Schriftbild noch im Sinngehalt kann der Zeichenbestandteil "met" bei hinreichender Aufmerksamkeit mit "med" verwechselt werden. Insbesondere ist darin kein Hinweis auf den Bereich der Medizin zu sehen. Der zusätzliche Firmenbestandteil "Orthopaedics" weist auf den sachlichen Tätigkeitsbereich der Orthopädie hin und vermittelt damit eine Vorstellung, von der anzunehmen ist, dass sie im Gedächtnis der Adressaten haften bleibt. Der Zusatz "Orthopaedics" ist trotz seiner Eigenschaft als gemeinfreie Sachbezeichnung geeignet, einen hinreichenden Abstand zur Firma der Klägerin zu schaffen, zumal er einen klar von "Biomed" abweichenden Sinngehalt vermittelt.

Valais / Wallis

- *Revue valaisanne de jurisprudence. ZWR 2009 p. 167-175. KGE (Zivilrechtliche Abteilung) vom 7. April 2008 i.S. X. c. Y. (VS)*
Obligationenrecht. Haftung aus Arztvertrag. Qualifikation des Arztvertrags als einfacher Auftrag (E. 3b/aa). Sorgfaltsmassstab, Verschulden und Übernahmeverschulden beim Arztvertrag (E 3b/bb und E. 3b/dd). Beweislast im Arzthaftungsprozess (3b/cc). Anwendungsfall (E. 3c, d und e).
Droit des obligations. Responsabilité du médecin. Qualification du contrat de soins médicaux comme mandat (consid. 3b/aa). Etendue du devoir de diligence, faute du médecin, en particulier faute ayant consisté à accepter le contrat de soins médicaux (consid. 3b/bb et 3b/dd). Fardeau de la preuve dans l'action en responsabilité du médecin (consid. 3b/cc). Cas d'espèce (consid. 3c, d et e).
- *Revue valaisanne de jurisprudence. ZWR 2009 p. RVJ 2009 p. 105-109. ATCA X. c. Sansan Assurances SA du 22 février 2008 (VS)*
Assurance-maladie. Participation en cas de maternité (art. 29 et 64 al. 7 LAMal). Les frais de traitement en cas de complications survenues en cours de grossesse constituent des frais de maladie, ce qui entraîne l'obligation des assurées de participer aux coûts des prestations dont elles bénéficient. Il en va ainsi, par exemple, des traitements destinés à éviter un accouchement prématuré ou une fausse couche.
Krankenversicherung. Kostenbeteiligung auf Leistungen bei Mutterschaft (Art. 29 und 64 Abs. 7 KVG). Die während einer Schwangerschaft durch

Komplikationen verursachten Behandlungskosten stellen Krankheitskosten dar, an denen sich die Versicherten beteiligen müssen. Dies gilt zum Beispiel für Leistungen, die erbracht werden, um eine Frühgeburt oder einen Schwangerschaftsabbruch zu verhindern.

Zurich / Zürich

- VB.2009.00113 (URT.2009.11469) 3. Abteilung/3. Kammer Bewilligung zur Anstellung einer Psychotherapeutin Zu Unrecht verweigerte Anstellungsbewilligung.
*Der leitende Arzt einer Arztpraxis hatte 2005 eine Bewilligung zur Anstellung einer nichtärztlichen Psychotherapeutin erhalten. 2009 übernahm die zuvor als Assistentin in der Praxis tätige Beschwerdeführerin gemeinsam mit dem bisher leitenden Arzt die Praxisleitung und ersuchte die Gesundheitsdirektion um Bewilligung zur Beschäftigung der seit 2005 in der Praxis tätigen nichtärztlichen Psychotherapeutin. Das Gesuch wurde abgelehnt mit der Begründung, die betreffende Psychotherapeutin erfülle die für diese Anstellung erforderlichen Voraussetzungen nicht. Zulässige Direktbeschwerde an das Verwaltungsgericht (E. 1).
 Die Beschwerdeführerin macht geltend, das Anstellungsgesuch hätte gestützt auf § 26 Abs. 2 der Verordnung über die nichtärztlichen Psychotherapeuten und Psychotherapeutinnen (PsyV) bewilligt werden müssen. Gemäss dieser Übergangsbestimmung dürfen Psychotherapeuten, die im Zeitpunkt des Inkrafttretens der Verordnung (1. Juni 2005) unselbständig tätig waren, ohne die Voraussetzungen für die Erteilung einer entsprechenden Bewilligung zu erfüllen, die unselbstständige Tätigkeit weiterhin ausüben. Die Gesundheitsdirektion macht geltend, der Anwendungsbereich von § 26 Abs. 2 PsyV beschränke sich auf Angestelltenverhältnisse, die in dieser Form bereits am 1. Juni 2005 bestanden hätten; es gebe keine darüber hinausgehende Besitzstandgarantie (E. 3).
 Frage offen gelassen, ob die einschränkende Auslegung der Übergangsbestimmung durch die Gesundheitsdirektion generell gegen die Wirtschaftsfreiheit verstösst (E. 4.2 - 4.4). Aufgrund der konkreten Umstände im vorliegenden Fall (Wechsel des Angestelltenverhältnisses innerhalb der gleichen Arztpraxis) führt die Verweigerung der Anstellungsbewilligung jedenfalls zu einer unverhältnismässigen Beschränkung der Freiheit der beruflichen Tätigkeit der Beschwerdeführerin sowie der angestellten Psychotherapeutin (E. 4.5). Gutheissung der Beschwerde (E. 5).*

- VB.2009.00038 (URT.2009.11356) 1. Abteilung/1. Kammer Führerausweisentzug

Warnungsentzug wegen Fahrens in fahruntfähigem Zustand. Verweigerung der Blutentnahme. Abstellen auf die Werte des Atemalkoholtests.

Wer eine Blutentnahme verweigert und im Strafverfahren die Werte des Atemalkoholtests anerkennt, um einer (härteren) Bestrafung wegen Vereitelung von Massnahmen zur Feststellung der Fahruntfähigkeit zu entgehen, kann sich im nachfolgenden Administrativmassnahmeverfahren nicht auf den Standpunkt stellen, es seien gestützt auf die bundesgerichtliche Rechtsprechung aufgrund von Messungenauigkeiten des Atemalkoholtests 20 % vom tieferen Wert abzuziehen (E. 5.3).

- VB.2008.00464 (URT.2008.11013) 1. Abteilung/1. Kammer vorsorgliches Nutzungsverbot (aufschiebende Wirkung)
Sterbebegleitungen in Wohnzone mit Gewerbeerleichterung. Baubewilligungspflicht. Vorsorgliches Nutzungsverbot. Sterbebegleitungen in einer Wohnzone mit Gewerbeerleichterung sind ungeachtet des Umstands, dass bestehende Gewerberäume betroffen sind, baurechtlich nicht von vornherein unproblematisch. Insbesondere allfällige ideelle Immissionen, welche die zonengemässe Wohnnutzung erheblich beeinträchtigen, könnten einer Baubewilligung entgegenstehen. Es bestehen jedenfalls hinreichende Anhaltspunkte für eine Baubewilligungspflicht, welche das zur Durchsetzung dieser Pflicht verfügte vorsorgliche Nutzungsverbot zu rechtfertigen vermögen. Dadurch dürften die vom Beschwerdeführer angerufenen Grundrechte nicht unzulässigerweise eingeschränkt werden (E. 2.3). Abweisung.
- VB.2008.00340 (URT.2008.10908) 1. Abteilung/1. Kammer Führerausweisentzug Sicherungsentzug: Verneinung der Fahreignung aufgrund einer depressiven Störung.
Die Fahreignung ist nur bei schweren depressiven Störungen grundsätzlich zu verneinen. Fahrzeuglenker mit leichteren depressiven Störungen können allerdings in der Regel erst nach einer Grundeinstellung mit Psychopharmaka und einer genügenden Beobachtungszeit wieder zugelassen werden. Der Beschwerdeführer, bei dem eine mittelgradige depressive Episode diagnostiziert worden ist, hat entgegen der klaren Empfehlung der Ärzte sämtliche Medikamente abgesetzt. Die Vorinstanz hat seine Fahreignung zum damaligen Zeitpunkt zu Recht verneint (E. 3.4). Abweisung.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

ALTILIO J. V., The pharmacist's obligations to patients : dependent or independent of the physician's obligations ?, *Journal of law, medicine & ethics*, vol 37:2, Summer 2009, p. 358.

BANDON-TOURRET D., Les proposition de directive modifiant la pharmacovigilance des médicaments à usage humain : vers une rationalisation de la pharmacovigilance ?, *Gazette du palais*, mars-avril 2009, p. 879.

BIRD SM. AND AL., Serial offending: evaluation of drugs courts. *Lancet* 2009;373:1231.

CALAME T., Court of Appeal stellt gefestigte EPA-Praxis über eigenes Präjudiz: Patentschutz für zweite medizinische Indikation aufgrund neuen Dosierungsregimes bejaht England and Wales Court of Appeal (Civil Division) - Actavis UK Limited vs. Merck & Co., Inc., on appeal from the High Court of Justice, Chancery Division (Patents Court), 21 May 2008, *sic!*, 2008, p. 925.

CHERON C., FOUASSIER E., Accès des pays en développement aux médicaments : vers une nouvelle flexibilité juridique du droit des brevets ? *Médecine & droit*, n° 95, p. 74.

CROIZE G., La liberté de circulation du médicament face à la propriété intellectuelle, *Revue Droit & Santé*, N° 27, janvier 2009, p. 8.

CURFMAN G. D. AND AL. The Medical Device Safety Act of 2009. *New England Journal of Medicine* 2009;360;1550.

FOUASSIER E., VAN DEN BRINK H., Vente de médicaments sur Internet : propositions de modification du Code de la santé publique, *Médecine & droit*, n° 95, p. 68.

GOSTIN L.O., Regulating the Safety of Pharmaceuticals : The FDA, Preemption, and the Public's Health. *Journal of American Medical Association* 2009;301:2038.

GOBERT M., Les autorisation de mise sur le marché des médicaments : médicaments à usage humain, *Revue européenne de droit de la consommation*, = *European journal of consumer law*, 2009/2-3, p. 239.

GOBERT M., Publicité & information relatives aux médicaments : les limites de ces deux notions au travers de la pratique dans tous ses aspects, *Revue de droit de la santé* n° 3, 08/09, p. 187.

JUILLET Y., Actualisation sur la contrefaçon de médicaments : une menace croissante pour la santé publique, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, t. 192, octobre 2008, n° 7, p. 1423.

KRUMM C., Richtervorbehalt bei der Blutprobe: Weg damit, *ZRP Zeitschrift für Rechtspolitik*, 3/2009, p. 71.

LENZER J., Appeals court rules that Nigerian families can sue Pfizer in US, *BMJ*, 2009, 338:b458.

LOCHER F, SIRANYAN V., ROLLUX O., Le circuit de distribution des médicaments : une évolution inéluctable ?, *Gazette du palais*, novembre-décembre 2008, p. 3593.

MASCRET C., Le principe de libre circulation des biens appliqué au médicament à usage humain dans le cadre de la procédure d'autorisation de mise sur le marché fondée sur la reconnaissance mutuelle entre États membres, *Médecine & droit*, 2009, n° 95, p. 62

MELLO MM. AND AL., Shifting Terrain in the Regulation of Off-Label Promotion of Pharmaceuticals. *New England Journal of Medicine* 2009;360;1557.

MICHAUX G. (ED.), Consommateurs, médicaments et industrie pharmaceutique, *Revue européenne de droit de la consommation*, = *European journal of consumer law*, 2009/2-3, p. 225.

NEBENDAHL M., Selbstbestimmungsrecht und rechtfertigende Einwilligung des Minderjährigen bei medizinischen Eingriffen, *Medizinrecht*, vol. 27, nr 4, 2009, p. 197.

Pharmaceutical innovation: law & the public's health, *Journal of law, medicine and ethics*, vol. 37:2, Summer 2009,

PEIGNE J., La loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 et le médicament, *Gazette du palais*, mars-avril 2009, p. 862.

ROBINE A., Le médicament générique : quelques éléments de nature à clarifier une notion devenue polymorphe, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 187.

SERGHERAERT S., Lutte contre la contrefaçon de médicaments : première analyse de la consultation de la Commission européenne sur la future directive communautaire, *Dalloz*, n° 8, 2009, p. 515.

SILLON G. ET AL., An ethical and legal overview of pharmacogenomics : perspectives and issues, *Medicine and law*, vol. 27, nr 4, December 2008, p. 843.

VARNEROT V., La nouveauté des inventions pharmaceutiques : les essais clinique antérieurs, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 213.

VARNEROT V., Le particularisme de la contrefaçon de brevet de médicament, *Revue générale de droit médical*, N° 30 2009, p. 245.

WOOD E. AND AL., The war on drugs: a devastating public-policy disaster. *Lancet* 2009;373:989.

Assurances sociales

ALTILIO J. V., The Pharmacist's Obligations to Patients: Dependent or Independent of the Physician's Obligations? *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (2), p. 358.

IGLEHART JK., Health Insurers and Medical-Imaging Policy – A Work in Progress. *New England Journal of Medicine* 2009;360; 1030.

PELLET R., Assurance maladie et territoires, *Revue de droit sanitaire et social*, n° hors-série 2009, p. 38.

VAN DEN BRINK H., La libre circulation des patients dans l'Union européenne : enjeux et perspectives, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 199.

Droits des patients, droit de la personnalité

ALBERS M., Zur rechtlichen Ausgestaltung von Patientenverfügungen, *Medizinrecht*, vol. 27, nr 3, 2009, p. 138.

BADIANE-DEVERS K., Accouchement « sous X », la loi française jugée conforme au droit européen, *Droit déontologie & soins*, vol. 8, n° 4, 2008, p. 481.

BENALI L., MARCHAND M., GROMB S., Droit et autonomie des personnes handicapées, *Médecine & droit*, n° 94, 2009, p. 13.

COUTURIER M., Secret médical et protection des personnes atteintes de troubles psychiques, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, n° 2, mars-avril 2009, p. 277.

DOSSIER : la liberté du consentement, le sujet les droits de l'homme et la fin des bonnes moeurs, *Droits : revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques*, 48, 2009, p. 3.

DANTAS E., Les différences entre le consentement informé et le choix éclairé comme causes d'exclusion de responsabilité civile dans la relation médecin-patient ; l'autonomie du patient face au droit brésilien, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 125.

DELIANCOURT S., Les nouveaux droits de l'utilisateur du service public en font-ils un véritable acteur-décideur ?, *Revue de la recherche juridique (RRJ)*, 1, 2007, p. 409.

DONNELLY M., Best interests, Patient Participation and the Mental Capacity Act 2005, *Medical Law Review*, vol. 17(2009), n°1, p. 1.

GARAY A., De l'obligation d'information sur les dommages médicaux et hospitaliers des articles L. 1142-4 et L. 1413-14 du Code de la santé publique, *Revue générale de droit médical*, N° 30 2009, p. 175.

GELBART B. AND AL., Ethical and legal considerations in video recording neonatal resuscitations. *Journal of Medical Ethics* 2009;35:120.

GOSTIN LO., NASS S., Reforming the HIPAA Privacy Rule: Safeguarding Privacy and Promoting Research. *Journal of American Medical Association* 2009;301:1373.

HÜBNER M., Gesetzentwürfe und Anträge zur Änderung des Schwangerschaftskonfliktgesetzes: Analyse und Bewertung, *Medizinrecht*, vol. 27, nr 7, 2009, p. 390.

HABOUBI C., Agressions sexuelles commises par le personnel soignant, *Droit déontologie & soins*, vol. 9, n° 1, 2009, p. 69.

JOUSSET N. ET AL., Le préjudice moral né du défaut d'information du patient, *Médecine & droit*, n° 97, p. [pas encore connue].

KRESS H., Patientenverfügungen und Selbstbestimmung in Anbetracht der Notfallmedizin, *ZRP Zeitschrift für Rechtspolitik*, 3/2009, p. 69.

LACOUR C., Accouchement anonyme et levée du secret des origines à l'épreuve de l'incapacité, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, n° 2, mars-avril 2009, p. 328.

LE GAL C., Le dossier pharmaceutique: un outil technique de santé publique, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, n° 2, mars-avril 2009, p. 301.

MARMISSE D'ABBADIE D'ARRAST A., L'accompagnement de la personne, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 149.

PATTINSON SD, Consent and informational responsibility, *Journal of Medical Ethics* 2009;35:176.

PERERA A., Can I decide Please? The State of Children's Consent in the UK, *European Journal of Health Law*, 2008, vol. 15 n° 4, p. 411-420.

PRIAULX N., Testing the Margin of Appreciation: Therapeutic Abortion, Reproductive Rights and the Intriguing Case of Tysiac v. Poland, *European Journal of Health Law*, 2008, vol. 15 n° 4, p. 361-379.

RACHEL L., L'âge de procréer, *Gazette du Palais*, janvier-février 2009, p. 12.

RAVINETTO R. AND AL., Access to health care for undocumented migrants in Italy. *Lancet* 2009;373:2111.

RUCK M., HOLT E., Commentary parental rights recognised RK and AK v United Kingdom [2008] ECHR 38000/05, *Medical Law Review*, 17, Summer 2009, p. 282.

TURONE F., Italian doctors can report illegal immigrants to police, under proposed law, *BMJ*, 2009, 338:b548.

VIALLA F., Le refus de soins peut-il induire une discrimination ? La réforme annoncée de l'article L. 1110-3 du Code de la santé publique, *Médecine & droit*, n° 94, p. 2.

WUNDER A., Zum Vorschlag des Erlasses einer Richtlinie über die Ausübung der Patientenrechte in der grenzüberschreitenden Gesundheitsversorgung – Was ist neu?, *Medizinrecht*, vol. 27, nr 6, 2009, p. 324.

Ethique biomédicale

COULOMBEL L., Cellules souches humaines : de quoi parle-t-on ?, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 17.

DELETRE N., La maternité pour autrui : état des lieux à la veille de la révision des lois de bioéthique, *Revue Droit & Santé*, N° 29, mai 2009, p. 213.

DEMICHEL F., Clonage à visée thérapeutique : les risques d'instrumentalisation du corps des femmes et le droit, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 91.

DEUTSCH E., Entstehung und Funktion der Ethikkommissionen in Europa, *Medizinrecht*, vol. 26, nr 11, 2008, p. 650.

DOMENIGHETTI G., Medicalizzazione della vita, comunicazione sanitaria e conflitti di interesse, *Rivista per le medical humanities*, Anno 3, no 9, Gennaio-Marzo 2009, p. 32.

DOSQUET C., La thérapie cellulaire aujourd'hui et demain, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 37.

DRIEHAUS J. ET AL., Humane Embryonale Stammzellen in Deutschland und Europa : Ein Überblick zur Gewinnung, Nutzung und Patentierung, *Bioethica forum*, vol. 2, n° 1, 2009, p. 37.

FEUILLET-LIGER B., Un droit à l'écoute de la bioéthique ou une bioéthique à l'écoute du droit ?, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 63.

FRYDMAN R., Le clonage reproductif et le clonage scientifique à visée thérapeutique, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 43.

GÖDICKE P., Berufsrechtliche Grundlagen für die Tätigkeit von Ethik-Kommissionen : überflüssige Zwangsberatung von Ärzten?, *Medizinrecht*, vol. 26, nr 11, 2008, p. 636.

HENNETTE-VAUCHEZ S., Words Count : How Interest in Stem Cells has Made the Embryo Available - A look at the French Law on bioethics, *Medical Law Review*, vol. 17(2009), n°1, p. 52.

HENNION-JACQUET P., Réflexions sur la révision des lois de bioéthique: vers la légalisation du clonage thérapeutique?, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, n°6, novembre-décembre 2008, p. 1061.

KERN B.-R., Standortbestimmung: Ethikkommissionen – auf welchen Gebieten werden sie tätig? : Gesetzliche Grundlagen, *Medizinrecht*, vol. 26, nr 11, 2008, p. 631.

LAZZARINI Z., Patricia Case, and Cecil J. Thomas, A Walk in the Park: A Case Study in Research Ethics, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (1), p. 93.

MAZEN N.-J., Le clonage : de l'éthique au droit, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 75.

MAZEN J.-N., BINET Jean-René, Ethique et droit du vivant, *Revue générale de droit médical*, N° 30 2009, p. 311.

MILES SH AND AL., Medical ethics and torture: revising the Declaration of Tokyo, *Lancet* 2009;373:344..

MOMBELLI G., MARONE C., Conflitti di interesse nella ricerca clinica, *Rivista per le medical humanities*, Anno 3, no 9, Gennaio-Marzo 2009, p. 40.

PERSAD G. AND AL., Principles for allocation of scarce medical interventions, *Lancet* 2009;373:423.

POPU H., Le corps humain *post mortem* : une chose extraordinaire, *Revue de la recherche juridique (RRJ)*, 1, 2009, p. 229.

RAMBOUR S., L'éthique du directeur d'hôpital, *Revue Droit & Santé*, N° 28, mars 2009, p. 125.

RAUFFER-BRUYERE N., Biotechnologies : innovations et tendances de 1997 à 2007, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 95.

REINHART W. H., JACOMELLA V., Liaisons dangereuses, *Rivista per le medical humanities*, Anno 3, no 9, Gennaio-Marzo 2009, p. 45.

SALAKO S., The UNESCO universal declaration on bioethics and human rights : protecting future generations and the quest for a global consensus, *Medicine and law*, vol. 27, nr 4, December 2008, p. 805.

SEBAG V., De la découverte scientifique du clonage thérapeutique à la règle de droit : un exemple d'itinéraire multidisciplinaire, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 101.

WIESING U., PARSA-PARSI R. W., Die erneut revidierte Deklaration von Helsinki, verabschiedet in Seoul 2008, *Ethik in der Medizin*, vol. 21, nr 1, 2009, p. 45.

Euthanasie et fin de vie

BOSSHARD G. ET AL., Should assisted suicide be performed by physicians only ? Results of a survey among physicians in six european countries and Australia, *Bioethica forum*, vol. 2, n° 1, p. 4.

BOUTEILLE M., La mort ravivée, *Droit & santé*, n° 30, juillet 2009, p. 290.

KUBICIEL M., Tötung auf Verlangen und assistierter Suizid als selbstbestimmtes Sterben?, *JZ [Juristen Zeitung]*, 64. J., 12, 19. Juni 2009, p. 600.

LEQUILLERIER C., Protection de la personnalité et du corps (bioéthique) : L'arrêt de l'alimentation artificielle des personnes en fin de vie ou atteintes de maladie incurable, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, n°1, janvier-février 2009, p. 115.

LEWIS P., Euthanasia in Belgium five Years After Legalisation, *European Journal of Health Law*, 2009, vol. 16, n° 2, p. 125.

LORENZ D., Aktuelle Verfassungsfragen der Euthanasie, *JZ [Juristen Zeitung]*, 2/2009, p. 57.

LUTHER J., Fiat iustitia, pereta vita ? : Grundrechtskonflikte as Gewissenskonflikte : Der italienische Fall einer Wachkoma-Patientin, *Europäische Grundrechte Zeitschrift (EuGRZ)*, 36. Jg, H. 8-11, p. 198, (voir aussi : p. 234, p. 237).

MEMETEAU G., « Par principe d'humanité » : la marche vers l'euthanasie, *Médecine & droit*, n° 95, p. 45.

MICHLAWSKI S., Legalising active voluntary euthanasia through the courts: some lessons from Colombia, *Medical Law Review*, 17, Summer 2009, p. 183.

MULLOCK A., Commentary: Prosecutors making (bad) law?, Decision on prosecution : the death by suicide of Daniel James, 9 December 2008, *Medical Law Review*, 17, Summer 2009, p. 290.

NAU J.-Y., Fin de vie. l'affirmation d'une position française, *Revue médicale suisse*, n° 183, 2008, p. 2708.

SCALVA F., L'attuale discussione sull'eutanasia e il suicidio assistito in Italia con particolare riferimento al caso Welby, *Revue pénale suisse (ZStrR/RPS)*, t. 127, n° 2, 2009, p. 69.

ZIEGLER S. J., Collaborated Death: An Exploration of the Swiss Model of Assisted Suicide for Its Potential to Enhance Oversight and Demedicalize the Dying Process, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (2), p. 318.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

BARD J. S., Teaching Health Law: What We in Law Can Learn from Our Colleagues in Medicine about Teaching Students How to Practice Their Chosen Profession, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2008; 36 (4), p. 841.

CANTOR JD., Conscientious Objection Gone Awry – Restoring Selfless Professionalism in Medicine, *New England Journal of Medicine* 2009;360;1484.

Clark P. A., Prejudice and the Medical Profession: A Five-Year Update, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (1), p. 118.

GEIGER D., Haftungsprivilegierungen in Forschungsverträgen, *Medizinrecht*, vol. 27, nr 2, 2009, p. 67.

RAY S., HURT S., PERRIER A., Que faire en cas de désaccord entre le médecin et le patient: quelques balises juridiques et éthiques, *Revue médicale suisse*, n° 180, 2009, p. 2538.

KINNEY E. D., The Corporate, Transformation of Medical Specialty Care: The Exemplary Case of Neonatology, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2008; 36 (4), p. 790.

KRAEMER JD. AND AL., Science, Politics, and Values: The Politicization of Professional Practice Guidelines, *Journal of American Medical Association* 2009;301:665.

NIGON A., Le médecin du travail : entre indépendance et subordination, *Revue Droit & Santé*, N° 27, janvier 2009, p. 22.

O'NEIL C. C., MILLER F. G., When Scientists Deceive: Applying the Federal Regulations, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (2), p. 344.

RÖBKE M., Grenzüberschreitende Gesundheitsdienstleistungen innerhalb der Europäischen Union, *Medizinrecht*, vol. 27, nr 2, 2009, p. 79.

ROSCAM ABBING H. D.C., Developments in International/European Health Law, *European Journal of Health Law*, 2009, vol. 16, n° 1, p. 81.

SCHICKTANZ S., Interpreting Advance Directives: Ethical Considerations of the Interplay Between Personal and Cultural Identity, *Health care analysis*, Vol. 17, Nr 2, 2009, p. 158.

WEEKS LEONARD E., Teaching Health Law: Teaching Sicko, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (1), p. 139

Génétique humaine et biotechnologie

BENN PA., CHAPMAN AR., Practical and Ethical Considerations of Noninvasive Prenatal Diagnosis, *Journal of American Medical Association* 2009;301:2154.

BOURROUT G., Brevetabilité des cellules souches embryonnaires humaines : une première décision de la grande Chambre de l'office européen des brevets, *Gazette du palais*, mars-avril 2009, p. 1054.

POIROT-MAZERES I., Nanotechnologies et médecine : quid juris ?, *Revue générale de droit médical*, N° 30 2009, p. 215.

SAMUËL J. ET AL., Biobanks and longitudinal studies : where are the children = Biobanques et études longitudinales : où sont les enfants ?, *Genedit*, vol. 6, no. 3, 2008, p. 1.

<http://www.humgen.umontreal.ca/int/GE/fr/2008-3.pdf> =
<http://www.humgen.umontreal.ca/int/GE/en/2008-3.pdf>

SPIELMAN B., Pushing the dead into the next reproductive frontier: post mortem gamete retrieval under the Uniform anatomical gift Act, *Journal of law, medicine & ethics*, vol. 37:2, Summer 2009, p. 331.

TASSÉ A. M., PETIT E., GODARD B., Differences in Regulatory Frameworks Governing Genetic Laboratories in Four Countries, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (2), p. 351.

TEBOUL G., La relance du processus conventionnel relatif au clonage humain : Réflexions de *lege ferenda*, *Médecine & droit*, n° 96, p. 81.

TRIPS-HEBERT R., Hybrid-Embryonen: Gesetzänderung notwendig?, *ZRP Zeitschrift für Rechtspolitik*, 3/2009, p. 80.

Médecine légale

ADOLPHE M., Compte-rendu de la séance consacrée à « la santé en prison, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, t. 192, octobre 2008, n° 7, p. 1413.

EUN-KYOUNG CHOI E.-K. ET AL., Brain Death Revisited: The Case for a National Standard, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2008; 36 (4), p. 824.

Médecine du sport

SCHINZ O., DVORAK C., Enjeux sociaux du rire en contexte médical : une approche anthropologique, *Revue médicale suisse*, n° 181, 2008, p. 2593.

Mesures médicales spéciales

CHANDLER RK. AND AL., Treating Drug Abuse and Addiction in the Criminal Justice system: Improving Public Health and Safety, *Journal of American Medical Association* 2009;301:183.

Nouvelles techniques de l'information et santé

HALL MA. AND AL., Ownership of Medical Information. *Journal of American Medical Association* 2009;301:1282.

JHA AK. AND AL., Use of Electronic Health Records in U.S. Hospitals. *New England Journal of Medicine* 2009;360:1628.

LIANG B. A., MACKEY T., Searching for safety : addressing search engine, website, and provider accountability for illicit online drug sales, *American journal of law & medicine*, vol. 34, nr 1, 2009, p. 125.

Personnes âgées et santé

DURAND R., Handicap et grand âge: les droits sociaux, *Droit déontologie & soins*, vol. 8, n° 3, 2008, p. 350.

KRUG H., Der alte Patient: Herausforderung an die ethische wie fachliche Kompetenz des Arztes, *Ethik in der Medizin*, vol. 21, nr 2, 2009, p. 101.

Procréation médicalement assistée

DRESSER R., Prenatal testing and disability : a truce in the culture wars ?, *Hastings Center report*, vol. 39, no. 3, May-June 2009, p. 7.

GALLOUX J.-C., Non à l'embryon industriel : le droit européen des brevets au secours de la bioéthique ?, *Dalloz*, n° 9, 2009, p. 578.

LOMBARDI RICCI M., Assisted procreation and its relationship to genetics and eugenics, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, Vol 15, no 1, 2009, p. 7.

SERVICE DES ETUDES JURIDIQUES DU SENAT, La gestation pour autrui : étude de législation comparée, *Droit déontologie & soins*, vol. 8, n° 4, 2008, p. 494.

TIEU MM., Altruistic surrogacy : the necessary objectification of surrogate mothers, *Journal of Medical Ethics*, 2009;35:171.

WOOPEN C., RUMMER A., Beratung im Kontext von Pränataldiagnostik und Schwangerschaftsabbruch, *Medizinrecht*, vol. 27, nr 3, 2009, p. 130.

Recherche biomédicale

AFFLECK P., Is it ethical to deny genetic research participants individualised results ?, *Journal of Medical Ethics*, 2009;35:209.

ANNAS GJ., Globalized Clinical Trials and Informed Consent, *New England Journal of Medicine*, 2009;360;2050.

APPELBAUM P. S., LIDZ C. W., KLITZMAN R., Voluntariness of consent to research : a conceptual model, *Hastings Center report*, vol. 39, no. 1, January-February 2009, p. 30.

DAVIES H., AND AL., Standards for research ethics committees : purpose, problems and the possibilities of other approaches, *Journal of Medical Ethics*, 2009;35:382.

DIXON-WOODS M. AND AL., Research involving adults who lack capacity : how have ethics committees interpreted the requirements ?, *Journal of Medical Ethics* 2009;35:377.

FURNICA C., SCRIPCARU C., Science, biomedical technology and biolaw, *Human Reproduction and Genetic Ethics*, vol. 15, n° 1, 2009, p. 28.

GAZAGNE D., Etat de l'art des nanotechnologies et cadre juridique européen et français, *Gazette du palais*, mars-avril 2009, p. 1216.

GLICKMAN SW. AND AL., Ethical and Scientific Implications of the Globalization of Clinical Research, *New England Journal of Medicine*, 2009;360;816.

GOSTIN L. O., Government and science: the unitary executive versus freedom of scientific inquiry, *Hastings Center report*, vol. 39, no. 2, March-April 2009, p. 11.

ILTIS A. S., Vulnerability in Biomedical Research, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (1), p. 6

LAUDE A., La réforme de la loi sur les recherches biomédicales, *Recueil Dalloz*, N° 17, 30 avril 2009, p. 1150.

ROTHMAN DJ. AND AL., Professional Medical Associations and Their Relationships With Industry: A Proposal for Controlling Conflicts of Interest, *Journal of American Medical Association*, 2009;301:1367.

VAN HOWE R. S., SVOBODA S. J., Neonatal Pain Relief and the Helsinki Declaration, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2008; 36 (4), p. 803

WOOD AJJ., Progress and Deficiencies in the Registration of Clinical Trials, *New England Journal of Medicine*, 2009;360;824.

Responsabilité médicale

BERTELLA-GEFFROY M.-O., Justice pénale, santé individuelle et santé publique, septembre-octobre 2008, p. 3068.

BLANCHARD C., Aide médicale urgente et régulation : principe et enjeux, *Gazette du palais*, novembre-décembre 2008, p. 3942.

CHELOUCHE T., Medicine and the holocaust : lessons for present and future physicians, *Medicine and law*, vol. 27, no 4, december 2008, p. 787.

DOUGLAS T., Medical Injury Compensation : Beyond « No-Fault », *Medical Law Review*, vol. 17(2009), n°1, p. 30.

GORNY A., La faute de la victime en droit de la santé : où en est-on en 2008 ?, *Gazette du palais*, septembre-octobre 2008, p. 3000.

HART D., Kausalität und Unbedenklichkeit in der Arzneimittelhaftung, *Medizinrecht*, vol. 27, nr 5, 2009, p. 253.

HERAIL E., La responsabilité du fait des produits de santé défectueux: d'hier à aujourd'hui, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, n°6, novembre-décembre 2008, p. 1007.

HUBER C., Die Pflege eines Schwerstverletzten durch Angehörige – das Ringen um den “angemessenen marktkonformen Ausgleich”: zugleich Besprechung von OLG Zweibrücken, Urteil vom 13. 11. 2007 – 5 U 62/06 –, *MedR* 2008, 741, *Medizinrecht*, vol. 26, nr 12, 2008, p. 712.

KESSELHEIM AS., The Supreme Court, Preemption, and Malpractice Liability, *New England Journal of Medicine*, 2009;360;559.

LAURENT V., La responsabilité sans faute et les systèmes d'indemnisation, *Revue générale de droit médical*, N° 30 2009, p. 191.

MIOLA J., On the Materiality of Risk: Paper Tigers and Panaceas, *Medical Law Review*, vol. 17(2009), n°1, p. 76.

OSSOUKINE A., Retour sur un procès : l'affaire des médecins circonciseurs de Constantine, *Revue générale de droit médical*, N° 29 2008, p. 169.

SCHAMPS G., L'indemnisation sans faute des dommages liés aux soins de santé: qu'en est-il?, *Revue de droit de la santé*, n° 5, 08/09, p. 364.

VERNY E., La responsabilité pénale au sein de l'équipe médicale, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, numéro hors-série 2008, p. 58.

VOGELER M., Die Haftung des Arztes bei der Anwendung neuartiger und umstrittener Heilmethoden nach der neuen Rechtsprechung des BGH, *Medizinrecht*, vol. 26, nr 12, 2008, p. 697.

YOUEGO C., Le temps de la revanche dans le contentieux du handicap non décelé durant la grossesse après la loi du 4 mars 2002, *Gazette du Palais*, janvier-février 2009, p. 59.

Santé mentale et psychique

GUNN M., Commentary: hospital treatment for incapacitated adults Re P (Adult patient: Consent to medical treatment) [2008] EWHC 1403 (Fam) Sir Mark Potter, P, *Medical Law Review*, 17, Summer 2009, p. 274.

HABOUBI C., Droits des personnes hospitalisées sous contrainte, *Droit déontologie & soins*, vol. 8, n° 4, 2008, p. 452.

Huter R., Verfahren bei Sterilisation behinderter Person, *Recht der Medizin (RdM)*, 1, 2009, p. 6.

Huter R., Sterilisation einer behinderten Person, *Recht der Medizin (RdM)*, 6, 2008, p. 164.

NEIL A., Commentary saving life and respecting death: a savage dilemma : Savage v. South Essex Partnership N.H.S. Foundation Trust (mind and others intervening) [2009] 2 WLR 115 (HL), *Medical Law Review*, 17, Summer 2009, p. 262.

SIDA, lutte contre les épidémies

DESMOND C., Relative response: Ranking country responses to HIV and AIDS, *Health and human rights*, Vol.10, N° 2, p. 105.

GOSTIN LO., Influenza A(H1N1) and Pandemic Preparedness Under the Rule of International Law, *Journal of American Medical Association*, 2009;301: 2376.

HABOUBI C., Expulsion d'un siéden en situation irrégulière, *Droit déontologie & soins*, vol. 8, n° 3, 2008, p. 359.

OMER SB. AND AL., Vaccine Refusal, Mandatory Immunization, and the Risks of Vaccine-Preventable Diseases, *New England Journal of Medicine* 2009;360;1981.

STEWART AM., When Vaccine Injury Go to Court. *New England Journal of Medicine*, 2009;360;2498.

Système de santé, politique de la santé

BENKEN D. E. ET AL., National Summit on Legal Preparedness for Obesity Prevention and Control, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (s1) special supplement

BERGOIGNAN-ESPER C., La santé en prison: quelle législation?, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, n°3, mai-juin 2009, p. 497

BOURDILLON F., Les territoires de santé . un outil de planification en santé, *Revue de droit sanitaire et social*, n° hors-série 2009, p. 28.

BURAU V., WILSFORD D., FRANCE G., Reforming medical governance in Europe : what is it about institutions ?, *Health economics, policy and law*, vol. 4, p. 3, july 2009, p. 265.

CHAPMAN S., The inverse impact law of smoking cessation, *Lancet*, 2009;373:701.

DELHOSTE M.-F., Droits à la santé et à la protection de l'environnement : la faiblesse de la protection offerte par les instances de recours européennes pour carence normative d'un Etat membre, *Revue de la recherche juridique (RRJ)*, 3, 2005, p. 1493.

FIORENTINO A., La santé publique britannique et le tabagisme : l'interdiction de fumer dans les lieux publics britanniques, *Revue de la recherche juridique (RRJ)*, 4, 2008, p. 2165.

FORMAN L., "Rights" and wrongs: What utility for the right to health in reforming trade rules on medicines?, *Health and human rights*, Vol.10, N° 2, p. 37.

GLOPPEN S., Litigation as a strategy to hold governments accountable for implementing the right to health, *Health and human rights*, Vol.10, N° 2, p. 21.

JORNET F., Le droit applicable à l'installation des professionnels de la santé libéraux sur un territoire, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, Numéro hors-série 2009, p. 109

MCHALE J. V., Health and Health Care Law, Faith(s) and Beliefs: New Perspectives and Dilemmas, *Medical law international*, vol. 9, no 4, 2009, p. 279.

MCHALE J. V., Health Care Choices, Faith and Belief in the Light of the Human Rights Act 1998: New Hope or Missed Opportunity?, *Medical law international*, vol. 9, no 4, 2009, p. 331.

MARTIN R., Implementing Public Health Policy and Practice within a Legal Framework: Constraints of Culture, Faith and Belief, *Medical law international*, vol. 9, no 4, 2009, p. 311.

MOQUET-ANGER M.-L., Territoires de santé et égalité des cotoyens, *Revue de droit sanitaire et social*, n° hors-série 2009, p. 116.

MURPHY T., WHITTY N., Is human rights prepared? risk, rights and public health emergencies, *Medical Law Review*, 17, Summer 2009, p. 219.

ORTEGA A., And health care for all: immigrants in the shadow of the promise of universal health care, *American journal of law & medicine*, vol. 34, nr 1, 2009, p. 185.

OUTTERSON K., Pharmaceutical Innovation: Law & the Public's Health, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (2), p. 176.

PALMER A. AND AL., Does ratification of human-rights treaties have effects on population health, *Lancet*, 2009;373:2111.

Proceedings of the national summit on legal preparedness for obesity prevention and control, *Journal of law, medicine and ethics*, vol. 37, 2, Summer 2009 (special supplement).

READING R. AND AL., Promotion of children's rights and prevention of child maltreatment, *Lancet*, 2009;373:332

ROSENBAUM S., LAMBREW J. M., On the Cusp: Insight and Perspectives on Health Reform. *The journal of Law, medicine & ethics*. 2008; 36 (4), p. 612

RUTKOW L. ET AL., Preemption and the Obesity Epidemic: State and Local Menu Labeling Laws and the Nutrition Labeling and Education Act, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2008; 36 (4), p. 772

SCHNEIDER C. E., HALL M. A., The patient life: can consumers direct health care ?, *American journal of law & medicine*, vol. 34, nr 1, 2009, p. 7.

SEGOVIA-KUENY S., Soins de premier et de second recours, *Revue de droit sanitaire et social*, n° hors-série 2009, p. 35.

SHELDON T., Legal loophole sees hundreds of Dutch cafes escape smoking ban, *BMJ* 2009;339:b2824.

Stirner B., Stimulating Research and Development of Pharmaceutical Products for Neglected Diseases, *European Journal of Health Law*, 2008, vol. 15, n° 4, p. 391.

TABUTEAU D., politiques de santé et territoire, *Revue de droit sanitaire et social*, n° hors-série 2009, p. 7.

VANSWEEVELT T., Comparative legal aspects of pain management, *Medicine and law*, vol. 27, nr 4, December 2008, p. 899.

VILLENEUVE P., Les compétences sanitaires des collectivités territoriales, *Revue de droit sanitaire et social*, n° hors-série 2009, p. 86.

YAMIN A. E., Beyond compassion: The central role of accountability in applying a human rights framework to health, *Health and human rights*, Vol.10, N° 2, p. 1.

Transplantations

AMBER R. ET AL., Impact of presumed consent for organ donation on donation rates: a systematic review, *BMJ* 2009;338:a3162.

DuBOIS J. M., VOLPE R. L., Organ Donation and Death from Unexpected Circulatory Arrest: Engaging the Recommendations of the Institute of Medicine, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2008 36(4), p. 731

MATHENY AN TOMMARI AH. AND AL., Policies on Donation After Cardiac Death at Children's Hospitals: A Mixed-methods Analysis of Variation, *Journal of American Medical Association*, 2009;301:1902.

MOAZAM F., ZAMAN R. M., JAFAREY A. M., Conversation with kidney vendors in Pakistan, , *Hastings Center report*, vol. 39, no. 3, May-June 2009, p. 29.

POWNER DJ., Certification of brain death: take care, *Lancet*, 2009;373:1587.

STRABBURGER J., Grundrechtliche Fragen der Xenotransplantation, *Medizinrecht*, vol. 26, nr 12, 2008, p. 723.

WOLFMAN S., SHAKED T., Live donor transplantation : the incompetent donor : comparative law, *Medicine and law*, vol. 27, nr 4, December 2008, p. 859.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

BENNETT Belinda, *Health Law's Kaleidoscope : Health Law Rights in a Global Age*, Ashgate, Aldershot, 2008

CROUZATIER JEAN-MARIE, *Droit international de la santé*, AUF, Paris 2009

GRIFFITHS John/WEYERS Heleen/ADAMS Maurice, *Euthanasia and the Law in Europe*, Hart, Oxford, 2008

VEITCH Kenneth, *The Jurisdiction of Medical Law*, Ashgate, Aldershot, 2007

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

CALAME T., Court of Appeal stellt gefestigte EPA-Praxis über eigenes Präjudiz: Patentschutz für zweite medizinische Indikation aufgrund neuen Dosierungsregimes bejaht England and Wales Court of Appeal (Civil Division) - Actavis UK Limited vs. Merck & Co., Inc., on appeal from the High Court of Justice, Chancery Division (Patents Court), 21 May 2008, *sic!*, 2008, p. 925.

Assurances sociales

DESPLAND B., Maladie, accident, chômage, invalidité : assurances sociales efficaces ou exclusion programmée ? *Expertise médicale*, Chêne-Bourg 2008, vol 3, p. 1.

DUC J.-L., La polypragmasie : notion, preuve, sanctions : vers une modification ou évolution de la jurisprudence ?, *AJP/PJA*, 2/2009, p. 203.

DUC J.-M., Prise en charge des frais d'hospitalisation dans une clinique privée, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance (SZS)*, 2/2009, p. 123.

DUC J.-M., Examen de l'utilité pratique de l'article 70 LPGA, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance (SZS)*, 1/2009, p. 50.

FLUDER R. ET AL., Passages entre systèmes de prestations de la sécurité sociale, *Sécurité sociale (CHSS)*, 3/2009, p. 177.

FRESARD-FELLAY G., Les maladies associées au travail et l'assurance accident, *Santé et travail*, Berne 2008, p. 121.

KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht – Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ*, 104, (2008) N° 23, p. 567.

KOCHER R., LEUENBERGER R., Lutte contre la fraude dans l'AI : état des lieux, *Sécurité sociale (CHSS)*, 3/2009, p. 168.

MEYER U., La maladie en tant que notion du droit de l'assurance sociale déterminant une prestation, *Bulletin des médecins suisses*, n° 14, 2009, p. 585.

MOSIMANN H.-J., EBNER G., «Objektiv nicht überwindbare» Erwerbsunfähigkeit: Überlegungen zu Art. 7 Abs. 2 ATSG aus juristischer und psychiatrischer Sicht, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance (SZS)*, 6/2008, p. 513.

PREVITALI A., ORCEL L., La LAMal et l'érosion du droit fondamental aux soins, *Plädoyer*, 2/09, p. 56.

PREUK R./BANDI T., Réduction des primes : entre souhaits et contraintes financières, *Sécurité sociale : Revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°3, p. 177.

RETORNAZ V., Le contentieux relatif aux primes d'assurance-maladie au regard des articles 64a LAMal et 105a à 105c OAMal, *Pratique juridique actuelle*, 17 (2008), n°8, p. 954.

SCHÜPACH S./MÜLLER S., Résultats de la statistique des assurances sociales suisses 2008, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°6, p. 366.

Droits des patients, droit de la personnalité

COTTIER M., Prävention von genitaler Mädchenbeschneidung in der Schweiz : Handlungsmöglichkeiten von Kinderschutzbehörden, *Revue du droit de tutelle* 2009, p. 165.

GETH C., MONA M., Widersprüche bei der Regelung der Patientenverfügung im neuen Erwachsenenschutzrecht: Verbindlichkeit, mutmasslicher Wille oder objektive Interessen?, *RDS/ZSR*, Bd 128 (2009) I, H. 2, p. 157.

GUILLOD O., Bref commentaire de l'arrêt du Tribunal fédéral (Ile cour de droit public) du 2 avril 2008, 2C_2C/2008, *Jusletter*, 18 août 2008.

KAUPA C., Patientenrechte in der grenzüberschreitenden Gesundheitsversorgung, *Recht der Medizin (RdM)*, 02, 2009, p. 76.

LACK P, SALATHÉ M., «Directives anticipées»: ouverture de la procédure de consultation. Nouvelles directives de l'ASSM, *Bulletin des médecins suisses*, n° 50, 2008, p. 2164.

LACK P, SALATHÉ M., Approbation définitive des directives concernant les «Directives anticipées», *Bulletin des médecins suisses*, 25, 2009, p. 985.

MANAI D., L'embryon face au droit : une entité polymorphe à géométrie variable, *Jusletter*, 19 janvier 2009.

MANAI D. ET AL., L'information et la gestion des risques dans le suivi de la grossesse lors du 1er trimestre : quelques réflexions sur le défi éthique et le cadre légal en Suisse, *Médecine & droit*, n° 96, 2009, p. 94.

PELET O., Nul n'est censé ignorer... comment réagir lorsqu'un mineur s'oppose à des soins, *Revue médicale suisse*, n° 193, 4 mars 2009, p. 539.

SPRECHER F., Patientenschutz ade ? : Verschiedene Massstäbe beim Patientenschutz bei individuellen Heilversuchen im Vergleich zu systematischen klinischen Studien ? , *Sécurité & droit*, 172009, p. 76.

TAFELMACHER C., Droit à l'aide d'urgence : le grand retournement, *Plaidoyer* 3/09, p. 56.

Ethique biomédicale

DOMENIGHETTI G., Medicalizzazione della vita, comunicazione sanitaria e conflitti di interesse, *Rivista per le medical humanities*, Anno 3, no 9, Gennaio-Marzo 2009, p. 32.

ENGI L., Möglichkeiten und Grenzen der Tätigkeit von Ethik-kommissionen Untersucht am Beispiel der Nationalen Ethikkommission im Bereich Humanmedizin, *Schweizerischen Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht (ZBL)*, 2009, p. 92.

HERREN DB, STUCKI I., Publication de données sur la qualité et rétributions correspondantes: que pense la FMH?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 3, 2009, p. 63.

KLEIST P, ZEROBIN KLEIST C., Vom ethischen Prinzip zur gesetzlichen Norm: Historische Meilensteine der Guten Klinischen Praxis von Heilmittelstudien. Teil 1: Die erste Hälfte des 20. Jahrhunderts ; Teil 2: Von der Helsinki-Deklaration bis heute, *Bulletin des médecins suisses*, 13 ; 14, 2009, p. 539 ; p. 589.

MARTIN J., Le travail d'un comité national de bioéthique. Questions de principe et de pratique, *Bulletin des médecins suisses*, n° 11, 2009, p. 438.

MARTIN J., Soins palliatifs vs obstination thérapeutique : des décisions qui sont surtout celles du patient « éclairé », *Revue médicale suisse*, n° 208, 2009, p. 1392.

Euthanasie et fin de vie

DYER C., Assisted suicide: the fight goes on, *BMJ* 2009;339:b2868.

LACK P, SALATHÉ M., «Directives anticipées»: ouverture de la procédure de consultation. Nouvelles directives de l'ASSM, *Bulletin des médecins suisses*, n° 50, 2008, p. 2164.

Mazzocato C., Benaroyo L., Désir de mort, désir de vie et fin de vie, *Revue médicale suisse*, n° 203, 2009, p. 1076.

SCHUBARTH M., Assistierter Suizid und Tötung auf Verlangen, *Revue pénale suisse (ZStrR/RPS)*, t. 127, n° 1, 2009, p. 3.

TUFFS A., Swiss government considers stricter laws on assisted suicide, *BMJ* 2009;339:b3061.

ZIEGLER S. J., Collaborated death : an exploration of the swiss model of assisted suicide for its potential to enhance oversight and demedicalize the dying process, *Journal of law, medicine & ethics*, vol 37 :2, Summer 2009, p. 318.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

AUFDEREGGEN B, GILLI Y, SEMADENI C, STEINER E., Rayonnement non ionisant: la FMH et les Médecins en faveur de l'Environnement réclament des prescriptions plus sévères, *Bulletin des médecins suisses*, 28-29, 2009, p. 1114.

CAÇI M., Nul n'est censé ignorer...quel est le statu juridique des soignants atteints de maladies transmissibles par le sang, *Revue médicale suisse*, 4(2008), n°149, p. 740 ; n°161, p. 1461.

SALATHÉ M, GERBER AU., Les directives «Décisions de réanimation» de l'ASSM: un soutien précieux dans la pratique, *Bulletin des médecins suisses*, n° 1-2, 2009, p. 19.

RABIA L, FAVRE N., Bureaux d'expertises extrajudiciaires de la FMH – rapport annuel 2008, *Bulletin des médecins suisses*, 30-31, 2009, p. 1149.

Génétique humaine et biotechnologies

AEBI-MÜLLER R. E., Persönlichkeitsschutz und Genetik: einige Gedanken zu einem aktuellen Thema, unter besonderer Berücksichtigung des Abstammungsrechts, *Revue de la société des juristes Bernois (ZBJV)*, Bd. 144, 2008, p. 144.

KÖPF A., HILTI C., Patente auf Stammzellen – europäische Ethik und Verfahrenstaktik, *Sic !*, n° 6, 2009, p. 462.

MARTIN J., Dynamique sociale des techniques biomédicales : réflexions sur les pentes glissantes et la gestion de l'ambivalence, *Bulletin des médecins suisses*, 89(2008), vol. 21, p. 903.

Médecine légale

ELGER B.S., TIDBALL-BINZ M., MANGIN P., Mort en détention: vers un cadre international d'investigation et de prévention, *Revue médicale suisse*, mai 2009, suppl., s. 41.

Médecine du sport

(pas de notice pour cette rubrique)

Mesures médicales spéciales

CHAPPUIS F. ET AL., Maladies tropicales négligées : dix ans de partenariat avec Médecins sans frontières [MSF], *Revue médicale suisse*, mai 2009, suppl., s. 32.

Nouvelles techniques de l'information et santé

BURGAT S., Dans le cadre de l'e-health et la télémédecine, quid de la téléconsultation médicale ? *Jusletter* 18 août 2008.

BURGAT S., Nul n'est censé ignorer... quels sont les risques liés à une téléconsultation, *Revue médicale suisse*, n° 204, 2009, p. 11149.

FOKSTUEN S, HEINIMANN K., Tests génétiques sur internet. Prise de position de la Société Suisse de Génétique Médicale , *Bulletin des médecins suisses*, n° 9, 2009, p. 328.

Personnes âgées et santé

Rouget A., théorie évolutionniste de la sénescence, *Revue médicale suisse*, n° 210, 2009, p. 1481.

Procréation médicalement assistée

MARTIN J., Clonage reproductif : l'importance de refuser ce qui « passe la mesure », *Revue médicale suisse*, n° 193, 2009, p. 542.

Recherche biomédicale

KOHLER S., Biotechnologie : wie viel Regulierung braucht es ?, *AJP/PJA*, 6/2009, p. 702.

SIMITIS S., Biotechnologie : wie viel Regulierung braucht es ?, *AJP/PJA*, 6/2009, p. 699.

TAUPITZ J., Biotechnologie : wie viel Regulierung braucht es ?, *AJP/PJA*, 6/2009, p. 688.

Responsabilité médicale

DUC J.-M., La responsabilité civile du médecin, *Pratique juridique actuelle*, 17 (2008), n°11, p. 1463.

GÄHLER E., Laboratoire du praticien et sécurité des patients, *Bulletin des médecins suisses*, n° 49, 2008, p. 2103.

Santé mentale et psychique

KAISER R., Polizei und FFE [Fürsorgerische Freiheitsentziehung]: Schwierigkeiten und Möglichkeiten, *Pro mente sana aktuell*, 1709, p. 9.

MÜNGER S., Fürsorgerische Freiheitsentziehung (FFE) : Antworten auf rechtliche Fragen für Betroffene und Angehörige, *Pro mente sana aktuell*, 1/09, p. 19.

NIVEAU G., DANG C., Nouveaux enjeux de la psychiatrie médico-légale, *Revue médicale suisse*, 4(2008), n°164, p. 1600.

RICKA R., Prévention des maladies non transmissibles : l'exemple des maladies psychiques, *Sécurité sociale, revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°6, p. 354.

SIDA, lutte contre les épidémies

(pas de notice pour cette rubrique)

Systeme de santé, politique de la santé

DUC J.-L., Liberté thérapeutique, clause de besoin et autres limitations de s'installer, *Courrier du médecin vaudois*, n° 7, 2008, p. 7.

JEANNERET J.-P., Quelques réflexions sur le thème de la politique de santé, SNM, news (Société neuchâteloise de médecine), n° 60, 2009, p. 4.

LÄUBLI-LOUD M., Renforcer la prévention et la promotion de la santé : les arguments économiques, *Sécurité sociale : revue de l'office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°6, p. 328.

MESNIL M., Rôle du pharmacien dans la prévention, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°6, p. 340.

STEFFEN T., Prévention et promotion de la santé du point de vue des cantons, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°6, p. 332.

VON GREYERZ S., Une nouvelle base légale pour la prévention et la promotion de la santé, *Sécurité sociale : revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°6, p. 326.

ZAHND D., Chiffres-clés des hôpitaux suisses : nouvelle publication dans les statistiques de l'assurance maladie, *Sécurité sociales ; revue de l'Office fédéral des assurances sociales*, 2008, n°3, p. 174.

Transplantations

GRUBERSKI T., Das Entgeltlichkeitsverbot für Organe, Gewebe und Zellen im schweizerischen Transplantationsgesetz – Schutz der Menschenwürde?, *Recht (Zeitschrift für juristische Ausbildung und Praxis)*, 5/2008, p. 192

KAUFFMANN AE., Des critères médicaux suffisent-ils pour allouer équitablement les organes?, *Bulletin des médecins suisses*, 24, 2009, p. 971.

STEIGER J., SALATHE M., Mise en pratique de la Loi sur la transplantation : directives de l'ASSM sur le don d'organes solides par des personnes vivantes, *Bulletin des médecins suisse*, 89(2008), n°3, p. 77.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

AGIER J.-M. ... [ET AL.], *Maladie, accident, invalidité, vieillesse, perte de soutien : vos droits d'assurés : guide juridique pratique*, 7e éd. revue, complétée et mise à jour au 1er janvier 2008, Lausanne : Editions d'en bas, 2008.

BERTRAND DOMINIQUE ET AL., *Médecin et droit médical*, 3^e éd., Chêne-Bourg, Médecine & Hygiène, 2009.

DEVAUD C., *L'information en droit médical : étude de droit suisse*, Genève [etc.], Schulthess, 2009

GÄCHTER T. (HRSG.), SIKI E., *Sozialversicherungsrecht : Studienausgabe : Gesetzesausgabe mit Verweisen und Anmerkungen*, 2. Aufl., Zürich [etc.], Schulthess, 2009.

KIESER U., *ATSG-Kommentar*, 2. Aufl., Zürich [etc.], Schulthess, 2009.

RIEMER-KAFKA G. (ED), avec la participation de Bollag Y., *Expertises en médecine des assurances : guide médicojuridique*, Berne, Stämpfli ; Bâle, EMH Editions médicales suisses, 2008.

SUTER S., Das Berufs- und Beichtgeheimnis kirchlicher Seelsorger : Art. 321 StGB und CIC, Zürich [etc.], Dike, 2009.

WIDMER D., Sozialversicherungsrecht transparent, Zürich [etc.], Schulthess, 2008.

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>
